

REPUBLIQUE GABONAISE

MINISTERE DE L'ECONOMIE DES FINANCES
ET DES SOLIDARITES NATIONALES

DIRECTION GENERALE DE LA DETTE

**EXECUTION DE LA DETTE PUBLIQUE
A MOYEN ET LONG TERME EN 2018**

Juillet 2018

AVANT - PROPOS

La production du rapport d'exécution de la dette publique à moyen et à long répond aux exigences de transparence préconisées par les normes et standards internationaux en matière de gestion des finances publiques. De plus, elle éclaire aussi bien le public que les investisseurs sur les questions relatives à la dette publique. En effet, les interrogations sur le niveau de la dette et de sa soutenabilité préoccupent de plus en plus l'opinion publique gabonaise. Ainsi, des réactions diverses ont été enregistrées ces dernières années aussi bien au niveau du Parlement, de la presse écrite ou en ligne mais également au sein de l'opinion publique. Ces prises de position variées ont parfois nécessité des éclaircissements de la part du gouvernement.

Ce foisonnement de positions montre l'intérêt grandissant du public vis-à-vis des questions relatives à la dette publique gabonaise. Conforté par cela, la Direction Générale de la Dette perpétue la publication des données de la dette gabonaise à travers ce rapport, huitième édition du genre, produit annuellement.

Au constat, les autorités en charge de la gestion de la dette restent convaincues que la divulgation permanente des informations sur la dette publique aboutira à une meilleure appropriation des concepts et enjeux autour de cette question, permettant ainsi d'améliorer la qualité des débats et autres contributions. En cela, l'apport des parlementaires et du monde universitaire reste au centre des attentes de l'administration en charge de la gestion de la dette.

In fine, l'enjeu sur la problématique de la dette est l'obtention d'un consensus national minimum sur un domaine qui impacte obligatoirement l'effort contributif de chaque citoyen au paiement de la dépense publique.

AVERTISSEMENT

La nécessité de disposer d'informations complètes, comparables et fiables pour la bonne compréhension du lecteur et les besoins de comparaison à l'échelle internationale exige de préciser le champ d'application, la classification, la périodicité et les sources des données de la dette gabonaise présentées dans ce rapport. De même, la définition de quelques termes est utile à la clarification des analyses développées.

CHAMPS D'APPLICATION

Les données de la dette publique présentées couvrent la dette de l'Administration Centrale ainsi que celle garantie par le Gouvernement dont la maturité originelle est d'au moins une année.

Ces données n'intègrent pas la dette fiscale, la dette envers de la Banque Centrale (Institut d'Emissions), l'encours des Bons du Trésor Assimilables (BTA) ainsi que les ordonnances des exercices budgétaires antérieurs en attente de paiement.

CLASSIFICATION

Les données sont présentées par source de dette et déclinées en type de dette.

La dette extérieure désigne les engagements contractés auprès des créanciers non résidents. Elle est composée de quatre (4) grands types de dettes à savoir la bilatérale, la multilatérale, la commerciale et celle envers le marché financier international.

La dette intérieure concerne les engagements contractés auprès des créanciers résidents. Elle comprend quatre (4) grands types de dettes, la bancaire, la moratoire, la diverse et celle contractée envers le marché financier régional.

Chaque type de dette est présenté dans la rubrique « définition des termes ».

PERIODICITE

La production du rapport de la dette publique à moyen et long terme annuelle. Les données portant sur les flux (service, tirages/décaissements) couvrent les opérations allant du 1er janvier au 31 décembre. Les données sur l'encours sont arrêtées au 31 décembre.

SOURCES

Les données sur la dette publique agrégées qui sont présentées dans ce rapport proviennent de la base de données SYGADE utilisée par la Direction Générale de la Dette (DGD). Ce logiciel est l'outil d'agrégation des données détaillées sur la dette publique. Ces données sont saisies par la DGD sur la base de documents administratifs officiels ou légaux disponibles à la DGD, sous forme de contrats et de communications des bailleurs. Les données macroéconomiques nécessaires pour le calcul des indicateurs d'analyse de la dette publique des administrations compétentes du Ministère de l'Economie et de Celui du Budget.

Les taux d'intérêts fixes sont déterminés par les accords et les conventions. Le taux de référence de chaque taux d'intérêt variable est obtenu sur les sites officiels du Fonds

Monétaire International, de la Reserve Fédérale américaine, de la Banque de Centrale Européenne et de la Société Générale. Pour les BTA, les taux d'escompte varient selon les offres faites par les souscripteurs sur le marché. Ces taux sont disponibles sur le site de la BEAC.

Les taux de change sont tirés des sites officiels des organismes mentionnés ci-dessus.

Les opérations de flux (service, tirages/décaissements) se rapportant à chaque année sont évaluées aux taux d'intérêt et de change en vigueur le jour de la transaction. Les opérations de stock et les projections du service de l'encours sont évaluées aux taux d'intérêt et de change au 31 décembre de l'année d'exercice.

DEFINITIONS DE TERMES

DETTE BILATÉRALE

La dette bilatérale est la dette contractée auprès des gouvernements ou leurs agences, des institutions publiques autonomes et des organismes publics de crédit à l'exportation.

DETTE MULTILATÉRALE

La dette multilatérale comprend les emprunts envers le Groupe de la Banque mondiale, les banques régionales de développement et les autres agences intergouvernementales et multilatérales.

DETTE COMMERCIALE

Il s'agit de la dette envers les banques et autres institutions financières privées, les industriels, les exportateurs et autres fournisseurs de biens non résidents accordée sous forme de crédits acheteurs ou de crédits fournisseurs bénéficiant ou non d'une garantie à l'exportation.

DETTE ENVERS LE MARCHÉ FINANCIER INTERNATIONAL

Il s'agit de la dette envers les investisseurs privés porteurs des obligations émises sur les marchés financiers étrangers.

DETTE BANCAIRE

La dette bancaire comprend l'ensemble des engagements envers les banques et autres institutions financières privées locales sous forme de facilités ou de crédits consentis à l'Etat et de rachat de créances détenues sur l'Etat.

DETTE MORATOIRE

Elle comprend l'ensemble des conventions de règlement définitif relatives aux impayés de l'administration envers ses fournisseurs de services et prestataires de travaux.

DETTE DIVERSE

Il s'agit de l'ensemble des conventions de règlement définitif relatives aux impayés des entités publiques disposant de l'autonomie de gestion financière reprises par l'Etat

DETTE ENVERS LE MARCHE FINANCIER REGIONAL

Il s'agit de la dette envers les investisseurs privés ou publics porteurs de bons et d'obligations émises sur le marché des titres publics à souscription libre de la CEMAC et sur la Bourse des Valeurs Mobilières d'Afrique Centrale (BVMAC).

DÉCAISSEMENT OU TIRAGE

Les décaissements sont constitués des fonds mis à disposition par le créancier en application d'un accord de prêt. Les termes « décaissement », « tirage » et « versement » peuvent être utilisés indifféremment l'un à la place de l'autre

ENCOURS DE LA DETTE

Il s'agit du montant des emprunts qui a été décaissé mais qui n'a pas encore été remboursé ou annulé, à une date donnée. Il s'obtient par la différence entre les décaissements réels et les remboursements du principal.

SERVICE DE LA DETTE

Il comprend tous les paiements de principal, d'intérêts, de commissions et autres charges effectués au cours d'une année au titre du remboursement d'un prêt ou d'un titre de créance.

EUROBONDS

Un Eurobond ou une euro-obligation est une obligation libellée dans une monnaie différente de celle du pays de l'émetteur.

STOCK DE LA DETTE

(Voir ENCOURS DE LA DETTE)

SOMMAIRE

AVANT - PROPOS	2
AVERTISSEMENT.....	3
SOMMAIRE.....	6
INTRODUCTION	7
1. RESUME DE L'EXECUTION DE LA DETTE PUBLIQUE DE 2013 A 2017	9
1.1. Evolution des nouveaux emprunts extérieurs et intérieurs de 2013 à 2017	9
1.2. Evolution des décaissements de 2013 à 2017.....	12
1.3. Evolution du service de la dette publique de 2013 à 2017	15
1.4. Evolution de l'encours de la dette publique de 2013 à 2017	16
1.5. Evolution des indicateurs de viabilité de la dette publique de 2013 à 2017	19
2. MISE EN ŒUVRE DE LA STRATEGIE D'ENDETTEMENT PUBLIC EN 2018	21
2.1. Nouveaux engagements et décaissements sur financements extérieurs et intérieurs en 2018	22
2.2. Conditions d'emprunt en 2018.....	27
2.3. Indicateurs d'endettement public en 2018.....	32
3. SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE EN 2018.....	33
3.1. Service de la dette publique extérieure en 2018	34
3.2. Service de la dette publique intérieure en 2018.....	37
4. ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE A FIN 2018.....	40
4.1. Encours de la dette publique par source de dette à fin 2018	40
4.2. Encours de la dette publique par affectation à fin 2018	42
4.3. Encours de la dette publique par monnaie, maturité et taux d'intérêt à fin 2018.....	45
CONCLUSION	50
ETUDE THEMATIQUE : ACTIVITE DU GABON SUR LE MARCHE DES TITRES PUBLICS A SOUSCRIPTION LIBRE DE LA CEMAC DE 2013 A 2018	52
1. LE FONCTIONNEMENT DU MARCHE DES TITRES PUBLICS A SOUSCRIPTION LIBRE DE LA CEMAC.....	53
2. LE VOLUME DES EMISSIONS DU GABON SUR LE MARCHE DES TITRES PUBLICS	55
3. LES RESULTATS DES ADJUDICATIONS DU GABON SUR LE MARCHE DES TITRES PUBLICS	57
4. LA REPARTITION GEOGRAPHIQUE DES TITRES ET DE L'ACTIVITE DES SVT	63
ANNEXES	67
LISTE DES TABLEAUX	80
LISTE DES GRAPHIQUES.....	82
TABLE DES MATIERES.....	83

INTRODUCTION

L'activité économique mondiale s'est caractérisée par un ralentissement de la croissance passant de 3,8% en 2017 à 3,6% en 2018. Cette situation résulte des tensions protectionnistes, du durcissement des conditions financières dans certains pays émergents et en développement et enfin de la remontée des cours des matières premières notamment le pétrole. Toutefois, cette croissance demeure inégalement répartie entre les régions.

Dans les économies avancées, l'activité économique demeure robuste avec 2,2% de croissance moyenne annuelle. Cette croissance est soutenue par l'économie américaine qui enregistre un taux de croissance annuel de 2,9% en dépit d'un contexte de guerre commerciale avec la Chine. Cette situation fait suite à une forte demande interne et une hausse des dépenses de consommation. Dans la Zone Euro, on assiste à un ralentissement de la croissance passant de 2,3% en 2017 à 1,5% en 2018. Ce résultat fait suite à une baisse du taux de croissance des principaux pays que sont l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni. Cette régression est consécutive à un renforcement des normes antipollution, à la hausse du cours du pétrole et à la hausse des taux directeurs et du niveau d'endettement.

La croissance des pays émergents et en développement a été moins forte, soit 4,5% en 2018 contre 4,8% en 2017. Cette situation résulte des tensions commerciales, de la hausse des taux d'intérêts américains, de l'appréciation du dollar et de la volatilité des cours du pétrole. L'économie chinoise s'est caractérisée par une légère baisse de 0,2 point de pourcentage pour se situer à 6,6% en 2018 en raison de la faiblesse de la demande intérieure et la guerre commerciale avec les Etats-Unis. La croissance de l'économie indienne demeure stable sur les deux années. A contrario, l'économie russe enregistre une accélération de l'ordre de 0,7 point pour se situer à 2,3% en 2018. Ce résultat s'explique par l'amélioration des cours du pétrole et la hausse de la demande intérieure.

Pour ce qui est des économies des pays de l'Afrique subsaharienne, la reprise a continué à s'affermir pour se stabiliser à 3,0% en moyenne contre 2,8% en 2017. Cette situation est justifiée par la hausse des prix des produits de base et les réformes visant à corriger les déséquilibres macroéconomiques initiés par certains pays. Le Nigeria et l'Afrique du sud, les deux plus grandes économies de la zone ont enregistré respectivement 1,9% et 0,8% de croissance en 2018. Dans la zone CEMAC, la croissance économique s'est établie à 1,5% en 2018 contre 0,2% en 2017 sous l'effet d'une progression sensible des activités du secteur pétrolier conjuguée avec un maintien du rythme des activités dans le secteur non pétrolier.

L'économie gabonaise connaît un léger rebond de croissance de 0,3 point, passant de 0,5% en 2017 à 0,8% en 2018. Cette croissance est soutenue aussi bien par le secteur pétrolier que par le secteur hors pétrole notamment dans les industries de transformation de bois qui affichent de bonnes performances industrielles et commerciales. Les secteurs agricoles, élevages et pêches consolident leurs performances en 2018, ainsi la production d'huile de palme augmente de manière substantielle en raison de l'accroissement de la production des plantations de Kango et Mouila. De même, la remontée des cours du pétrole brut et les autres

produits de base sur les marchés internationaux conjuguée à la mise en place des programmes de relance économique avec le concours du Fonds Monétaire International (FMI) se traduit par une stabilisation de la situation économique du pays. Par ailleurs, le solde budgétaire s'est amélioré de 1,4 point de pourcentage passant de moins 1,1% à 0,3% en 2018. La balance de paiements est ressortie excédentaire à 2,0% du PIB en 2018. Aussi, les avoirs extérieurs nets se sont renforcés en 2018, suite à la hausse des exportations du pétrole brut, du manganèse et du bois, soutenue par la bonne tenue de leurs cours sur les marchés mondiaux

En ce qui concerne les politiques monétaires, les Banques Centrales européenne et japonaise ont maintenus leurs politiques accommodantes pour continuer à faire face au ralentissement de la croissance économique en 2018. La Réserve Fédérale américaine pour sa part, a continué à relever son taux directeur entamé depuis 2015. Pour ce qui est des taux de change, l'Euro s'est déprécié par rapport au Dollar américain en s'échangeant à 1,145 dollar américain en 2018 contre 1,184 dollar américain en moyenne en 2017. Par ailleurs, le taux de change de l'Euro par rapport au Yuan Renminbi s'est apprécié de 0,17 point pour s'établir à 7,87 en 2018 contre 7,70 en 2017

En 2018, le Gabon a maintenu sa présence sur le marché de la dette. Ce positionnement se justifie par la nécessité de soutenir les axes du programme des réformes économiques et financières conclus avec le FMI.

Le présent rapport sur l'exécution de la dette publique à moyen et long terme en 2018 s'articule autour des points ci-après :

1. Bilan de l'exécution de la dette publique de 2013 à 2017 ;
2. Mise en œuvre de la stratégie d'endettement public en 2018 ;
3. Service de la dette publique en 2018 ;
4. Encours de la dette publique à fin 2018 ;
5. Etude thématique : Activité du Gabon sur le marché des titres publics à souscription libre de la CEMAC de 2013 à 2018.

1. RESUME DE L'EXECUTION DE LA DETTE PUBLIQUE DE 2013 A 2017

Cette partie traite de l'évolution des nouveaux emprunts, des décaissements sur les financements extérieurs et intérieurs, du service de la dette, de l'encours et des indicateurs de viabilité sur la période susmentionnée.

1.1. Evolution des nouveaux emprunts extérieurs et intérieurs de 2013 à 2017

1.1.1. Montant des nouveaux emprunts de 2013 à 2017

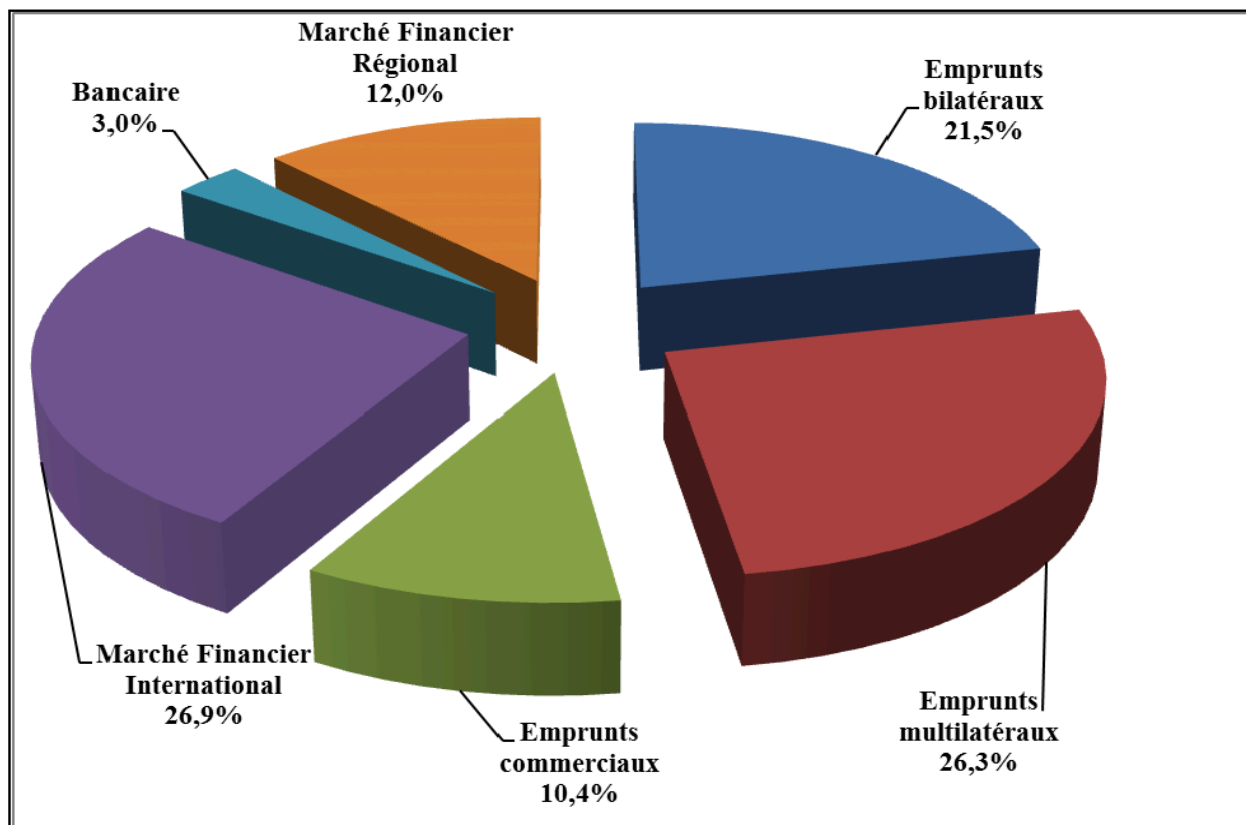
Sur la période allant de 2013 à 2017, le montant des nouveaux emprunts contractés s'est chiffré à 4210,2 milliards de francs CFA, soit 842,0 milliards de francs CFA en moyenne. Les emprunts extérieurs et intérieurs ont représentés respectivement 85,1% et 14,9% du montant global des nouvelles signatures. En outre, le montant des nouveaux engagements croît de 21,3% comparé à la période précédente où il se situait à 3469,7 milliards de francs CFA. Cette hausse se justifie par l'accroissement des emprunts multilatéraux, du marché financier international pour ce qui est de la dette extérieure et des obligations émises sur le marché financier régional pour la dette intérieure.

Les nouveaux engagements extérieurs se sont établis à 3581,9 milliards de francs CFA. Ils progressent de 17,9% comparativement à la période 2012-2016 où ils étaient de 3038,3 milliards de francs CFA. Cette tendance haussière résulte essentiellement des emprunts multilatéraux relatifs aux appuis budgétaires. Ces engagements sont constitués de 904,3 milliards de francs CFA de dettes bilatérales, 1107,4 milliards de francs CFA de prêts multilatéraux, 436,9 milliards de francs CFA des emprunts commerciaux et 1133,3 milliards de francs CFA de dettes envers le marché financier international. Ces derniers représentent respectivement 25,3%, 30,9%, 12,2% et 31,6% du total extérieur.

Les nouveaux engagements intérieurs sur la période 2013-2017 se sont situés à 628,3 milliards de francs CFA, correspondant à un accroissement de 45,6% par rapport à son niveau de la période précédente qui était de 431,4 milliards de francs CFA. La forte mobilisation auprès du secteur bancaire d'une part, et la levée de fonds sur le marché financier régional d'autre part, expliquent cette hausse. Les nouveaux emprunts intérieurs sont composés de 503,3 milliards de francs CFA contractés sur le marché financier régional et de 125,0 milliards de francs CFA obtenus auprès des institutions bancaires locales, soit respectivement 80,1% et 19,9% du montant total intérieur.

Les nouveaux emprunts contractés sur le marché financier international, et auprès des partenaires multilatéraux et bilatéraux sont respectivement majoritaires avec 26,9%, 26,3% et 21,5% du montant total des nouveaux engagements. Concernant les nouveaux prêts sur le marché financier régional, auprès des créanciers commerciaux et des institutions bancaires locales, ils représentent respectivement 12,0%, 10,4% et 3,0% de l'ensemble des nouvelles signatures.

**GRAPHIQUE N°1 : REPARTITION PAR CATEGORIES DES EMPRUNTS SIGNES DE 2013 A 2017
(EN POURCENTAGE)**



1.1.2. Affectation des nouveaux emprunts de 2013 à 2017

De 2013 à 2017, 63 conventions de financement ont été signés par l'Etat gabonais. Les ressources mobilisées ont été affectées à la réalisation de 38 projets d'équipement et d'infrastructures ainsi qu'au financement de l'équilibre budgétaire.

Les principaux secteurs de soutien à la production, notamment la route, l'électricité et eau concentrent respectivement 779,5 milliards de francs CFA et 40,0 milliards de francs CFA des nouveaux emprunts. Pour ce qui est du secteur de la route, les fonds obtenus ont été majoritairement orientés vers l'aménagement du tronçon PK12-Bifoun, la construction de la route Port-Gentil-Omboué et du pont sur l'Ogooué à Booué, l'aménagement de la route Ndendé-Doussala-Dolisie, la construction de la route conjonctive de Port-Gentil (Forasol-Mbega) et l'aménagement de la voie de contournement de l'Aéroport de Libreville. Pour le secteur de l'électricité et eau, les financements ont été essentiellement orientés vers le projet de construction de la centrale Télémania de Port-Gentil. Par ailleurs, ces deux secteurs enregistrent 19,5% du total des nouvelles signatures sur la période 2013-2017 comparativement à la période précédente où ils représentaient 28,5%.

Les secteurs de la santé, de l'éducation et de la formation professionnelle totalisent 462,2 milliards de francs CFA des nouveaux engagements. Ces ressources ont servi à finaliser les travaux de construction du centre hospitalier universitaire Mères-enfants et le projet d'appui aux soins de santé primaire pour ce qui est du secteur de la santé. Quant au secteur de l'éducation et de la formation professionnelle, les financements alloués à ce dernier ont été

affectés au lancement d'un projet d'investissement dans le secteur éducatif, à la construction de trois centres de formation et au projet de renforcement des capacités pour l'employabilité des jeunes. Les secteurs santé, éducation et formation professionnelle concentrent 11,0% de l'ensemble des nouveaux prêts sur la période 2013-2017 contre 13,7% sur la période précédente.

Le montant des nouveaux emprunts accordé aux secteurs de l'agriculture, pêche et élevage, BTP, défense et sécurité, communication et télécommunication, sport et transport se chiffre à 632,0 milliards de francs CFA. Ces fonds ont servi au financement du projet Graine, à l'aménagement des bassins versants de Gué-Gué, à la livraison de navires, à la réhabilitation et l'amélioration des installations de télécommunication, au projet E-GABON, à la construction des stades d'Oyem, Port-Gentil et l'omnisport Omar Bongo Ondimba et à la réhabilitation du Transgabonais. Le montant alloué à ces six (6) secteurs représente 15,0% du total des nouvelles signatures sur la période d'étude comparativement à la période 2012-2016 où il était de 17,1%.

Sur la période 2013-2017, le secteur de l'économie et finance a bénéficié d'un financement à hauteur de 2296,5 milliards de francs CFA, soit 54,5% des nouveaux prêts. Ainsi, la part de ce secteur augmente de 13,8 points de pourcentage par rapport à la période 2012-2016. Pour ce qui est du financement de l'équilibre budgétaire, il représente 38,9% sur la période d'étude contre 39,9% sur la période antérieure, suite au repli des fonds mobilisés sur les marchés financiers.

1.1.3. Termes moyens des nouveaux emprunts de 2013 à 2017

Les termes moyens des nouveaux emprunts, sur la période 2013-2017, se sont établis à 13,1 ans, pour la maturité, 5,1 ans pour le différé et 3,5% pour le taux d'intérêt. Ils restent relativement stables par rapport à la période antérieure où ils s'établissaient respectivement à 13,4 ans, 5,0 ans et 3,3%.

Les nouveaux engagements extérieurs ressortent avec une maturité moyenne de 14,6 ans, un délai de grâce moyen de 5,6 ans et un taux d'intérêt moyen de 3,0% contre respectivement 14,4 ans, 5,4 ans et 3,1% sur la période 2012-2016.

Les nouveaux prêts bilatéraux ont une durée moyenne de 18,7 ans, un différé moyen de 5,9 ans et un taux d'intérêt moyen de 1,6%. En ce qui concerne les emprunts multilatéraux, leur maturité moyenne est de 13,5 ans, avec un différé moyen de 4,7 ans et un taux d'intérêt à 2,0%. La maturité moyenne des prêts commerciaux, quant à elle, s'établit à 9,2 ans, le délai de grâce moyen à 1,6 an et le taux d'intérêt moyen à 2,1%. Les emprunts obtenus sur le marché financier international ont une durée moyenne de 7,3 ans, un différé moyen de 6,3 ans et un taux d'intérêt moyen de 5,1%.

S'agissant des nouvelles signatures intérieures, elles ressortent avec une maturité moyenne de 3,6 ans, un délai de grâce moyen de 1,6 an et un taux d'intérêt moyen de 5,5% sur la période 2013-2017. La maturité moyenne demeure stable par rapport à la période

précédente où elle se situait à 3,5 ans. Le délai de grâce moyen pour sa part, enregistre une légère amélioration de 5 mois sur les deux périodes. A contrario, le taux d'intérêt moyen s'apprécie de 20,0 points de base, passant ainsi de 5,3% à 5,5%.

La durée moyenne, le différé moyen et le taux d'intérêt moyen des prêts bancaires s'établissent respectivement à 2,5 ans, 0,1 an et à 6,2%. Les nouveaux engagements obtenus sur le marché financier régional ont une maturité moyenne de 3,6 ans, un délai de grâce moyen de 2,0 ans et un taux d'intérêt moyen de 5,1%.

TABLEAU N°1 : TERMES MOYENS DES NOUVEAUX ENGAGEMENTS DE 2013 A 2017

	Maturité en Années	Différé en Années	Taux d'intérêt %
Emprunt Extérieur	14,6	5,6	3,0%
Bilatéraux	18,7	5,9	1,6%
Multilatéraux	13,5	4,7	2,0%
Commerciaux	9,2	1,6	2,1%
Marchés financier	7,3	6,3	5,1%
Emprunt Intérieur	3,6	1,6	5,5%
Bancaire	2,5	0,1	6,2%
Marché Financier Régional	3,6	2,0	5,1%
Ensemble	13,1	5,1	3,5%

Les nouveaux emprunts à taux d'intérêt variables concentrent 48,5% du total des nouveaux engagements et ceux à taux d'intérêt fixes 51,5% contre respectivement 55,7% et 44,3% sur la période 2012-2016. Le poids des nouveaux emprunts à taux d'intérêt fixes connaît une hausse de 720 points de base sur la période 2013-2017 suite à la signature de nouveaux emprunts à taux d'intérêt fixes en 2017 contrairement à 2012 où ils n'existaient pas.

Les nouvelles signatures à taux de changes fixes représentent 58,3% et celles à taux flottants 41,7% de l'ensemble des nouveaux emprunts comparé à la période précédente où elles étaient respectivement de 59,5% et 40,5%. La répartition entre ces deux (2) variables demeure sensiblement stable.

1.2. Evolution des décaissements de 2013 à 2017

Les décaissements sur financements extérieurs (FINEX) et intérieurs (FININ) sur la période 2013-2017 se sont chiffrés à 3376,3 milliards de francs CFA. Ils enregistrent une augmentation de 30,6% par rapport à son niveau de la période 2012-2016. Ces financements représentent respectivement 81,4% et 18,6% du total des tirages.

1.2.1. Les décaissements sur financements extérieurs de 2013 à 2017

Les tirages extérieurs sur la période susvisée d'un montant de 2748,0 milliards de francs CFA, progressent de 27,6% par rapport à la période précédente où ils se situaient à 2153,3 milliards de francs CFA. Cette tendance haussière résulte principalement de la forte augmentation des décaissements effectués auprès des créanciers multilatéraux en 2017. En effet, suite à la chute des revenus pétroliers observée courant 2014 et qui a fortement impacté

l'économie gabonaise, les autorités ont mis en place un Plan de Relance de l'Economie (PRE) triennal (2017-2019) dans l'optique de redynamiser la croissance. Pour ce faire, le Gabon a eu majoritairement recours au soutien des partenaires multilatéraux sous forme d'appuis budgétaires.

Les tirages effectués sur les emprunts bilatéraux et multilatéraux concentrent respectivement 15,1% et 28,6% du total des décaissements extérieurs. Les tirages réalisés sur le marché financier et auprès des créanciers commerciaux représentent quant à eux, 41,2% et 15,0% du montant global des décaissements extérieurs.

TABLEAU N°2 : DECAISSEMENTS SUR FINANCEMENTS EXTERIEURS ET INTERIEURS DE 2013 A 2017

En Milliards de Francs CFA

	2013	2014	2015	2016	2017	Total
Emprunt Extérieur	994,2	256,3	478,8	239,2	779,5	2 748,0
Bilatéral	110,7	82,3	102,0	69,4	51,9	416,3
Multilatéral	20,8	103,7	40,0	26,6	595,3	786,4
Commercial	138,3	70,3	40,5	143,2	19,9	412,1
Marché Financier International	724,5	0,0	296,3	0,0	112,5	1 133,2
Emprunt Intérieur	137,0	37,1	102,1	155,2	196,9	628,3
Bancaire	67,5	0,0	0,0	0,0	57,5	125,0
Marché Financier Régional	69,5	37,1	102,1	155,2	139,4	503,3
Total Décaissements sur Financements Extérieurs et Intérieurs	1 131,2	293,3	580,9	394,4	976,4	3 376,3

1.2.1.1. Les décaissements sur les emprunts bilatéraux et multilatéraux de 2013 à 2017

Le montant des décaissements effectués sur les prêts bilatéraux et multilatéraux s'élève à 1202,6 milliards de francs CFA, soit une moyenne de 240,5 milliards de francs CFA. Ils connaissent une augmentation de 79,8% comparé à la période 2012-2016.

Les tirages réalisés sur les emprunts bilatéraux de 2013 à 2017 s'établissent à 416,3 milliards francs CFA contre 422,4 milliards de francs CFA. Ce montant est en baisse de 1,5% par rapport à son niveau antérieur consécutivement à la faible mobilisation des ressources auprès d'Eximbank China pour le projet Hydraulique Grand Poubara et de l'Agence Française de Développement (AFD) relatif au projet de Restructuration du Réseau Eau de Libreville.

Les décaissements sur emprunts multilatéraux s'élèvent à 786,4 milliards de francs CFA sur la période 2013-2017. Ils enregistrent une croissance exponentielle de 219,3% comparativement à son niveau de la période précédente qui était de 246,3 milliards de francs CFA. Cet accroissement provient des montants importants décaissés auprès de la Banque Africaine de Développement (BAD), du Fonds Monétaire International (FMI) et de la Banque Mondiale (BIRD) sous forme d'appuis budgétaires en vue de soutenir l'économie nationale.

1.2.1.2. Les décaissements sur les emprunts commerciaux et le marché financier international de 2013 à 2017

Les fonds mobilisés sur le marché financier international et auprès des créanciers commerciaux, sur la période 2013-2017, s'élèvent à 1954,1 milliards de francs CFA, correspondant à une moyenne annuelle de 390,8 milliards de francs CFA. Ces ressources progressent de 31,6% par rapport à leur niveau de la période antérieure qui était de 1484,6 milliards de francs CFA.

Le montant des décaissements effectués sur les emprunts commerciaux s'établit à 412,1 milliards de francs CFA contre 463,8 milliards de francs CFA de 2012 à 2016. Ces décaissements enregistrent une diminution de 11,1% consécutive à la faible mobilisation des fonds auprès des créanciers autrichiens, français et espagnols qui représentent 75,1% du montant total des tirages sur les emprunts commerciaux. En effet, l'achèvement des travaux relatifs aux Centres Hospitaliers Universitaires de Libreville et d'Owendo, au Réseau Interconnecté du Woleu-Ntem et au Réseau de l'Administration Gabonaise ainsi que le ralentissement de l'aménagement de la Route Nationale 1 ont entraîné la diminution des tirages auprès des créanciers cités précédemment.

En revanche, les tirages obtenus sur le marché financier international sur la période 2013-2017 connaissent une augmentation de 11,0% passant ainsi de 1020,8 milliards de francs CFA à 1133,2 milliards de francs CFA. Ces derniers ont servi au rachat d'une partie de l'Eurobond émis en 2007 pour 26,0% et à l'équilibre budgétaire pour 74,0%.

1.2.2. Les décaissements sur financements intérieurs de 2013 à 2017

Les décaissements sur financements intérieurs (FININ) se chiffrent à 628,3 milliards de francs CFA de 2013 à 2017. Ils enregistrent une hausse de 45,6% comparé à leur niveau observé sur la période précédente qui se situait à 431,4 milliards de francs CFA. Cette situation découle de l'augmentation des décaissements effectués auprès des banques locales et sur le marché financier régional.

Les tirages réalisés auprès du secteur bancaire s'élèvent à 125,0 milliards de francs CFA entre 2013 et 2017 contre 67,5 milliards de francs CFA sur la période antérieure, soit une évolution de 46,0%. Cette hausse provient des financements obtenus auprès de la Banque International du Commerce et de l'Industrie du Gabon (BICIG), d'ECOBANK et d'ORABANK.

Les financements intérieurs mobilisés sur le marché financier régional croissent de 38,3% passant de 363,9 milliards de francs CFA entre 2012 et 2016 à 503,3 milliards de francs CFA sur la période 2013-2017. Cette situation est due à la volonté des Autorités de renforcer la présence du Gabon sur le marché financier régional depuis 2013.

1.3. Evolution du service de la dette publique de 2013 à 2017

Le service réalisé au titre de la dette publique sur la période 2013-2017 s'est élevé à 567,9 milliards de francs CFA en moyenne contre 487,6 milliards de francs CFA sur la période 2012-2016. Il est constitué de 426,9 milliards de francs CFA de principal et de 141,0 milliards de francs CFA d'intérêts.

Comme sur la période précédente, le service au profit des partenaires extérieurs reste majoritaire avec 72,8% du service total. Le service intérieur pour sa part, a représenté 27,2% du montant total du service.

1.3.1. Evolution du service de la dette publique extérieure de 2013 à 2017

Sur la période 2013-2017, le service de la dette publique extérieure s'est situé en moyenne à 413,6 milliards de francs CFA avec 289,9 milliards de francs CFA de principal et 123,7 milliards de francs CFA d'intérêts. Ce service connaît une augmentation de 37,9 milliards de francs CFA par rapport à son niveau de la période antérieure qui était de 375,7 milliards de francs CFA. Cette hausse résulte du niveau important du service enregistré en 2017 suite à l'apurement de l'Eurobond 2007.

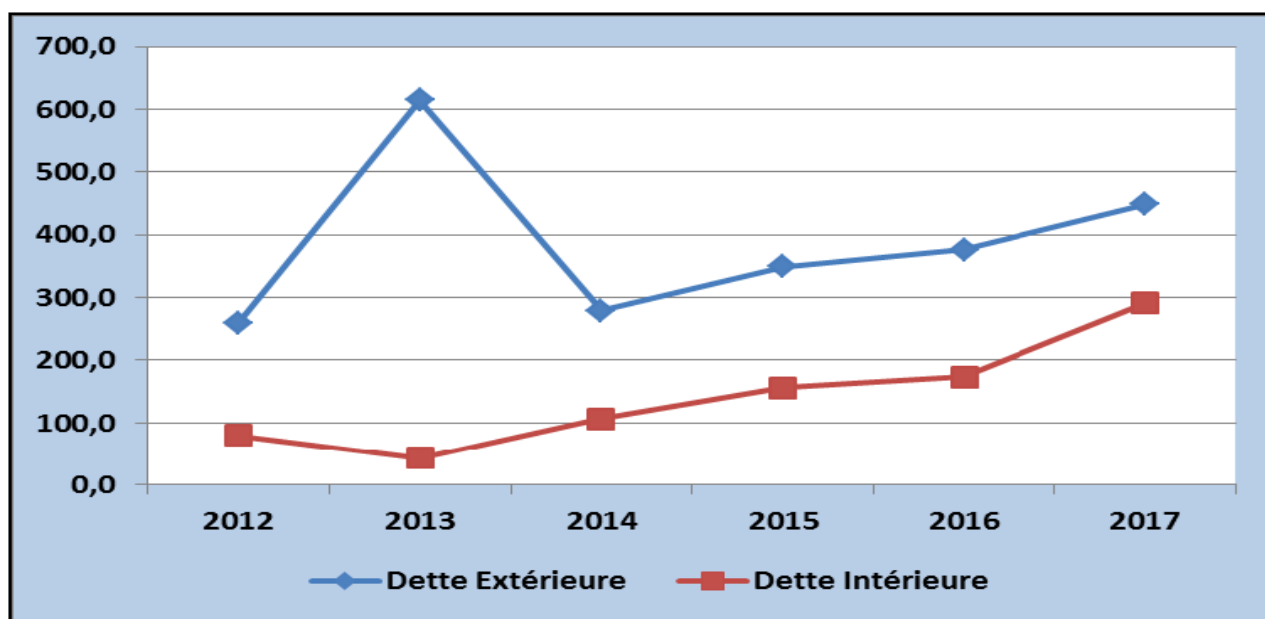
Le service en faveur des créanciers bilatéraux s'élève en moyenne à 50,3 milliards de francs CFA contre 47,1 milliards de francs CFA sur la période 2012-2016; ce qui correspond à une progression de 3,2 milliards de francs CFA. Il concentre 12,2% du service total extérieur.

De 2013 à 2017, le service réalisé au profit des partenaires multilatéraux se situe en moyenne à 36,5 milliards de francs CFA, soit 8,8% du service extérieur. Il enregistre une évolution à la hausse de 2,6 milliards de francs CFA par rapport à la période précédente où il s'établissait en moyenne à 34,0 milliards de francs CFA.

Le service de la dette commerciale s'est chiffré à 155,3 milliards de francs CFA en moyenne et représente 37,5% du montant total du service extérieur. En comparaison à la période 2012-2016, ce service demeure stable.

Comparativement à la période 2012-2016, le service envers le marché financier international est en hausse de 32,4 milliards de francs CFA pour se situer à 171,5 milliards de francs CFA de 2013 à 2017. Ce service correspond à 41,5% de l'ensemble du service extérieur.

GRAPHIQUE N°2 : SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE DE 2012 A 2017 (EN MILLIARDS DE FRANCS CFA)



1.3.2. Evolution du service de la dette publique intérieure de 2013 à 2017

Le service de la dette intérieure s'est établi en moyenne à 154,3 milliards de francs CFA entre 2013 et 2017. Comparativement à la période 2012-2016 où il se situait à 111,9 milliards de francs CFA, il croît de 37,9%. Ce service comprend 137,0 milliards de francs au titre du principal et 17,3 milliards de francs CFA au titre des intérêts.

Le service réalisé en faveur des banques locales s'est chiffré en moyenne à 48,9 milliards de francs CFA contre 47,1 milliards de francs CFA sur la période 2012-2016, soit une hausse de 17,1%. Il représente 31,7% du service intérieur.

Le service envers le marché financier régional s'est établi à 26,8 milliards de francs CFA contre 13,7 milliards de francs sur la période 2012-2016, correspondant ainsi à une progression de 96,3%. Ce service concentre 17,4% du service total intérieur.

Le service au titre de la dette moratoire s'est situé à 65,3 milliards de francs CFA entre 2013 et 2017. Il croît de 51,2% par rapport à l'année précédente où il était de 43,2 milliards de francs CFA. Par ailleurs, ce service englobe 42,3% de l'ensemble du service intérieur.

Pour ce qui est du service réalisé au titre de la dette diverse, il demeure stable entre les deux périodes en s'établissant en moyenne à 13,3 milliards de francs CFA et représente 8,6% du montant global du service intérieur.

1.4. Evolution de l'encours de la dette publique de 2013 à 2017

Le montant de l'encours de la dette publique s'est établi en moyenne à 3396,0 milliards de francs CFA sur la période 2013-2017 contre 2731,3 milliards de francs CFA, soit une

hausse de 24,3%. Cette augmentation découle principalement de la forte progression des engagements intérieurs notamment les emprunts bancaires.

1.4.1. Evolution de l'encours de la dette publique extérieure de 2013 à 2017

La dette publique extérieure s'est située en moyenne à 2768,0 milliards de francs CFA comparativement à la période 2012-2016 où elle était de 2382,3 milliards de francs CFA. Elle enregistre une hausse moyenne de 16,2% du fait de l'augmentation des emprunts multilatéraux essentiellement des appuis budgétaires. Par ailleurs, l'encours de la dette extérieure représente en moyenne 81,5% du montant total de l'encours.

Sur la période 2013-2017, l'encours de la dette multilatérale s'est élevé en moyenne à 457,3 milliards de francs CFA contre 323,0 milliards de francs CFA en moyenne sur la période 2012-2016, correspondant ainsi à une progression de 41,6%. Cette évolution fait suite à un recours important aux appuis budgétaires auprès des créanciers que sont la Banque Africaine de Développement (BAD), la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD) et le Fonds Monétaire International (FMI) en vue de relancer l'économie. En outre, la dette multilatérale représente en moyenne 16,5% du montant total de l'encours extérieur.

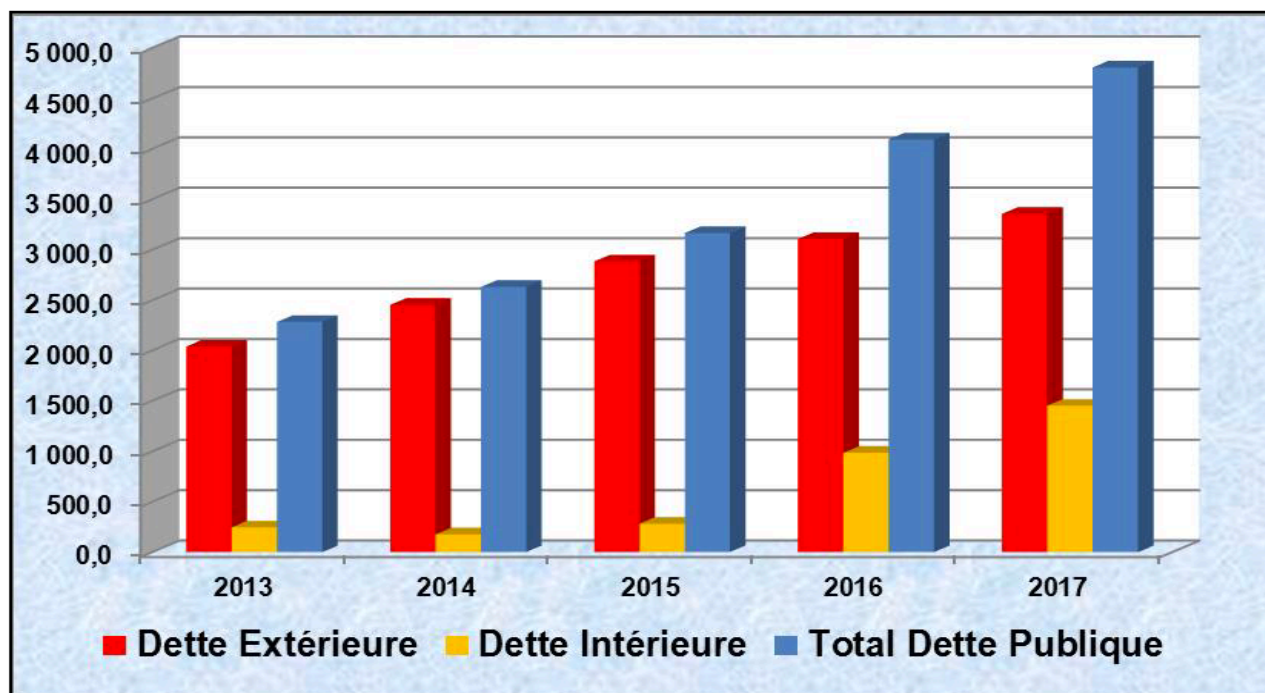
Le stock de la dette bilatérale sur la période 2013-2017, s'est établi en moyenne à 630,5 milliards de francs CFA contre une moyenne 564,6 milliards de francs CFA sur la période précédente, soit une hausse de 11,7%. Cette situation résulte de l'accroissement des engagements envers les partenaires français et chinois. Par ailleurs, la dette bilatérale concentre en moyenne 22,8% du stock de la dette extérieure.

L'encours de la dette commerciale se chiffre en moyenne à 560,7 milliards de francs CFA et correspond à 20,3% du total de l'encours extérieur. Comparé à la période 2012-2016, où il s'établissait à 527,8 milliards de francs CFA en moyenne, le stock de la dette commerciale croît de 6,2%. Cette hausse est subséquente à la hausse de la dette envers les partenaires autrichiens, chinois, français et britanniques.

Ainsi, l'essentielle de la dette bilatérale et commerciale est contractée auprès de six (6) pays à hauteur de 1191,2 milliards de francs CFA en moyenne sur la période 2013-2017. En effet, l'encours de la dette envers la Chine, la France, l'Autriche, l'Espagne, la Grande Bretagne et Israël représente 90,1% du stock de la dette par pays. La Chine et la France demeurent les premiers créanciers du Gabon avec respectivement 42,4% et 21,3% de l'encours par pays. L'Autriche, l'Espagne, la Grande Bretagne et Israël viennent à la suite avec respectivement 9,2%, 8,3%, 4,8% et 4,2% du montant total de l'encours par pays.

De 2013 à 2017, la dette envers le marché financier international s'est établit en moyenne à 1119,5 milliards de francs CFA contre 966,9 milliards de francs CFA sur la période précédente, soit une hausse de 15,8%. Cette progression s'explique principalement par l'émission d'un Eurobond en 2017. En outre, l'encours de la dette envers le marché financier international concentre 40,4% du montant de l'encours extérieur.

GRAPHIQUE N°3 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE DE 2013 A 2017
(EN MILLIARDS DE FRANCS CFA)



1.4.2. Evolution de l'encours de la dette publique intérieure de 2013 à 2017

Entre 2013 et 2017, le stock de la dette publique intérieure s'est chiffré en moyenne à 628,0 milliards de francs CFA. Il enregistre une hausse de 79,9% comparativement à son niveau de la période précédente où il se situait à 349,1 milliards de francs CFA. Cette augmentation découle principalement des emprunts contractés auprès des institutions bancaires et envers le marché financier régional. La dette intérieure représente en moyenne 18,5% du montant total de la dette publique.

L'encours de la dette bancaire s'est établi en moyenne à 261,1 milliards de francs CFA contre 96,8 milliards de francs CFA sur la période 2012-2016. Il progresse de 169,7% suite à la consolidation des avances statutaires consenties au Trésor Public par la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC). Par ailleurs, ce stock concentre 41,6% du total de la dette intérieure.

Le stock de la dette envers le marché financier régional s'élève en moyenne à 192,3 milliards de francs CFA sur la période sous revue. Comparativement à la période précédente, où il se chiffrait à 120,9 milliards de francs CFA, il croît de 59,0% en raison de la présence accrue du Gabon sur le marché financier régional. L'encours de la dette envers le marché financier régional représente 30,6% du total de la dette intérieure.

Situé à 154,0 milliards de francs CFA en moyenne, l'encours de la dette moratoire connaît une hausse de 39,6% par rapport au montant de la période 2012-2016 qui s'évaluait à 110,3 milliards de francs CFA. Cet accroissement provient du cumul important des arriérés entre 2016 et 2017. La dette moratoire représente 24,5% du total de l'encours intérieur.

L'encours de la dette diverse s'est établi en moyenne à 20,6 milliards de francs CFA sur la période 2013-2017 comparé à la période précédente où il se chiffrait à 21,0 milliards de francs CFA. Il enregistre une baisse de 0,4. En outre, l'encours de la dette diverse représente 3,3% de l'encours intérieur.

1.4.3. Evolution de l'encours de la dette publique par monnaies, taux d'intérêt et maturités de 2013 à 2017

Sur la période d'étude, l'encours de la dette publique se compose principalement de l'Euro et du Dollar américain, représentant en moyenne 74,0% du montant total de la dette publique comparativement à la période 2012-2016 où il concentrait 76,6%. Cette baisse est consécutive à la diminution de la part de ces deux monnaies au profit du Franc CFA.

Le stock de la dette publique à taux de changes variables reste majoritaire sur la période 2013-2017 avec 55,1% du total de l'encours contre 56,3% sur la période précédente. Le dollar américain demeure la principale monnaie avec 85,4% de l'encours total de la dette à taux de changes variables. Cette situation résulte du niveau appréciable des tirages en Dollar américain.

L'encours de la dette publique à taux de changes fixes concentre 44,9% de l'encours total. La part de l'Euro dans l'encours à taux de changes fixes, baisse de 5,3 points, passant ainsi de 65,3% à 60,0% entre les deux périodes. En conséquence, le poids du Franc CFA qui est de 40,0% sur la période d'étude, progresse de 5,3 points par rapport à son niveau de la période 2012-2016 qui était de 34,7% du stock total de la dette à taux de changes fixes. Cette situation est consécutive au niveau relativement important des remboursements effectués sur les engagements en Euro.

La maturité moyenne du portefeuille de la dette publique s'établit à 8,9 ans entre 2013 et 2017 contre 9,7 ans sur la période précédente, soit une dépréciation de 0,8 an. Cette situation découle d'un repli de la maturité des décaissements enregistrés en 2017 comparativement aux conditions de l'année 2012. Concernant le taux d'intérêt moyen du portefeuille de la dette publique, il s'est apprécié de 100,0 points de base passant de 5,3 % à 4,3% suite à la baisse généralisée des taux d'intérêts sur les marchés financiers internationaux en 2017.

1.5. Evolution des indicateurs de viabilité de la dette publique de 2013 à 2017

Les ratios d'endettement public se sont davantage dégradés sur la période 2013-2017. Ainsi, le taux d'endettement moyen s'est établi à 39,7%, la pression du service sur les recettes budgétaires à 29,5% et les intérêts rapportés aux recettes budgétaires à 7,5%.

1.5.1. Evolution du taux d'endettement public de 2013 à 2017

Le taux d'endettement public progresse de 7,8 points par rapport à son niveau de la période 2012-2016 où il était de 31,9%. Cette situation découle de l'effet combiné de l'accroissement du stock de la dette totale et de la diminution du PIB entre les deux périodes.

Ainsi, le ratio d'endettement extérieur s'est établi en moyenne à 32,4% contre 27,8% sur la période antérieure, soit une hausse de 4,6 points. Quant au taux d'endettement intérieur, il croit de 2,2 points entre les deux périodes, passant ainsi de 4,1% à 6,3%.

1.5.2. Evolution de la pression du service et des intérêts de la dette publique sur les recettes budgétaires de 2013 à 2017

La pression du service sur les recettes budgétaires augmente de 6,5 points sur la période 2013-2017 par rapport à la période précédente où elle se situait à 23,0%.

Le montant du service extérieur rapporté aux recettes budgétaires s'est situé en moyenne à 20,9%, soit une hausse de 3,6 points par rapport à la période 2012-2016 où il s'établissait à 17,3%. S'agissant du ratio du service intérieur, il augmente de 3,0 points passant de 5,7% à 8,7%.

La charge de la dette rapportée aux recettes budgétaires s'est accrue de 1,7 point comparé à son niveau entre 2012 et 2016, soit 5,8%. Cette situation se justifie par la baisse des recettes budgétaires et l'accroissement des intérêts de la dette.

2. MISE EN ŒUVRE DE LA STRATEGIE D'ENDETTEMENT PUBLIC EN 2018

La présente partie a pour but de comparer les prévisions contenues dans la stratégie d'endettement publique aux réalisations pour l'année 2018 en ce qui concerne les plafonds des nouveaux engagements, la mobilisation des emprunts extérieurs et intérieurs et les conditions de financement.

La stratégie d'endettement 2018 prévoyait des nouveaux engagements à hauteur de 892,0 milliards de francs CFA, correspondant à 9,8% du Produit Intérieur Brut. Ils sont constitués de 742,0 milliards de francs CFA d'emprunts extérieurs et 150,0 milliards de francs CFA d'engagements intérieurs, soit respectivement 83,2% et 16,8% de l'ensemble des nouveaux engagements. Ces ressources seraient orientées au soutien de l'investissement et au refinancement de la dette publique en vue de créer des marges permettant de relancer la croissance économique nationale et de favoriser l'amélioration des ratios d'endettement à moyen terme.

Par ailleurs, les nouveaux engagements bilatéraux auraient une durée de remboursement comprise entre 15,0 et 18,0 ans avec un différé d'au moins 3,0 ans. Les emprunts contractés auprès des partenaires multilatéraux ressortiraient avec une maturité de 17,0 à 20,0 ans et un délai de grâce d'au moins 4,0 ans. S'agissant des prêts commerciaux, les crédits fournisseurs auraient une maturité de 2,0 ans et les crédits acheteurs présenteraient une durée de remboursement de 10,0 ans avec un différé d'au moins 2,0 ans. Quant aux emprunts sur le marché financier international, ils se caractériseraient par une maturité de 10,0 ans in fine.

Les engagements intérieurs mobilisés sur le marché des titres publics à souscription libre organisé par la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC) auront une maturité comprise entre 2,0 et 5,0 ans, remboursables in fine, et ceux obtenus sur la Bourse des Valeurs Mobilières d'Afrique Centrale (BVMAC) ressortiraient avec une durée de remboursement de 5,0 à 7,0 ans amortissables annuellement.

En 2018, les décaissements prévisionnels sur financements extérieurs et intérieurs s'établiraient à 687,0 milliards de francs CFA. Ces financements bénéficieraient à 95,5% aux secteurs de la Route, du Sport, de l'Education et Formation Professionnelle et enfin de l'Economie et Finances. Le reste des tirages, soit 4,5% seront orientés vers les autres secteurs d'activité.

Dans le cadre de la gestion du risque de refinancement et de taux d'intérêt, la part des dettes commerciales ne dépasserait pas 30,0% des nouveaux engagements extérieurs hors emprunt obligataire international. La part de la dette contractée à taux d'intérêt flottants serait au maximum de 25,0% du total des nouvelles signatures extérieures.

Les indicateurs de viabilité de la dette publique en 2018 s'établiraient à 58,9% pour le taux d'endettement et 36,8% pour ce qui est de la pression du service sur les recettes budgétaires. Ils se situeraient au -dessus des seuils stratégiques arrêtés respectivement à 35,0% et 25,0% par les autorités nationales.

2.1. Nouveaux engagements et décaissements sur financements extérieurs et intérieurs en 2018

Cette partie présente les montants des nouveaux emprunts et des tirages ainsi que leurs affectations pour l'année 2018.

2.1.1. Nouveaux engagements en 2018

2.1.1.1. Montant des nouveaux engagements en 2018

Les emprunts contractés en 2018 se chiffrent à 523,8 milliards de francs CFA, pour une prévision de 892,0 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 58,7%. Les nouvelles signatures extérieures s'élèvent à 413,1 milliards de francs CFA contre 742,0 milliards de franc CFA prévus, ce qui équivaut à un taux de réalisation de 55,7%. En ce qui concerne les nouveaux engagements intérieurs, ils s'établissent à 110,7 milliards de francs CFA contre une prévision de 150,0 milliards de francs CFA, correspondant ainsi à un taux de réalisation de 73,8%. De plus, le montant total des nouveaux engagements rapporté au PIB s'est situé à 5,6% contre 9,8% prévus.

TABLEAU N°3 : NOUVEAUX ENGAGEMENTS EN 2018

En Milliards de Francs CFA, Sauf Indications Contraires

	Montant	% du PIB
Emprunts Extérieurs	413,1	4,4
Bilatéral	0,0	0,0
Multilatéral	393,3	4,2
Commercial	19,8	0,2
Marché Financier International	0,0	0,0
Emprunts Intérieurs	110,7	1,2
Bancaire	0,0	0,0
Marché Financier Régional	110,7	1,2
Total Nouveaux Engagements	523,8	5,6

En comparaison à l'année 2017 où ils étaient de 1011,8 milliards de francs CFA, les nouveaux engagements enregistrent un repli de 48,2% en 2018. Cette régression est inhérente à la diminution des prêts signés auprès des partenaires bilatéraux, multilatéraux et envers le marché financier international pour ce qui est des engagements extérieurs, et de la baisse des emprunts bancaires et envers le marché financier régional en ce qui concerne la dette intérieure.

2.1.1.2. Répartition des nouveaux engagements en 2018

Les nouveaux engagements ont été obtenus auprès des créanciers extérieurs et intérieurs. Ils représentent respectivement 78,9% et 21,1% de l'ensemble des nouveaux engagements en 2018. Ces ressources ont été orientées à hauteur de 11,6% à la réalisation des prêts projets et pour 88,4% aux opérations d'équilibre budgétaire.

2.1.1.3. Répartition des nouveaux engagements extérieurs et intérieurs

Durant l'année 2018, les nouveaux engagements extérieurs ont été signés auprès des partenaires commerciaux à hauteur de 19,8 milliards de francs CFA et auprès des multilatéraux pour un montant de 393,3 milliards de francs CFA. Ils représentent respectivement 4,8%, et 95,2% de l'ensemble des nouvelles signatures extérieurs.

Les engagements commerciaux ont été contractés auprès de la China Construction Bank Corporation (CCBC). Ils ont été exclusivement orientés vers le secteur du Sport pour le projet relatif aux travaux de construction du Palais des Sports de Libreville. Les emprunts contractés auprès des bailleurs multilatéraux, quant à eux, ont été conclus auprès de la Banque Africaine de Développement (BAD), du Fonds Monétaire International (FMI) et d'AFREXIMBANK. Ces fonds ont été affectés au profit du secteur de l'Economie et Finances principalement pour les opérations d'équilibre budgétaire.

Pour ce qui est des nouveaux engagements intérieurs, ils se chiffrent à 110,7 milliards de francs CFA. Ces derniers ont été entièrement obtenus sur le marché financier régional et destinés aux opérations d'équilibre budgétaire.

2.1.2. Décaissements sur financements extérieurs et intérieurs en 2018

2.1.2.1. Montant des décaissements en 2018

Les tirages sur financements extérieurs et intérieurs réalisés en 2018 s'élèvent à 606,1 milliards de francs CFA contre une prévision de 837,4 milliards de francs CFA, ce qui équivaut à un taux de réalisation de 72,4%. Cette contreperformance est consécutive à la faible mobilisation des ressources auprès des partenaires multilatéraux et commerciaux pour ce qui est des financements extérieurs (FINEX) et envers le marché financier régional concernant les financements intérieurs (FININ).

En outre, les décaissements sur FINEX et FININ enregistrent une diminution de 370,3 milliards de francs CFA comparé à l'année 2017 où ils se situaient à 976,4 milliards de francs CFA. Ce recul provient principalement de la baisse des tirages effectués sur les emprunts multilatéraux, commerciaux et sur le marché financier international pour la dette extérieure d'une part, et sur le marché financier régional et auprès des banques locales en ce qui concerne la dette intérieure d'autre part.

Les tirages effectués sur financements extérieurs se chiffrent à 495,3 milliards de francs CFA contre 687,4 milliards de francs CFA prévus, soit un taux d'exécution de 72,1%. Ce niveau de réalisation est dû à la faible mobilisation des ressources auprès des créanciers multilatéraux et commerciaux. De même, les décaissements sur financements extérieurs enregistrent une baisse de 284,2 milliards de francs CFA par rapport à l'année 2017 où ils se situaient à 779,5 milliards de francs CFA.

Initialement prévu à 86,8 milliards de francs CFA, les tirages effectués auprès des créanciers bilatéraux s'établissent à 170,3 milliards de francs CFA en 2018, soit un taux d'exécution de 196,2%. Cette situation s'explique par une très forte mobilisation des ressources auprès des partenaires chinois, pour la construction de trois (3) centres de formation et la reprise des travaux relatifs à la route Port-Gentil-Ombooué et du pont sur l'Ogooué à Booué.

En revanche, les décaissements réalisés auprès des institutions multilatérales et commerciales se situent respectivement à 322,4 milliards de francs CFA et 2,7 milliards de francs CFA contre 586,7 milliards de francs CFA et 13,9 milliards de francs CFA prévus, ce qui correspond à des taux de réalisation de 55,0% et 19,4%. Pour ce qui est des emprunts multilatéraux, cette contreperformance découle de l'absence des tirages relatifs aux projets des bassins versants d'une part, et la faible mobilisation des ressources destinées aux appuis budgétaires d'autre part. S'agissant de la dette commerciale, l'absence de décaissements pour le projet Sécurité 3 et celui relatif à la conception et la construction du Palais des sports de Libreville explique cette situation.

En 2018, les tirages sur financement extérieurs ont été majoritairement effectués auprès des bailleurs de fonds multilatéraux et bilatéraux à hauteur de 65,1% et 34,4%. Le reste des tirages, soit 0,5%, a été réalisé auprès des créanciers commerciaux.

TABLEAU N°4 : DECAISSEMENTS SUR FINANCEMENTS EXTERIEURS ET INTERIEURS EN 2018

En Milliards de Francs CFA

	Prévisions	Réalisations	Ecart
Emprunt Extérieur	687,4	495,4	-192,1
Bilatéral	86,8	170,4	83,5
Multilatéral	586,7	322,4	-264,3
Commercial	13,9	2,7	-11,3
Emprunt Intérieur	150,0	110,7	-39,3
Marché Financier Régional	150,0	110,7	-39,3
Total Décaissements sur Financements Extérieurs et Intérieurs	837,4	606,1	-231,3

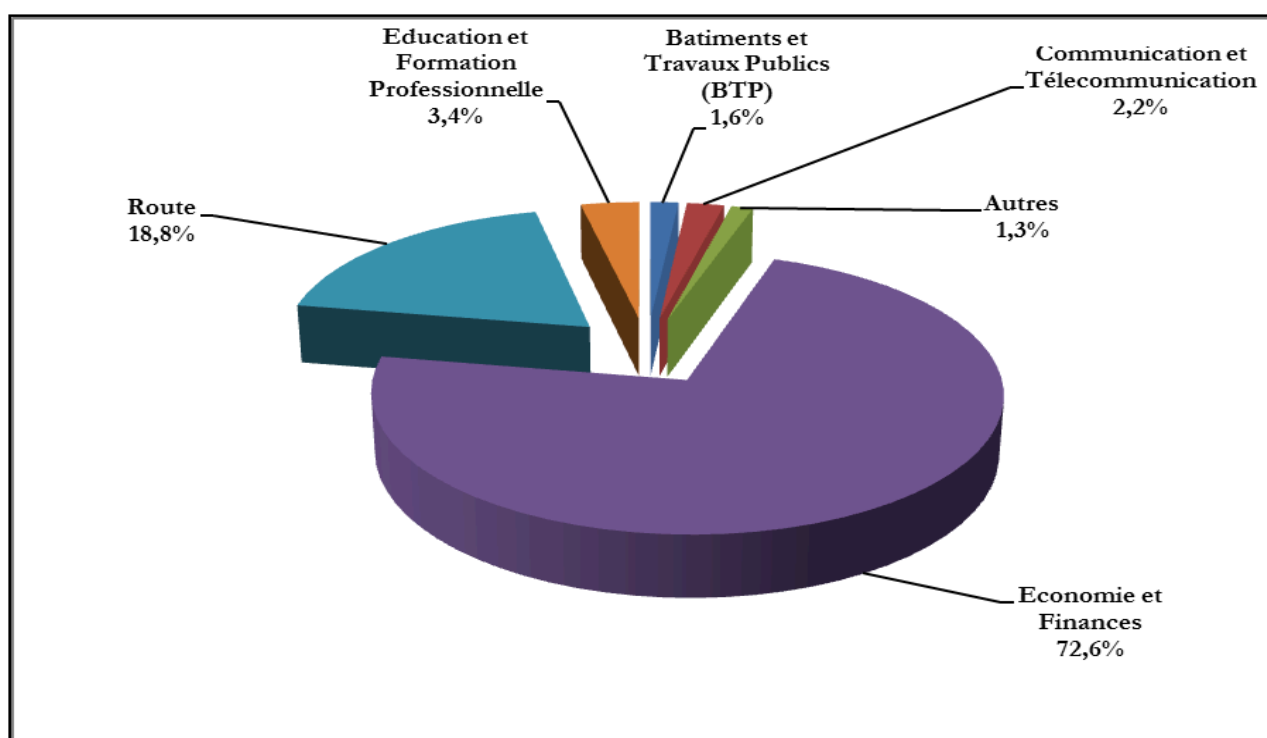
Prévu à hauteur de 150,0 milliards de francs CFA, les décaissements sur les emprunts intérieurs se sont établis à 110,7 milliards de francs CFA en 2018, ce qui correspond à un taux de réalisation de 73,8%. Ce niveau de mobilisation des financements résulte du faible engouement des banques pour les titres publics gabonais eu égard à la dégradation de leur pondération.

Comparativement à l'année 2017 où ils se situaient à 196,9 milliards de francs CFA, les tirages sur financements intérieurs régressent de 43,8%. Cette situation découle de la moindre performance sur le marché financier régional et de l'absence de mobilisations auprès des banques locales.

2.1.2.2. Affectation des décaissements en 2018

Les décaissements sur financements extérieurs et intérieurs en 2018 ont été orientés vers les prêts-projets à hauteur de 28,7% et à l'équilibre budgétaire pour 71,3% contre des prévisions fixées respectivement à 13,0% et 87,0%.

**GRAPHIQUE N°4 : DECAISSEMENTS SUR EMPRUNTS EXTERIEURS ET INTERIEURS EN 2018
(EN POURCENTAGE)**



2.1.2.3. Décaissements sur prêt-projets

Les tirages sur prêts-projets s'élèvent à 174,1 milliards de francs CFA et sont affectés à la réalisation de quatorze (14) projets contre vingt-trois (23) inscrits dans la loi de finances rectificative 2018. Ces ressources ont permis de financer les projets relatifs à la construction de la route Port-Gentil Omboué, à la réhabilitation du Transgabonais, à l'aménagement de la route PK5-PK12, au développement de la dorsale de télécommunications, à la construction de trois (3) centres de formation professionnelle, à l'appui à l'employabilité des jeunes, à la promotion des investissements et de la compétitivité, au renforcement des capacités des services ruraux, aux programmes E-Gabon et de développement des infrastructures locales.

En outre, certains projets tels que l'appui au secteur de la santé, la construction de salles de classes, la construction du stade omnisport Omar BONGO ONDIMBA et l'extension de la fibre optique, non prévus initialement ont toutefois bénéficiés de tirages.

Aussi, les financements extérieurs et intérieurs effectués en 2018, ont concerné huit (8) secteurs d'activités à savoir : la Route, l'Education et Formation Professionnelle, la Communication et Télécommunication, les Bâtiments et Travaux Publics, le Transport, le Sport, la Santé et l'Economie et Finances.

Prévu à 36,3 milliards de francs CFA, le secteur de la Route a bénéficié des décaissements pour un montant de 114,1 milliards de francs CFA, correspondant ainsi à un taux d'exécution de 314,3%. Cette situation est due à l'accélération des travaux de la route Port-Gentil-Ombooué et du pont sur l'Ogooué à Booué.

Les décaissements en faveur du secteur de l'Education et Formation Professionnelle se sont établis à 20,8 milliards de francs CFA contre une prévision de 18,2 milliards de francs CFA, soit un taux de réalisation de 114,3%. Cette hausse résulte d'une mobilisation plus accrue des financements au profit du projet relatif à la construction de trois (3) centres de formation professionnelle.

Le montant des tirages alloué au secteur de la Communication et Télécommunication se situe à 13,2 milliards de francs CFA contre 7,4 milliards de francs CFA prévus, ce qui équivaut à un taux d'exécution de 178,4%. Cette situation provient essentiellement des décaissements effectués au bénéfice du projet relatif à la fibre optique régionale non initialement prévu.

Les décaissements consacrés au secteur des Bâtiments et Travaux Publics se chiffrent à 10,0 milliards de francs CFA pour une prévision de 7,2 milliards de francs CFA, ce qui correspond à un taux de réalisation de 138,9%. Ce résultat découle de la forte mobilisation des financements en faveur du programme de développement des infrastructures locales.

Estimé à 1,2 milliard de francs CFA, le montant des tirages affectés au secteur de l'Economie et Finances est de 3,6 milliards de francs CFA, ce qui représente un taux d'exécution de 311,9%. Cette situation s'explique par la forte mobilisation relative au projet promotion investissement et compétitivité.

Les secteurs du Transport, du Sport et de la Santé ont bénéficié des décaissements restant à hauteur de 7,8 milliards de francs CFA contre une prévision de 19,2 milliards de francs CFA, soit un taux de réalisation de 40,6%. Ce résultat est dû à l'absence des décaissements sur le projet de la conception et de la construction du Palais des sports de Libreville.

2.1.2.4. Décaissements sur emprunts d'équilibre

Les décaissements sur emprunts d'équilibre se sont établis à 431,9 milliards de francs CFA contre un montant de 728,8 milliards de francs CFA prévu, soit un taux de réalisation de 59,3%. Cette situation s'explique au niveau des tirages intérieurs par la réticence des banques face aux risques que présentent les titres publics gabonais et au niveau des décaissements extérieurs par le fait que les appuis budgétaires sollicités auprès de la BAD et la Banque Mondiale n'ont pas été libérés.

2.2. Conditions d'emprunt en 2018

Cette partie a pour objet de comparer les prévisions de la stratégie d'endettement public 2018 aux réalisations en matière de devises, de maturités, de différés et de taux d'intérêt.

2.2.1. Nouveaux engagements en 2018

2.2.1.1. Nouveaux engagements en devises en 2018

Le montant des nouvelles signatures s'élève à 523,8 milliards de francs CFA et se compose des emprunts contractés en Euro, en Dollar américain et en Franc CFA.

Prévu à 314,1 milliards de francs CFA, les nouveaux engagements en Dollar américain se sont établis à 19,8 milliards de francs CFA, ce qui correspond à un taux d'exécution de 4,6%. Ce faible niveau s'explique principalement par la sous réalisation enregistrée globalement sur les nouveaux emprunts en 2018. La part du Dollar américain représente 3,8% du total des nouveaux engagements. Cette dernière est constituée d'une convention signée auprès de la China Construction Bank Corporation (CCBC).

Les nouveaux emprunts signés en Droits de Tirages Spéciaux (DTS) s'élèvent à 114,0 milliards de francs CFA contre une prévision de 117,9 milliards de francs CFA soit un taux de réalisation de 96,7%. Ce résultat s'explique par la fluctuation des taux de change. Le poids du DTS concentre 21,8% du montant total des nouveaux engagements. Ces ressources ont été mobilisées exclusivement auprès du Fonds Monétaire International.

Les emprunts libellés en Euro se chiffrent à 279,3 milliards de francs CFA pour une prévision de 310,0 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 90,1%. Cette situation s'explique principalement par la signature de la facilité de prêt auprès d'AFREXIMBANK, en substitution des appuis Banque Mondiale en Dollar américain et BAD en Euro. Par ailleurs, le poids de l'Euro dans l'ensemble des nouvelles signatures se situe à 53,3%. Ces derniers sont conclus auprès de la Banque Africaine de Développement et d'AFREXIMBANK.

Par ailleurs, les nouveaux emprunts extérieurs signés en 2018, concentrent 78,9% des nouvelles signatures.

Les nouveaux emprunts contractés en Franc CFA se situent à 110,7 milliards de francs CFA comparativement à leur niveau prévisionnel de 150,0 milliards de francs CFA, correspondant ainsi à un taux de réalisation de 73,8%. Cette situation résulte de la réticence des banques à l'égard des titres publics gabonais jugés risqués. En outre, la part du Franc CFA représenté 21,1% du montant total des nouveaux engagements.

En somme, les nouveaux engagements à taux de change fixe s'élèvent à 390,0 milliards de francs CFA contre 460,0 milliards de francs CFA prévus en 2018. Ils concentrent 74,5% du total des nouvelles signatures. Les emprunts à taux de change variable quant à eux, s'établissent à 133,8 milliards de francs CFA contre une prévision de 432,0 milliards de francs CFA. Ces engagements à taux flottant représentent 25,5% de l'ensemble des nouvelles signatures. La nécessité d'atténuer la vulnérabilité du portefeuille à la volatilité du Dollar américain d'une part et la faiblesse des offres de financement en Dollar américain d'autre part, expliquent la prédominance des emprunts à taux de change fixe.

2.2.1.2. Maturité et différé moyens des nouveaux engagements en 2018

En 2018 la maturité et le différé moyens des nouveaux emprunts se sont établis respectivement à 9,9 ans et 2,7 ans contre 11,2 ans et 4,0 ans prévus. Ces termes se déprécient suite aux conditions défavorables obtenues majoritairement sur les emprunts extérieurs.

Initialement prévus à 12,8 ans et 4,3 ans, la maturité et le délai de grâce moyens des nouveaux engagements se sont fixés respectivement à 11,8 ans et 2,9 ans. Cette dégradation résulte exclusivement des conditions de la facilité obtenue auprès d'AFREXIMBANK.

En ce qui concerne les nouveaux emprunts intérieurs la maturité et le différé moyens ressortent à 3,0 ans et 2,0 ans contre une prévision de 3,5 ans et 2,5 ans. Cette situation résulte des conditions d'emprunts moins favorables sur le marché financier régional. Toutefois, l'année 2018 est marquée par la mobilisation, pour la première fois, d'un emprunt d'une maturité à 5,0 ans in fine.

En outre, la maturité et le différé moyens baissent de 4,6 ans et 2,0 ans comparativement à leurs niveaux de l'année 2017 où ils étaient respectivement de 14,5 ans et 4,7 ans.

TABLEAU N°5 : TERMES MOYENS DES NOUVEAUX ENGAGEMENTS EN 2018

	Prévisions			Réalizations		
	Maturité en Années	Différé en Années	Taux d'intérêt %	Maturité en Années	Différé en Années	Taux d'intérêt %
Emprunt Extérieur	12,8	4,3	- de 5,0%	11,8	2,9	1,7
Bilatéral	16,5	3,0	- de 5,0%	-	-	-
Multilatéral	18,5	4,0	- de 5,0%	11,8	2,9	1,5
Commercial	6,0	1,0	- de 5,0%	12,0	2,0	5,9
Marché Financier International	10,0	9,0	- de 5,0%	-	-	-
Emprunt Intérieur	3,5	2,5	- de 5,0%	3,0	2,0	6,8
Marché Financier Régional	3,5	2,5	- de 5,0%	3,0	2,0	6,8
Ensemble	11,2	4,0	- de 5,0%	9,9	2,7	2,8

2.2.1.3. Taux d'intérêt des nouveaux engagements en 2018

Le taux d'intérêt moyen des nouveaux emprunts s'est situé à 3,6% conformément à la prévision de moins de 5,0% contenu dans la stratégie d'endettement public. Il est en hausse de 130,0 points de base comparé à l'année 2017 où il était de 2,3%. Cette dégradation s'explique par l'évolution des taux sur les emprunts commerciaux, multilatéraux et ceux relatifs au marché financier régional.

Le taux d'intérêt moyen des nouveaux engagements extérieurs s'est établi à 2,8% conforme à la prévision de moins de 5,0%. Comparé à l'année 2017 où il se situait à 1,3%, ce taux progresse de 150,0 points de base suite à la baisse de la note souveraine du Gabon par FitchRatings et Moody's.

Prévu à moins de 5,0%, le taux d'intérêt moyen des nouveaux emprunts intérieurs s'est fixé à 6,8%. Comparativement à l'année précédente où il était de 6,5%, ce taux augmente de 30,0 points de base du fait de l'introduction d'un instrument à 5,0 ans in fine.

2.2.1.4. Couverture des risques du portefeuille des nouveaux engagements en 2018

Les emprunts contractés à taux fixes concentrent 21,1% des nouvelles signatures pour une prévision de 75,0%. Quant aux nouveaux engagements à taux d'intérêt variable, ils représentent 78,9% de l'ensemble des nouveaux emprunts contre une prévision de 25,0%. Ainsi, le portefeuille des nouveaux engagements est fortement exposé au risque de taux d'intérêt.

En revanche, le risque de change est atténué. En effet, les prêts à taux de change variable représentent 25,5% des nouveaux emprunts contre une prévision de 48,4%. Les nouveaux engagements à taux de change fixe concentrent 74,5% de l'ensemble des nouvelles signatures contre 51,6% prévus.

Par ailleurs en 2018, le risque de refinancement reste maîtrisé du fait du faible poids des emprunts commerciaux, soit 4,8% de l'ensemble des nouveaux prêts extérieurs hors emprunts obligataires. En effet, pour réduire le risque de refinancement, la stratégie d'endettement public préconisait que les nouveaux emprunts commerciaux n'excèdent pas le seuil de 30,0% du total des emprunts extérieurs.

En définitive, les recommandations de la stratégie d'endettement public en matière de portefeuille de nouveaux emprunts n'ont pas été respectées en 2018 pour ce qui concerne les plafonds en devises et les termes d'engagements (maturité, différé et taux d'intérêt). Pour ce qui est de la couverture des risques, seul le risque de taux de change a été maîtrisé.

2.2.2.1. Décaissements en devises en 2018

Les décaissements sur les emprunts extérieurs et intérieurs se situent à 606,1 milliards de francs CFA et ont été effectués majoritairement en Dollar américain, en Euro et en Franc CFA. Ces trois monnaies représentent 78,0% de l'ensemble des décaissements. Ainsi, le Dollar américain, l'Euro et le Franc CFA concentrent respectivement 16,3%, 41,1% et 20,6% du montant total des tirages. En outre, les tirages effectués en monnaie de change fixe représentent plus de la moitié du portefeuille des décaissements.

Les poids des tirages en Euro et en Franc CFA régressent respectivement de 10,9 points et de 1,3 point de pourcentage comparativement à leurs niveaux de 2017 qui étaient de 52,0% et 21,9% de l'ensemble du financement extérieur et intérieur. En revanche, les parts des décaissements en Dollar et DTS progressent respectivement de 1,9 point et 7,1 points de pourcentage par rapport à leurs niveaux de l'année antérieure qui se situaient à 14,4% et 11,7%. De même, des tirages en Yuan Renminbi ont été enregistrés à hauteur de 3,2% du total des décaissements.

2.2.2.2. Maturité moyenne et différé moyen des décaissements sur FINEX et FININ en 2018

La maturité moyenne des décaissements sur financements extérieurs et intérieurs s'établit à 8,8 ans contre 13,8 ans en 2017. De même, le délai de grâce passe de 4,6 ans à 1,8 an. Cette dépréciation résulte de la baisse simultanée des termes des financements extérieurs et intérieurs.

La durée moyenne des FINEX est de 10,3 ans pour un différé moyen de 1,8 an contre respectivement 16,2 ans et 4,9 ans en 2017. Cette baisse émane de la régression des maturités et différés moyens des emprunts bilatéraux, multilatéraux et commerciaux.

La maturité et le délai de grâce moyens des tirages sur emprunts bilatéraux se sont établis respectivement à 15,6 ans et 2,6 ans contre 19,6 ans et 5,4 ans en 2017. La baisse de ces termes est portée par l'arrivée à terme de la réalisation des projets consentis par Eximbank China.

Les décaissements sur les emprunts multilatéraux ont une durée moyenne de 7,6 ans et un différé de 1,4 an. Comparé à l'année 2017 où ils s'établissaient respectivement à 17,9 ans et 4,5 ans, ces termes se dégradent du fait des conditions d'emprunts peu favorables obtenues auprès d'Eximbank Afrique relatifs aux appuis budgétaires.

La maturité moyenne des tirages sur les prêts commerciaux s'établit à 4,7 ans contre 8,3 ans en 2017. Cette régression se justifie par le remboursement depuis 2017 du financement obtenu auprès de la banque française Société Générale. Tout comme l'année antérieure, aucun délai de grâce n'a été obtenu sur les emprunts commerciaux.

Pour ce qui est des termes des tirages effectués sur financements intérieurs, ils ressortent avec une maturité et un délai de grâce moyens de 1,6 an. La durée moyenne des décaissements sur emprunts intérieurs baisse par rapport à son niveau de l'année 2017 qui était de 4,7 ans. Cette tendance s'explique par la concentration sur les instruments de maturité comprise entre 1 et 2 ans, ce en dépit de la mobilisation exceptionnelle d'un emprunt à 5 ans in fine.

TABLEAU N°6 : TERMES MOYENS DES DECAISSEMENTS REALISES EN 2018

	Maturité en Années	Différé en Années	Taux d'intérêt %
Emprunt Extérieur	10,3	1,8	2,2
Bilatéral	15,6	2,6	1,7
Multilatéral	7,6	1,4	2,5
Commercial	4,7	0,0	2,2
Emprunt Intérieur	1,6	1,6	5,3
Marché Financier Régional	1,6	1,6	5,3
Ensemble	8,8	1,8	2,8

2.2.2.3. Taux d'intérêt moyen des décaissements en 2018

Le taux d'intérêt moyen des financements extérieurs et intérieurs s'est situé à 2,8% en 2018. Ce taux demeure stable comparativement à l'année précédente.

S'agissant des tirages sur financements extérieurs, ils enregistrent un taux d'intérêt moyen de 2,2% contre 1,8% en 2017. Cette dépréciation découle de l'augmentation des taux d'intérêt sur les prêts bilatéraux et commerciaux.

Concernant les tirages sur financements intérieurs, leur taux d'intérêt moyen s'établit à 5,3% contre 6,5% en 2017. Cette baisse résulte de la forte mobilisation desdits financements sur les maturités courtes.

2.3. Indicateurs d'endettement public en 2018

Le taux d'endettement, la pression du service sur les recettes budgétaires et le ratio des intérêts sur les recettes budgétaires constituent les principaux indicateurs d'analyse d'endettement public.

TABLEAU N°7 : INDICATEURS D'ENDETTEMENT PUBLIC EN 2018

<i>En Pourcentage</i>			
	Prévisions	Réalisations	Ecart
Encours/PIB	56,9	56,1	-0,8
Service/Recettes budgétaires	35,6	35,9	0,3
Intérêts/Recettes budgétaires	10,6	12,3	1,7

2.3.1. Taux d'endettement public en 2018

En 2018, le taux d'endettement public s'est situé à 56,1% pour une prévision de 56,9%. Il régresse de 0,8 point mais est conforme à la prévision.

Par ailleurs, le ratio d'endettement public croit de 0,7 point de pourcentage comparativement à son niveau de l'année précédente, où il se situait à 55,4% du PIB.

2.3.2. Pression du service de la dette publique sur les recettes budgétaires en 2018

La pression du service de la dette sur les recettes budgétaires s'est établit à 35,9% et est quasi conforme à la prévision fixée à 35,6%. Comparé à l'année précédente où elle était de 45,8%, la pression du service baisse de 9,9 points de pourcentage. Cette situation résulte de la baisse du service entre les deux années d'une part, et de la hausse des recettes réalisées d'autre part.

S'agissant des intérêts rapportés aux recettes budgétaires, ils se sont établis à 12,3% contre 10,6% prévus. La charge de la dette progresse de 1,0 point de pourcentage par rapport à son niveau de l'année précédente où elle se situait à 11,3%. Ce résultat découle de la hausse des intérêts de la dette plus que proportionnelle à celle des recettes budgétaires.

En définitive, l'ensemble des indicateurs d'endettement sont au-dessus des seuils nationaux arrêtés à 35,0% pour le taux d'endettement, 25,0% pour la pression du service sur les recettes budgétaires et 10,0% pour le ratio des intérêts de la dette sur les recettes budgétaires.

3. SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE EN 2018

Le montant du service courant au titre de la dette publique s'élève à 601,2 milliards de francs CFA en 2018 contre une prévision arrêtée à 638,3 milliards de francs CFA, soit un taux de réalisation de 94,2%. Par rapport à son niveau de l'année 2017 qui était de 740,3 milliards de francs CFA, ce service enregistre une diminution de 139,1 milliards de francs CFA. Cette baisse est consécutive à la diminution du service dû aux créanciers extérieurs.

Le service extérieur dû s'établit à 308,6 milliards de francs CFA et représente 51,3% du service total dû. Il régresse de 21,7 milliards de francs CFA par rapport à la prévision fixée à 330,3 milliards de francs CFA. Cette situation s'explique principalement par la baisse des taux d'intérêts sur les marchés financiers internationaux. Quant au service intérieur dû, il s'établit à 292,6 milliards de francs CFA contre 308,0 milliards de francs CFA prévu, ce qui correspond à une diminution de 15,4 milliards de francs CFA. Cette baisse provient principalement du recul du service dû aux institutions bancaires locales. Par ailleurs, le service intérieur représente 48,7% de l'ensemble du service.

Les règlements de la dette publique en 2018 se chiffrent à 623,1 milliards de francs CFA. Ils comprennent des paiements sur échéances courantes d'un montant de 558,4 milliards de francs CFA et des règlements sur échéances antérieures d'un montant de 64,6 milliards de francs CFA.

Les paiements extérieurs et intérieurs sur échéances courantes s'élèvent respectivement à 265,8 milliards de francs CFA et 292,6 milliards de francs CFA. Par ailleurs, les règlements extérieurs et intérieurs sur échéances antérieures s'établissent respectivement à 57,7 milliards de francs CFA et 6,9 milliards de francs CFA.

Pour ce qui est des arriérés, ils se situent globalement à 72,2 milliards de francs CFA et comprennent 37,3 milliards de francs CFA d'arriérés au titre de l'année courante et 34,9 milliards de francs CFA d'arriérés antérieurs. Les arriérés de l'année 2018 intègrent exclusivement les échéances extérieures. S'agissant des arriérés extérieurs et intérieurs des années antérieures, ils s'établissent respectivement à 27,7 milliards de francs CFA et 7,2 milliards de francs CFA.

TABLEAU N°8 : SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE PAR CATEGORIES DE DETTE EN 2018

En Milliards de Francs CFA

	Principal	Intérêts	Total
Dettes Extérieures	175,0	133,6	308,6
Dettes Bilatérales	47,7	18,5	66,2
dont Club de Paris	9,5	0,5	10,0
Dettes Multilatérales	39,0	14,5	53,4
Dettes Commerciales	88,3	19,9	108,3
Marché Financier International	0,0	80,7	80,7
Dettes Intérieures	219,6	73,0	292,6
Bancaire	52,9	33,3	86,2
Divers	2,7	0,0	2,7
Moratoire	76,3	15,5	91,8
Marché Financier Régional	87,7	24,2	111,9
Total Service de la Dette Publique	394,6	206,6	601,2

3.1. Service de la dette publique extérieure en 2018

Le service dû au titre de la dette publique extérieure se chiffre à 308,6 milliards de francs CFA dont 5,7 milliards de francs CFA de dette garantie. Il se compose de 56,7% de principal et 43,3% d'intérêt. Comparé à son niveau de 2017 où il était de 448,8 milliards de francs CFA, ce service est en diminution de 140,2 milliards de francs CFA du fait de la baisse du service enregistré sur les prêts commerciaux et sur les émissions obligataires internationales, suite au remboursement intégral de l'Eurobond émis en 2007.

Le service de la dette bilatérale s'élève à 66,2 milliards de francs CFA contre 62,1 milliards de francs CFA en 2017, soit une augmentation de 4,1 milliards de francs CFA. Cette progression résulte de la hausse du service dû à l'Agence Française de Développement (AFD). En outre, le service de la dette bilatérale concentre 21,4% du total du service extérieur.

D'un montant de 53,4 milliards de francs CFA, le service dû aux créanciers multilatéraux augmente de 8,8 milliards de francs CFA comparativement à son niveau de l'année 2017 qui était de 44,6 milliards de francs CFA. Cet accroissement est consécutif à l'évolution du service dû à la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BDEAC) et à la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD). Le service de la dette multilatérale représente 17,3% de l'ensemble du service extérieur.

Le service dû au titre de la dette commerciale est de 108,3 milliards de francs CFA contre 143,0 milliards de francs CFA en 2017, soit une baisse de 34,7 milliards de francs CFA. Cette diminution est consécutive à la baisse du service dû aux partenaires suisses, espagnols, français, belges, et autrichiens qui représentent 70,3% du montant total du service commercial. Par ailleurs, le service de la dette commerciale représente 35,1% du service extérieur total.

Le service dû envers le marché financier international s'établit à 80,7 milliards de francs CFA, soit 26,2% du service extérieur total. Il régresse de 118,5 milliards de francs CFA par rapport à 2017 où il se situait à 199,2 milliards de francs CFA.

S'agissant des règlements au titre de la dette extérieure, ils se chiffrent à 323,6 milliards de francs CFA contre 368,0 milliards de francs CFA en 2017. Ils se composent de 191,1 milliards de francs CFA de principal et 132,5 milliards de francs CFA d'intérêt. Les paiements effectués au bénéfice des partenaires bilatéraux s'élèvent à 66,0 milliards de francs CFA et ceux envers les bailleurs multilatéraux à 48,5 milliards de francs CFA. Pour ce qui est des créanciers commerciaux et le marché financier international, les règlements se sont situés respectivement à 128,4 milliards de francs CFA et 80,7 milliards de francs CFA.

Concernant les arriérés au titre de la dette extérieure en 2018, ils s'établissent à 65,0 milliards de francs CFA comparativement à l'année précédente où ils s'élevaient à 123,7 milliards de francs CFA. Ils comprennent 59,5 milliards de francs CFA de principal et 5,5 milliards de francs CFA d'intérêts. Les arriérés des dettes bilatérales, multilatérales et commerciales se chiffrent respectivement à 1,0 milliard de francs CFA, 5,2 milliards de francs CFA et 58,8 milliards de francs CFA.

3.1.1. Remboursement de la dette publique extérieure en 2018

Le principal dû au titre de la dette publique extérieure s'élève à 175,0 milliards de francs CFA en contre 308,7 milliards de francs CFA en 2017, ce qui correspond à une baisse de 43,3%. Un peu plus de la moitié du principal extérieur, soit 50,5% est due aux créanciers commerciaux. Les dettes bilatérales et multilatérales quant-à elles, représentent respectivement 27,2% et 22,3% dudit principal.

L'amortissement de la dette bilatérale se chiffre à 47,7 milliards de francs CFA. Il augmente de 3,8 milliards de francs CFA par rapport à l'année 2017 où il était de 43,9 milliards de francs CFA. Cette situation résulte de l'accroissement du montant du principal dû aux partenaires chinois et français qui représentent 78,3% du principal dû aux créanciers bilatéraux. Par ailleurs, l'amortissement de la dette des pays membres du Club de Paris concentre 20,0% du principal dû aux partenaires bilatéraux.

Le remboursement de la dette auprès des institutions multilatérales s'élève à 39,0 milliards de francs CFA contre 34,0 milliards de francs CFA en 2017, soit une augmentation de 5,0 milliards de francs CFA. Cette tendance découle de l'accroissement du capital dû à la Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale (BDEAC) et à la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD). Ces deux banques concentrent 36,3% de l'amortissement de la dette multilatérale.

D'un montant de 88,3 milliards de francs CFA, le principal dû aux créanciers commerciaux baisse de 31,2 milliards de francs CFA comparativement à son niveau de l'année précédente où il s'élevait à 119,5 milliards de francs CFA. Cette situation résulte du repli du principal dû auprès des créanciers français, espagnols, belges et suisses. En outre, les crédits de

type acheteurs concentrent 79,6% du principal dû au titre de la dette commerciale et les crédits de type fournisseurs 20,4%.

3.1.2. Charges de la dette publique extérieure en 2018

Les intérêts et autres charges dus au titre de la dette publique extérieure se chiffrent à 133,6 milliards de francs CFA, soit 64,7% du service extérieur. Ils enregistrent une diminution de 6,6 milliards de francs CFA par rapport à l'année 2017 où ils étaient de 140,2 milliards de francs CFA. Ce fait s'explique par la baisse des intérêts dus aux créanciers commerciaux et du marché financier international.

Les charges financières relatives à la dette bilatérale s'élèvent à 18,5 milliards de francs CFA et représentent 13,8% de l'ensemble des charges de la dette publique extérieure. Ces charges demeurent relativement stables entre les deux années. La banque chinoise Export Import Bank concentre à elle seule 71,0% du total des intérêts dus aux partenaires bilatéraux. Pour ce qui est des intérêts dus au Club de Paris, ils s'établissent à 0,5 milliard de francs CFA.

Les intérêts, commissions et frais relatifs à la dette multilatérale se situent à 14,5 milliards de francs CFA, ce qui correspond à 10,8% du total des intérêts extérieurs. Comparé à l'année 2017, où ils étaient à 10,6 milliards de francs CFA, ces intérêts augmentent de 3,9 milliards de francs CFA. La Banque Islamique de Développement (BID), la Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale (BDEAC), la Banque Africaine de Développement (BAD) et la Banque Mondiale concentrent 98,9% du montant total des charges dus aux créanciers multilatéraux.

Les intérêts dus aux créanciers commerciaux s'établissent à 19,9 milliards de francs CFA, et représentent 14,9% de l'ensemble des charges de la dette extérieure. Ces intérêts sont en baisse de 3,6 milliards de francs CFA par rapport à leur niveau de l'année 2017 qui était de 23,5 milliards de francs CFA. Les charges financières relatives à la dette commerciale qui concernent pour la grande majorité les crédits acheteurs sont portés à hauteur de 93,6% par les créanciers autrichiens, français, belges, chinois, espagnols et israéliens.

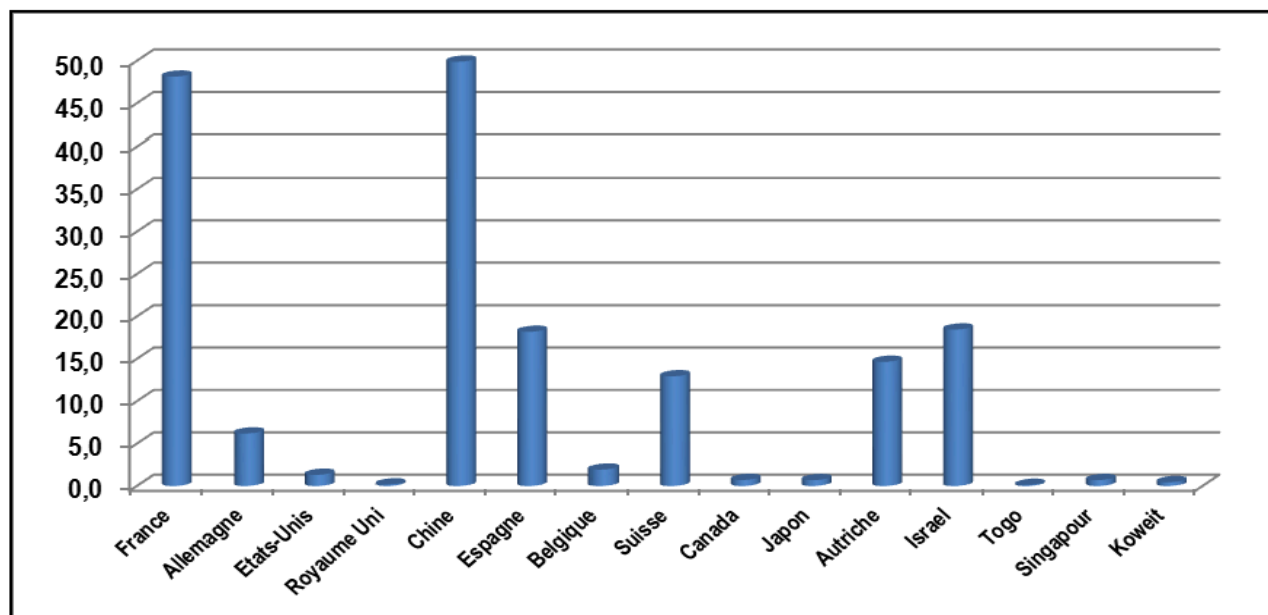
Les charges financières relatives au marché financier international se chiffrent à 80,7 milliards de francs CFA, soit 60,4% de l'ensemble des charges financières extérieures. Elles sont en baisse de 7,1 milliards de francs CFA par rapport à leur niveau de 2017 qui était de 87,8 milliards de francs CFA. Ce recul s'explique par le repli de 10,0 points de base du taux d'intérêt moyen des Eurobonds passant de 6,7% à 6,6%. Les intérêts payés au titre du marché financier international concernent les obligations émises en 2013 et 2015 pour respectivement 54,2 milliards de francs CFA et 26,5 milliards de francs CFA.

3.1.3. Service de la dette publique extérieure par pays et monnaies en 2018

Le service de la dette publique extérieure par pays s'établit à 174,5 milliards de francs CFA. Comme en 2017, il est dû essentiellement à six (6) pays dont la Chine, la France, Israël, l'Espagne, l'Autriche et la Suisse à hauteur de 162,2 milliards de francs CFA. Ces pays qui

concentrent 93,0% du total du service par pays, restent les principaux partenaires du Gabon. Le poids de la Chine sur le total du service par pays est de 28,6%, celui de la France 27,6%, d'Israël 10,6%, de l'Espagne 10,4%, de l'Autriche 8,4% et de la Suisse 7,4%. La part restante, soit 7,0%, se répartit entre l'Allemagne, la Belgique, les Etats-Unis, le Royaume-Uni, le Canada, le Japon, le Togo, Singapour et le Koweït.

**GRAPHIQUE N°5 : SERVICE DE LA DETTE BILATERALE ET COMMERCIALE PAR PAYS EN 2018
(EN MILLIARDS DE FRANCS CFA)**



Le service de la dette publique extérieure est dû dans neuf (9) monnaies que sont l'Euro (EUR), le Dollar américain (USD), le Yen (JPY), le Dinar Islamique (IDI), le Yuan Renminbi (CNY), le Droit des Tirages Spéciaux (DTS), le Dinar Koweïtien (KWD), le Franc Suisse (CHF) et le Franc CFA (XAF). Le Dollar et l'Euro représentent respectivement 42,2% et 44,7% de l'ensemble du service extérieur, soit 86,9%. Les autres monnaies concentrent 13,1% du service extérieur en devise. Il s'agit principalement du XAF et du CNY avec respectivement 7,4% et 4,6% du total du service extérieur.

3.2. Service de la dette publique intérieure en 2018

Le service dû au titre de la dette publique intérieure s'élève à 292,6 milliards de francs CFA en 2018 contre 291,4 milliards de francs CFA en 2017. Ce dernier demeure stable par rapport à son niveau de l'année précédente.

D'un montant de 86,2 milliards de francs CFA, le service dû aux banques locales connaît une hausse de 19,9 milliards de francs CFA comparativement à son niveau de 2017 où il se situait à 66,3 milliards de francs CFA. Cet accroissement se justifie par la hausse du service dû envers toutes les banques créancières de l'Etat. Le service dû aux institutions bancaires représente 26,4% du service intérieur.

Le service dû sur la dette moratoire se chiffre à 91,8 milliards de francs CFA, contre 134,5 milliards de francs CFA en 2017 et concentre 31,4% du service intérieur. Il recule de

42,7 milliards de francs CFA par rapport à son niveau antérieur. Cette situation découle de la baisse du niveau des engagements dus aux fournisseurs de l'Etat.

D'un montant de 2,7 milliards de francs CFA, le service dû au titre de la dette diverse baisse de 7,0 milliards de francs CFA en 2018 contre 9,7 milliards de francs l'année antérieure. Cette situation provient principalement de la réduction de l'encours des reprises de passifs. En outre, le poids du service dû au titre de la dette diverse représente 0,9% du service total intérieur.

Le service dû au titre du marché financier régional s'établit à 111,9 milliards de francs de CFA. Il augmente de 31,0 milliards de francs CFA comparé à son niveau de l'année 2017. Cette situation s'explique par l'augmentation de l'encours des émissions obligataires. La part du service dû envers le marché financier est de 38,2% du service intérieur.

En ce qui concerne les règlements de la dette intérieure, ils s'élèvent à 299,5 milliards de francs CFA en 2018 contre 267,8 milliards de francs CFA en 2017. Les règlements en faveur des banques locales sont de 87,8 milliards de francs CFA, et ceux au bénéfice de la dette diverse s'établissent à 7,1 milliards de francs CFA. Quant aux règlements effectués auprès des fournisseurs de service et des prestataires de l'Etat et du marché financier régional, ils se chiffrent respectivement à 92,7 milliards de francs CFA et 111,9 milliards de francs CFA.

Les arriérés sur la dette intérieure en 2018 se situent à 7,2 milliards de francs CFA contre 41,7 milliards de francs CFA l'année antérieure. Ils se composent de 7,2 milliards de francs CFA de principal et 0,03 milliard de francs CFA d'intérêts. Les arriérés de la dette moratoires et ceux de la dette diverse s'établissent respectivement à 5,2 milliards de francs CFA et 2,0 milliards de francs CFA. Aucun arriéré de paiement n'est constaté sur la dette bancaire et sur le marché financier régional.

Dans l'ensemble, le service dû au titre de la dette publique intérieure concentre 75,1% de principal et 24,9% d'intérêts.

3.2.1. Remboursement de la dette publique intérieure en 2018

L'amortissement dû au titre de la dette publique intérieure se chiffre à 219,6 milliards de francs de CFA contre 249,2 milliards de francs CFA en 2017, soit une baisse de 29,6 milliards de francs CFA.

Le principal dû des institutions bancaires s'établit à 52,9 milliards de francs CFA, celui relatif à la dette diverse à 2,7 milliards de francs CFA, celui de la dette moratoire à 76,3 milliards de francs CFA et celui envers le marché financier régional à 96,7 milliards de francs CFA. Ils concentrent respectivement 24,1%, 1,2%, 34,7% et 39,9% du montant total du principal intérieur.

3.2.2. Charges de la dette publique intérieure en 2018

Le montant des intérêts dus au titre de la dette publique intérieure s'élève à 73,0 milliards de francs CFA. Il enregistre une progression de 30,8 milliards de francs CFA par rapport à son niveau de l'année 2017 qui était de 42,2 milliards de francs CFA. Cette tendance haussière s'explique d'une part, par l'accroissement des encours de la dette bancaire et du marché financier régional et d'autre part, par les intérêts versés au titre du Club de Libreville 7.

Les charges dues au titre de la dette bancaire, moratoire et envers le marché financier régional se situent respectivement à 33,3 milliards de francs CFA, à 15,5 milliards de francs CFA et à 24,2 milliards de francs CFA. Leurs parts respectives sont de 45,6%, 21,2% et 33,2% du montant total des intérêts intérieurs. Aucun intérêt n'a été enregistré sur la dette diverse.

4. ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE A FIN 2018

Le stock de la dette publique s'élève à 5257,6 milliards de francs CFA contre 4807,6 milliards de francs CFA en 2017, correspondant ainsi à une progression de 9,4%. Cette hausse se justifie par l'accroissement des engagements intérieurs et extérieurs.

L'encours de la dette extérieure se chiffre à 3744,0 milliards de francs CFA et comprend 3712,2 de milliards de francs CFA de dette directe et 31,8 milliards de francs CFA de dette garantie. Ce stock croit de 11,6% comparé à l'année 2017 où il se situait à 3355,8 milliards de francs CFA.

Le stock de la dette intérieure s'établit à 1513,6 milliards de francs CFA en 2018 contre 1451,9 milliards de francs CFA l'année précédente, soit une hausse de 4,3%.

L'encours extérieur reste majoritaire et représente 71,2% du total de l'encours de la dette publique. Quant aux engagements intérieurs, ils concentrent 28,8% de l'encours total.

TABLEAU N°9: ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR CATEGORIES DE DETTE A FIN 2018

En Milliards de Francs CFA

	Montant
Dettes Extérieures	3 744,0
Dette Bilatérale	804,6
Dette Multilatérale	1 215,2
Dette Commerciale	471,4
Marché Financier International	1 252,8
Dettes Intérieures	1 513,6
Bancaire	772,4
Divers	7,0
Moratoires	340,6
Marché Financier Régional	393,6
Total Encours de la Dette Publique	5 257,6

4.1. Encours de la dette publique par source de dette à fin 2018

La présente partie traite des évolutions de l'encours de la dette publique extérieure et intérieure.

4.1.1. Encours de la dette publique extérieure à fin 2018

Évalué à 3744,0 milliards de francs CFA en 2018, l'encours extérieur connaît une hausse de 11,6% par rapport à son niveau de l'année précédente qui était de 3355,8 milliards de francs CFA. Cette tendance découle de l'augmentation des engagements multilatéraux, bilatéraux et du marché financier international.

Le stock de la dette bilatérale se chiffre à 804,6 milliards de francs CFA contre 678,9 milliards de francs CFA en 2017, soit une progression de 18,5%. Cette situation résulte de

l'accroissement des engagements envers la Chine et la France pour la poursuite des travaux de la route Port-Gentil-Ombooué et le soutien du Plan de Relance Economique (PRE). Par ailleurs, ledit stock représente 21,5% du montant total de l'encours extérieur. La dette détenue par les créanciers membres du Huitième Club de Paris (CP8) s'établit à 5,2 milliards de francs CFA, soit 0,6% du total de l'encours de la dette bilatérale.

D'un montant de 1215,5 milliards de francs CFA en 2018, l'encours de la dette multilatérale concentre 32,5% de l'encours de la dette extérieure. Il enregistre une hausse de 33,0% comparativement à son niveau antérieur qui était de 913,5 milliards de francs CFA. Cet accroissement provient de l'augmentation des ressources obtenues auprès de la Banque Africaine de Développement (BAD), le Fonds Monétaire International (FMI) et Eximbank Afrique en vue de soutenir le PRE initié par les autorités gabonaises. De plus, ces partenaires financiers représentent 69,7% du montant total du stock de la dette multilatérale.

En 2018, l'encours de la dette commerciale se situe à 471,4 milliards de francs CFA, ce qui correspond à 12,6% du total de la dette extérieure. Le stock de la dette commerciale connaît un repli de 16,8% par rapport à son niveau de 2017 qui était de 566,5 milliards de francs CFA. Cette régression se justifie par le recul des engagements envers les partenaires financiers autrichiens, français, espagnols et israéliens qui représentent 43,3% du montant total de l'encours de la dette commerciale.

Le stock de la dette envers le marché financier international se chiffre à 1252,8 milliards de francs CFA. Il représente 33,5% du montant total de la dette extérieure. Cet encours croit de 4,7% comparativement à son niveau de l'année 2017 où il s'élevait à 1196,9 milliards de francs CFA. Cette situation s'explique exclusivement par l'évolution des taux de change du Dollar américain.

4.1.2. Encours de la dette publique intérieure à fin 2018

L'encours de la dette publique intérieure s'élève à 1513,6 milliards de francs CFA. Il croit de 4,3% comparé à son niveau de 2017 où il se situait à 1451,9 milliards de francs CFA. La hausse des dettes moratoires et des engagements envers le marché financier régional explique cette tendance.

Le montant de la dette bancaire se chiffre à 772,4 milliards de francs CFA à fin 2018, et concentre 51,0% de l'encours intérieur. Il enregistre une baisse de 6,5% par rapport à l'année précédente où il était de 826,4 milliards de francs CFA.

Le stock de la dette moratoire est de 340,6 milliards de francs CFA, soit 22,5% du montant total de l'encours intérieur. Comparativement à l'année 2017 où il s'établissait à 240,9 milliards de francs CFA, ce stock progresse de 41,4% suite à la consolidation de certaines conventions et instances du Trésor dans le cadre du Club de Libreville 7.

L'encours de la dette diverse s'établit à 7,0 milliards de francs CFA et représente 0,5% du total de l'encours intérieur. Ce stock baisse de 49,9% par rapport à son montant de 2017 qui se situait à 14,0 milliards de francs CFA.

Le stock de la dette envers le marché financier régional se chiffre à 393,6 milliards de francs CFA en 2018 et concentre 26,0% du montant total de l'encours intérieur. Établit à 370,6 milliards de francs CFA en 2017, ce stock croit ainsi de 6,2%. Cette situation résulte des mobilisations plus importantes effectuées sur le marché financier régional des titres publics à souscription libre organisé par la BEAC en 2018.

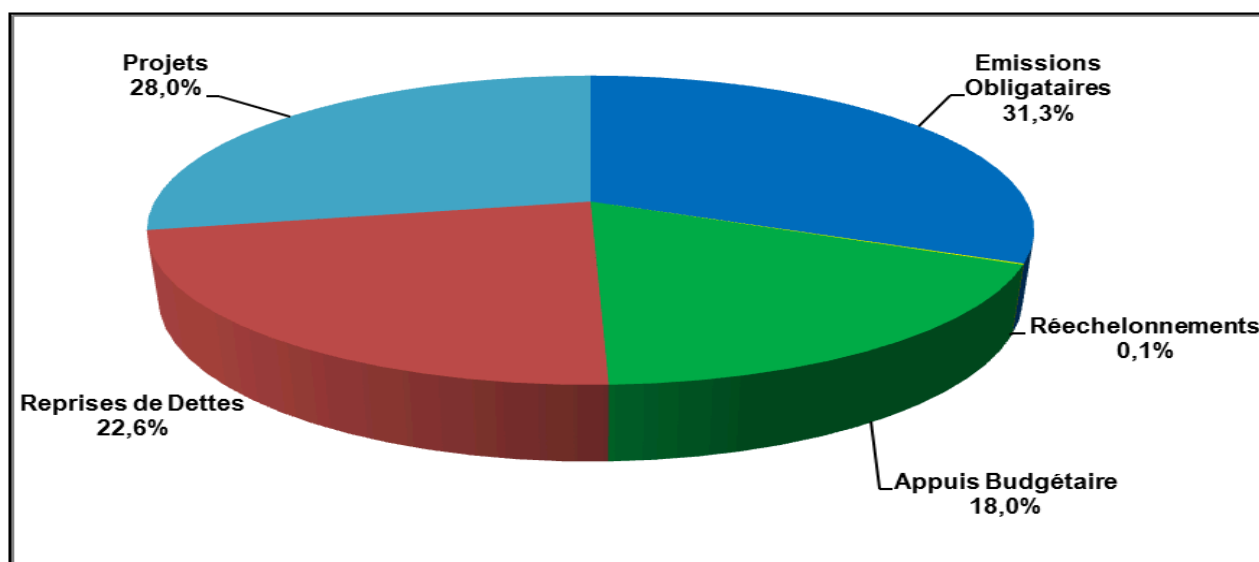
4.2. Encours de la dette publique par affectation à fin 2018

L'encours de la dette par projets se chiffre à 1469,6 milliards de francs CFA, soit 28,0% de l'encours total. Il progresse légèrement de 0,8% par rapport à son niveau de l'année 2017 qui était de 1458,6 milliards de francs CFA.

En ce qui concerne le stock de la dette relatif aux opérations d'émissions d'emprunts obligataires, de la dette rééchelonnée, des appuis budgétaires et des reprises de passifs, il se situe à 3789,9 milliards de francs CFA et représente 72,0% du montant global de l'encours de la dette publique. Comparativement à l'année 2017, l'encours de la dette hors projets augmente de 13,1%, passant ainsi de 3349,0 milliards de francs CFA à 3787,9 milliards de francs CFA en 2018. Cette situation s'explique par une mobilisation importante des fonds relatifs aux appuis budgétaires.

En 2018, le poids de l'encours par projets est de 28,0% du montant total de l'encours. Il enregistre une baisse de 2,3 points de pourcentage par rapport à l'année précédente où il représentait 30,3% du total de l'encours de la dette publique. En revanche, la part de la dette dédiée aux émissions obligataires, aux rééchelonnements, à la reprise des passifs et aux appuis budgétaires progresse de 2,3 points comparativement à son niveau de 2017 qui était de 69,7%.

**GRAPHIQUE N°6 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR AFFECTATION A FIN 2018
(EN POURCENTAGE)**



4.2.1. Encours de la dette publique par projet à fin 2018

L'encours de la dette publique par projet s'est établi à 1469,6 milliards de francs CFA et concerne 80 projets repartis en 15 secteurs d'activités contre 91 projets en 2017.

Le stock de la dette publique par projets relatifs aux secteurs de la route, la santé, l'électricité et eau se chiffre à 1083,5 milliards de francs CFA et concentre 73,7% du montant total de l'encours par projets. Comparé à l'année 2017 où il se situait à 1046,0 milliards de francs CFA, ce stock augmente de 37,5 milliards de francs CFA suite à l'augmentation de l'encours des projets liés au secteur de la route.

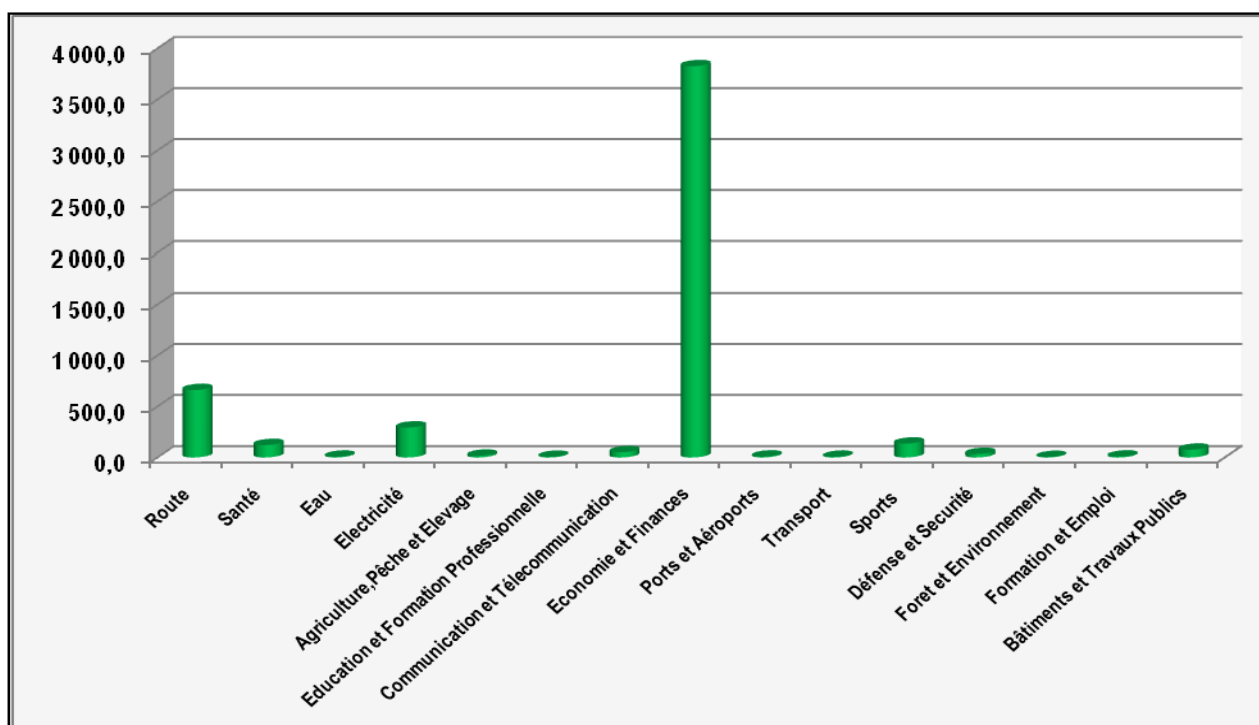
L'encours de la dette par projets correspondant au secteur de la route se situe à 661,2 milliards de francs CFA et comprend douze (12) projets. Les projets les plus importants sont entre autres la route Port-Gentil-Ombooue et le pont sur l'Ogooué à Boué avec 48,7% du montant total de l'encours dédié au secteur routier, le programme routier phase I avec 15,3%, l'aménagement de la route nationale I avec 7,7% et la réhabilitation de la route Ndjolé-Medoumane avec 9,2%.

Le montant de l'encours par projet qui concerne le secteur de l'électricité et eau est de 300,7 milliards de francs CFA en 2018. Il englobe sept (7) projets dont les prépondérants sont le barrage Grand Poubara avec 53,6%, le transport de l'énergie électrique avec 22,7% et la centrale électrique d'Owendo avec 17,4% de l'encours dudit secteur. Quant aux projets relatifs à l'eau, leur part dans le secteur électricité et eau est faible par rapport à celui de l'électricité qui se situe à 97,6%.

Le stock de la dette relatif au secteur de la santé s'élève à 121,6 milliards de francs CFA et se compose de sept (7) projets. Le Centre Hospitalier Universitaire Mère-Enfant, le Centre Hospitalier Universitaire de Libreville et l'Hôpital Universitaire d'Owendo sont les principaux projets de ce secteur avec respectivement 40,2%, 37,8% et 15,8% du total de l'encours du secteur de la santé.

Le stock restant de la dette publique par projet se chiffre à 386,2 milliards de francs CFA, soit 26,3% du montant total de l'encours par projets. Celui-ci englobe dix (10) secteurs repartis en cinquante-cinq (55) projets dont les plus importants sont la construction des stades des villes de Port-Gentil et d'Oyem, le développement de la dorsale de télécommunication, la construction du complexe multisport Omar BONGO ONDIMBA et l'aménagement des bassins versants.

GRAPHIQUE N°7 : ENCOURS PROJETS PAR SECTEUR A FIN 2018 (EN MILLIARDS DE FRANCS CFA)



4.2.2. Encours de la dette publique hors projets à fin 2018

L'encours de la dette hors projet s'établit à 3787,9 milliards de francs CFA et se compose d'émissions obligataires, des reprises de passifs, des dettes rééchelonnées et des appuis budgétaires. Les emprunts obligataires et les reprises de passifs s'élèvent respectivement à 1646,4 milliards de francs CFA et 1187,7 milliards de francs CFA, soit 43,5% et 31,4% du total de l'encours hors projets. Pour ce qui concerne les dettes rééchelonnées et les appuis budgétaires, ils se situent respectivement à 5,2 milliards de francs CFA et 948,6 milliards de francs CFA, représentant 0,1% et 25,0% du montant global de l'encours hors projets.

Le stock lié aux émissions obligataires internationales et régionales qui était de 1567,5 milliards francs CFA en 2017 croît de 5,0 % en 2018. L'encours de la dette envers le marché financier international se chiffre à 1252,8 milliards de francs CFA et comprend les Eurobonds 2024 et 2025 d'un montant respectivement de 851,6 milliards de francs CFA et 401,2 milliards de francs CFA. L'encours de la dette envers le marché financier régional, pour sa part s'élève à 393,6 milliards de francs CFA et se répartit en 118,7 milliards de francs CFA d'obligations du Trésor assimilables (OTA) et en 274,9 milliards de francs CFA d'obligations du Trésor (OT) amortissables à 5 ans.

Le montant de la dette rééchelonnée à fin 2018 enregistre une baisse de 64,6% comparativement à son niveau de 2017 où il était de 14,7 milliards de francs CFA. Il comprend uniquement les engagements au titre du huitième Club de Paris.

S'agissant de l'encours relatif aux reprises de dette, il croît de 4,0% en 2018 par rapport à son niveau de 2017 qui était de 1142,3 milliards de francs CFA. Il est constitué de dettes moratoires, diverses et bancaires.

Quant au stock de la dette relative aux appuis budgétaires, il progresse de 51,9% comparé à l'année 2017 où il se situait à 624,6 milliards de francs CFA.

4.3. Encours de la dette publique par monnaie, maturité et taux d'intérêt à fin 2018

Le portefeuille de la dette publique en 2018, comprend principalement les monnaies à taux de changes fixes, des emprunts à taux d'intérêts fixes et des maturités de moyen terme.

4.3.1. Encours de la dette publique par monnaie à fin 2018

Le stock de la dette publique contracté à taux de changes fixes s'élève à 3149,8 milliards de francs CFA, soit 59,9% du montant total de l'encours. Il progresse de 13,9%, comparé à son niveau de l'année 2017 qui était de 2764,6 milliards de francs CFA. En ce qui concerne l'encours à taux de change flottants, il s'établit à 2107,7 milliards de francs CFA contrairement à son niveau de l'année précédente où il se situait à 2043,0 milliards de francs CFA, correspondant ainsi à une hausse de 3,2%. En outre, le poids du stock de la dette à taux de change variables représente 40,1% du total de l'encours.

L'encours de la dette en Euro se situe à 1337,3 milliards de francs CFA et concentre 42,5 % de l'encours à taux de changes fixes. Pour ce qui est du Franc CFA, il se chiffre à 1812,5 milliards de francs CFA, soit 57,5 % de l'ensemble du stock de la dette à taux de changes fixes. Il reste la principale monnaie à taux de change fixes du portefeuille de la dette publique en 2018. Cette tendance résulte principalement de l'importance des ressources mobilisées sur le marché financier régional.

TABLEAU N° 10 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR MONNAIES A FIN 2018

En Milliards de Francs CFA

	Montant
Dollars Américains (USD)	1 837,9
Euros (EUR)	1 337,3
Dinars Koweïtiens (KWD)	0,0
Yuans Renminbi (CNY)	198,6
Dinars Islamiques (IDI)	69,6
Yens japonais (JPY)	0,4
Francs CFA (XAF)	1 812,5
Autres	1,2
Total Encours	5 257,6

Le stock de la dette libellé à taux de change variables se situe à 2107,7 milliards de francs CFA. Avec 87,2% du total de l'encours à taux de change flottants, le Dollar américain reste la principale monnaie dudit stock. Son poids reste identique à celui de l'année précédente. Le Yuan Renminbi qui concentre 9,4% du stock de la dette à taux de change

variables vient en seconde position. Il est suivi du Dinar Islamique avec 3,3 % de l'encours à taux de change variables. Leurs poids demeurent relativement stables sur les deux (2) années. L'encours restant à taux de change variables, quant à lui, représente 0,1% de l'ensemble de l'encours à taux de change flottants. Il est libellé en Yen Japonais, en Dinar Koweïtien, en Franc Suisse et en Droits des Tirages Spéciaux.

Dans l'ensemble, l'Euro et le Dollar Américain demeurent les monnaies majoritaires du portefeuille de la dette avec respectivement 25,4% et 35,0% de l'encours total, soit 60,4%. Toutefois, la part de ces monnaies baisse respectivement de 0,2 point et de 2,0 points de pourcentage, soit 2,2 points de pourcentage par rapport à l'année 2017. La part du Franc CFA, quant à elle, augmente de 2,6 points de pourcentage, pour s'établir à 34,8% en 2018. En outre, le poids du Yuan Renminbi reste relativement stable à 3,8%. Ainsi, le portefeuille de la dette publique en 2018, est majoritairement composé de ces quatre (4) monnaies, qui englobent 98,6% de l'encours par monnaies.

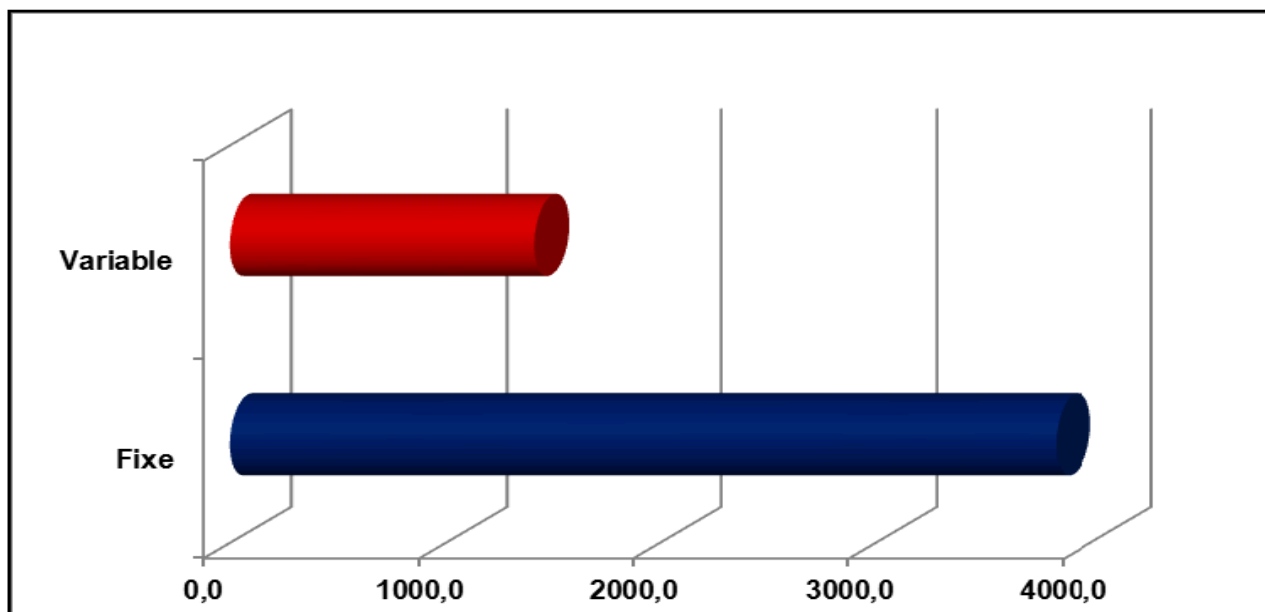
4.3.2. Encours de la dette publique par taux d'intérêt à fin 2018

L'encours de la dette publique en 2018 se compose de 3839,3 milliards de francs CFA d'emprunts à taux d'intérêts fixes et de 1418,2 milliards de francs CFA d'emprunts à taux flottants. En 2017, ce dernier se situait à 3603,8 milliards de francs CFA pour ce qui est des engagements à taux d'intérêt fixes et à 1203,8 milliards de francs CFA pour les engagements à taux d'intérêt variables, ce qui correspond respectivement à une hausse de 6,5% et de 17,8%. En outre, le taux d'intérêt moyen de l'encours de la dette publique se situe à 3,9% en 2018. Il demeure relativement stable par rapport à son niveau de l'année 2017.

Le stock de la dette publique à taux d'intérêt fixes s'établit à 73,0% en 2018 comparativement à son niveau de 2017 où il était de 75,0%, soit une baisse de 2,0 points de pourcentage. Par ailleurs, le poids de la dette à taux d'intérêt variables se situe à 27,0% contre 25,0% en 2017, soit une hausse de 2,0 points de pourcentage.

En 2018, les engagements conclus au taux Euribor se chiffrent à 1028,3 milliards de francs CFA, soit 72,5% du stock de la dette à taux d'intérêt flottants. Les emprunts contractés à taux d'intérêt Euribor six (6) mois s'élèvent à 774,6 milliards de francs CFA et ceux à taux Euribor trois (3) mois à 253,7 milliards de francs CFA. Ils représentent respectivement 54,6% et 17,9% du montant total de l'encours à taux d'intérêts variables. Le stock de la dette publique à taux d'intérêt Libor est de 377,2 milliards de francs CFA, correspondant ainsi à 26,6% de l'encours à taux d'intérêt variables. L'encours de la dette à taux d'intérêt Libor trois (3) mois s'établit à 328,5 milliards de francs CFA et celui à taux d'intérêt Libor six (6) se situe à 48,7 milliards de francs CFA, soit respectivement 23,2% et 3,4% du stock total de la dette à taux d'intérêts variables. Le TEC10 et l'ensemble des autres taux d'intérêt variables concentrent 0,9% du montant total de l'encours à taux d'intérêt flottants.

GRAPHIQUE N°8 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR NATURE DE TAUX D'INTERET EN 2018
(EN MILLIARDS DE FRANCS CFA)



Les emprunts contractés à taux d'intérêt zéro (0) s'élèvent à 248,4 milliards de francs CFA en 2018 et représentent 4,7% du total de l'encours. Ils comprennent essentiellement des prêts consentis par des créanciers chinois, belges, turcs et de la Banque Islamique de Développement (BID) pour ce qui est de la dette extérieure. Les engagements intérieurs quant à eux, sont composés de dettes diverses et une part des moratoires.

Le stock de la dette conclu à taux d'intérêt inférieur ou égal à 3% s'établit à 2066,5 milliards de francs CFA. Il concentre 39,3% dudit encours. Ils se composent, en ce qui concerne la dette extérieure, de dettes contractées majoritairement auprès des partenaires multilatéraux, bilatéraux et une partie des dettes commerciales. S'agissant de la dette intérieure, elle comprend uniquement la dette contractée auprès de la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC).

L'encours des emprunts dont le taux d'intérêt est compris entre 3,0% et 6% se chiffre à 1048,3 milliards de francs CFA, correspondant à 19,9% de l'encours total. Il se compose principalement des dettes bilatérales dont celles envers le Club de Paris, des dettes commerciales et la dette multilatérale pour ce qui est de la dette extérieure. Il intègre une partie des obligations émises sur le marché financier régional et la dette envers les banques locales pour ce qui est de la dette intérieure.

Le stock de la dette à taux d'intérêt se situant entre 6,0% et 10% s'établit à 1894,4 milliards de francs CFA. Il représente 36,0% de l'ensemble de la dette. Ces engagements sont contractés majoritairement auprès des créanciers commerciaux et envers le marché financier international concernant la dette extérieure. Lesdits engagements ont été conclus avec les investisseurs intervenants sur le marché financier local, une partie des institutions bancaires domestiques et une part des fournisseurs, en l'occurrence dans le cadre du Club de Libreville 7, pour ce qui est de la dette intérieure.

Dans l'ensemble, le taux d'intérêt moyen du portefeuille de la dette publique situé à 3,9% en 2018, est conforme au seuil stratégique arrêté à 5,0% par les Autorités gabonaises.

TABLEAU N° 11 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR NIVEAU DE TAUX D'INTERET A FIN 2018

En Milliards de Francs CFA

	Montant
0%	248,4
0,0 à 3%	2 066,5
3,0 à 6 %	1 048,3
6,0 à 10 %	1 894,4
Total Encours de la Dette Publique	5 257,6

4.3.3. Encours de la dette publique par maturité à fin 2018

La maturité moyenne de la dette publique en 2018 s'établit à 8,5 ans avec 9,4 ans pour les emprunts extérieurs et 6,5 ans pour les engagements intérieurs. Elle se détériore de 0,7 an comparé à l'année précédente où elle se situait à 9,2 ans. Cette situation fait suite au recul des maturités moyennes des dettes extérieure et intérieure.

La durée moyenne des remboursements de l'encours extérieur est majoritairement soutenue par les emprunts multilatéraux et bilatéraux avec respectivement 12,1 ans et 12,8 ans. En ce qui concerne les emprunts commerciaux et envers le marché financier international, leurs maturités moyennes se sont établies à 5,0 ans et 6,1 ans. Pour ce qui est de la dette intérieure, elle est principalement portée par la dette bancaire qui se situe à 9,3 ans. Celles de la dette moratoire et envers le marché financier régional se situent respectivement à 4,6 ans et 2,6 ans.

Les emprunts dont les maturités moyennes sont comprises entre 0 et 5 ans s'établissent à 1232,3 milliards de francs CFA, soit 23,4% du montant total de l'encours. Ces créances sont essentiellement constituées des prêts bilatéraux, multilatéraux et commerciaux pour ce qui est de la dette extérieure et des prêts bancaires, moratoires, divers et envers le marché financier régional concernant la dette intérieure.

L'encours des prêts dont la durée moyenne de remboursement est comprise entre 5,0 et 10 ans, s'élèvent à 2181,7 milliards de francs CFA et concentrent 41,5% de l'encours total. Il se compose des engagements envers les créanciers bilatéraux, multilatéraux et commerciaux et le marché financier international pour la dette extérieure et des créances envers les institutions bancaires et les fournisseurs et prestataires de services pour ce qui est de la dette intérieure.

Le montant des emprunts dont la maturité moyenne se situe entre 10,0 et 20 ans se chiffre à 1840,4 milliards de francs CFA, ce qui représente 35,0% du stock total de la dette publique. Ces engagements sont principalement constitués des dettes bilatérales, commerciales et multilatérales pour la dette extérieure et de la dette envers la Banque des Etats de l'Afrique Centrale pour ce qui est de la dette intérieure.

La maturité moyenne des engagements supérieure à 20,0 ans s'établit à 3,1 milliards de francs CFA, soit 0,1% de l'encours total de la dette publique. Il s'agit principalement des prêts bilatéraux concessionnels.

TABLEAU N° 12 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR MATURITE RESTANTE A FIN 2018

En Milliards de Francs CFA

	Montant
0 à 2 ans	557,8
2,0 à 5 ans	674,5
5,0 à 10 ans	2 181,7
10,0 à 20ans	1 840,4
Plus de 20,0 ans	3,1
Total Encours de la Dette Publique	5 257,6

CONCLUSION

La mise en œuvre du Programme de Relance Economique (PRE) sur la période 2017-2019 arrêté par le Gouvernement avec la participation du Fonds Monétaire International (FMI) nécessite des besoins de financement importants. Ainsi, tout comme en 2017, la stratégie d'endettement rectificative 2018 consacre un niveau important de financements extérieurs et intérieurs au soutien à l'investissement et au refinancement de la dette publique.

A cet effet, les nouveaux emprunts ont été contractés en 2018 à hauteur de 523,8 milliards de francs CFA, pour un plafond prévu à 892,0 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 58,7%. Ces ressources ont été orientées à hauteur de 11,6% à la réalisation des prêts projets et pour 88,4% aux opérations d'équilibre budgétaire.

Les termes moyens des nouveaux engagements se sont dépréciés en 2018. Ainsi, la maturité et le différé moyens des nouveaux emprunts se sont établis respectivement à 9,9 ans et 2,7 ans. Pour ce qui est du taux d'intérêt moyen des nouvelles signatures, il s'est situé à 3,6% conformément à la prévision contenue dans la stratégie d'endettement public.

Dans le cadre de la gestion des risques, les nouveaux emprunts ont été conclus pour 96,2% à change fixe et à hauteur de 3,8% à change variable. En revanche, les nouveaux engagements contractés à taux d'intérêts fixes ne représentent que 21,1% des nouvelles signatures, tandis que, ceux à taux d'intérêt variables concentrent 78,9% de l'ensemble des nouveaux emprunts.

Les décaissements sur financements extérieurs et intérieurs se sont chiffrés à 606,1 milliards de francs CFA contre une prévision de 837,4 milliards de francs CFA, soit un taux de réalisation de 72,4%. Les tirages sur financements extérieurs et intérieurs ont été mobilisés respectivement à hauteur de 495,4 milliards de francs CFA et 110,7 milliards de francs CFA. Ces fonds ont concerné les prêts-projets pour 28,7% et l'équilibre des opérations budgétaires et financières pour 71,3%.

Les indicateurs d'endettement public sont quasi conformes aux prévisions contenus dans la stratégie d'endettement 2018. Toutefois, ils se sont situés au-dessus des seuils nationaux. En effet, le taux d'endettement, la pression du service sur les recettes budgétaires et la charge de la dette sur les recettes budgétaires se sont fixés respectivement à 56,1%, 35,9% et 12,3%.

Le montant du service dû au titre de la dette publique s'est élevé à 601,2 milliards de francs CFA dont 394,6 milliards de francs CFA au titre du principal et 206,6 milliards de francs CFA au titre des intérêts. Le service extérieur dû s'est établie à 308,6 milliards de francs CFA et représente 51,3% du service total dû. Le service intérieur dû pour sa part, s'est chiffré à 292,6 milliards de francs CFA et concentre 48,7% de l'ensemble du service.

L'encours de la dette publique s'est chiffré à 5257,6 milliards de francs CFA avec 3744,0 milliards de francs CFA de la dette extérieure et 1513,6 milliards de francs CFA de dette intérieure. Le stock de la dette publique contracté à taux de change fixe représente 59,9% du montant total de l'encours et celui à taux de change flottant concentre 40,1% du total de l'encours. L'encours de la dette publique à taux d'intérêt fixe englobe 73,0% du stock total de la dette et celui à taux d'intérêt variable s'est établi à 27,0% de l'ensemble de l'encours.

Par ailleurs, les termes moyens de l'encours total se sont situés à 8,5 ans pour la maturité, 2,1 ans pour le délai de grâce et de 3,9% pour le taux d'intérêt.

Afin se prémunir du risque de refinancement, il serait opportun de privilégier les emprunts à maturité longue notamment les emprunts semi-concessionnels. En dépit de l'exposition au risque de taux de change, il serait judicieux de privilégier les emprunts à change fixe. En revanche, le risque de taux d'intérêt reste maîtrisé, toutefois la forte vulnérabilité à ce dernier exige de favoriser les prêts à taux d'intérêt fixe, ce d'autant que la stratégie actuelle favorise les prêts semi-concessionnels dans un contexte de taux historiquement bas.

Compte tenu du niveau d'endettement actuel consécutif aux importants financements du programme de relance économique, il serait nécessaire de desserrer le recours à l'emprunt afin de reconstituer des marges d'endettement.

ETUDE THEMATIQUE : ACTIVITE DU GABON SUR LE MARCHE DES TITRES PUBLICS A SOUSCRIPTION LIBRE DE LA CEMAC DE 2013 A 2018

De nombreux pays en développement font appel aux marchés financiers afin de financer leurs investissements, et par conséquent leur déficit budgétaire. A cet effet, l'existence d'un marché de capitaux opérationnel est indispensable pour l'accès aux emprunts adéquats. C'est l'un des objectifs que se sont assignés les pays membres de la Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC) dans le cadre de leurs stratégies d'endettement.

L'Etat gabonais, s'inscrivant dans cette dynamique, recourt régulièrement depuis 2007 aux marchés des capitaux. En effet, après sa toute première intervention en 2007 avec l'émission de deux obligations dont l'une sur le marché financier international et l'autre sur le marché financier régional, les autorités gabonaises ont émis régulièrement depuis 2013 des emprunts sur ce dernier marché. Aussi, le Gabon mobilise-t-il des financements, à travers l'émission de Bons du Trésor Assimilables (BTA) et des Obligations du Trésor Assimilables (OTA), à une fréquence quasi mensuelle, sur le marché des titres publics à souscription libre de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC) encore appelé « marché de la BEAC ».

Avec un taux de croissance moyen de l'ordre de 2,9% sur la période 2013-2018, la politique du gouvernement consiste à soutenir davantage la croissance économique et à garantir les objectifs du Plan Stratégique Gabon Emergent (PSGE). Ainsi, la mise en œuvre actuelle du Plan de Relance Economique (PRE) vise à maintenir à un niveau appréciable les investissements, notamment publics, portés par les ressources propres de l'Etat, les partenariats public-privés et le recours à l'emprunt sur les marchés financiers.

Du fait de sa grande capacité de financement, le marché financier international s'impose davantage comme la source de financement alternative aux emprunts traditionnels souvent limités. Quant au marché financier régional, son avantage se trouve fondamentalement dans sa capacité à rationner les risques liés aux financements extérieurs, particulièrement le risque de change du portefeuille de la dette publique.

Afin de développer le marché financier régional, les Etats membres de la CEMAC ont décidé, en juillet 2009, de diminuer chaque année le montant de leurs concours auprès de la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC) en les remplaçant progressivement par les ressources provenant d'émissions des bons et obligations du Trésor. En 2011, l'arrêt des avances statutaires de la BEAC aux Trésors Publics a marqué l'effectivité des activités du marché financier de la CEMAC. En complément à cette décision, le développement d'un marché des titres publics a été inscrit comme objectif des politiques d'endettement des pays de la CEMAC.

Le marché financier régional compte deux (2) marchés regroupés autour de deux (2) acteurs majeurs que sont la BEAC et la Bourse des Valeurs Mobilières de l'Afrique Centrale (BVMAC). Entièrement organisé par la Banque Centrale et exclusivement réservé aux Trésors

Publics des pays membres, le premier marché a été mis en place sous la dénomination de Marché des Titres Publics à Souscription Libre de la CEMAC. Le second, quant à lui, est un marché d'actions et d'obligations accessibles à tous les acteurs économiques publics et privés, aussi bien résidents que non-résidents.

Malgré le fonctionnement relativement satisfaisant du marché des BTA, et en dépit des décisions adoptées par les pays membres en 2009, le marché régional des titres publics demeure à un stade embryonnaire. En effet, le niveau des émissions des titres de dettes reste relativement faible. Alors que l'Etat gabonais effectuait ses premières émissions de titres en 2013, le Cameroun était l'unique intervenant sur ce marché jusqu'en 2012. Tout comme le Gabon, le Tchad et la Centrafrique ont effectué leur entrée sur le marché régional en 2013, le Congo en 2015 et la Guinée Equatoriale en 2018.

Outre l'objectif de développement du marché financier évoqué précédemment, plusieurs réformes sont examinées au sein des institutions régionales afin de lever les obstacles majeurs liés à sa méconnaissance par les investisseurs institutionnels et à son adhésion par le grand nombre. Aussi, pour répondre à cette préoccupation, la présente étude constitue le prolongement de celle menée en 2014. Elle réédite dans la première partie, le fonctionnement du marché des titres publics à souscription libre de la CEMAC avant d'actualiser, dans la seconde partie l'analyse sur les interventions du Gabon sur ce marché à travers le volume de ses émissions, le résultat de ses adjudications ainsi que la répartition de ses titres.

1. Le fonctionnement du marché des titres publics à souscription libre de la CEMAC

Sept (7) principaux textes juridiques encadrent le fonctionnement du marché des titres publics en zone CEMAC. Ce cadre comprend le « Règlement n°03/08/CEMAC/UMAC/CM du 06 octobre 2008 relatif aux titres publics à souscription libre émis par les Etats membres de la CEMAC », trois (3) instructions, notamment l'« Instruction n°02/CRCT/2010 du 23 décembre 2010 relative à la Comptabilité-Titres de la Cellule de Règlement et de Conservation des Titres », l'« Instruction n°03/CRCT/2010 du 23 décembre 2010 relative à la Comptabilité-Titres des Teneurs de Comptes » et l'« Instruction n°04/CRCT/2010 du 23 décembre 2010 portant dispositions tarifaires relatives à l'affiliation à la CRCT ». Ce cadre prend également en compte le « Cahier des Charges des Spécialistes en Valeurs du Trésor arrêté en application des dispositions de l'article 6 du Règlement n°03/08/CEMAC/UMAC/CM relatif aux Titres Publics à Souscription Libre émis par les Etats membres de la CEMAC », le « Règlement Général de la Cellule de Règlement et de Conservation des Titres adopté le 23 décembre 2010 » et le recueil des « Principaux Modes Opératoires des Trésors Nationaux sur le Marché des Titres Publics émis par Adjudication dans la CEMAC adoptés en mars 2011 ».

Connu sous l'appellation de « marché de la BEAC », le marché des titres publics à souscription libre de la CEMAC met en relation plusieurs acteurs à savoir les Trésors publics, la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC), les Spécialistes en Valeurs du Trésor (SVT) et la Cellule de Règlement et de Conservation des Titres (CRCT).

Afin de financer les besoins liés à leurs déficits budgétaires et de trésorerie, mais aussi ceux liés à la gestion de la dette, les Trésors Nationaux des Etats membres agissent en qualité d'agents émetteurs.

L'organisation matérielle des séances d'adjudications des titres publics est assurée par les Directions Nationales de la BEAC. Lors de ces séances, les Trésors Nationaux et des SVT demandent à ces dernières de créditer ou débiter leurs comptes-courants afin d'assurer l'achat ou le remboursement des titres qui font l'objet des transactions.

Le rôle de responsable de compte de banque de règlement et de caisse centrale de dépôts est assuré par la BEAC, avec l'appui de la CRCT. La CRCT est une structure spécialisée de la Banque Centrale qui reçoit en dépôts les titres publics émis par les Trésors des Etats membres de la CEMAC et détenus par les SVT qui sont ses adhérents exclusifs.

Choisis parmi les établissements de crédit, les SVT sont des prestataires de services financiers agréés par le Ministre en charge des Finances. Ils satisfont au Cahier des Charges arrêté par le Ministre suivant un modèle adopté par le Comité Ministériel et après avis du Comité de Politique Monétaire.

Sur le marché de la CEMAC, sont exclusivement émis des titres de créance sur l'Etat. Ces titres sont émis par voie d'appel d'offres ouverts aux intermédiaires financiers ayant signé avec le Trésor du pays émetteur une convention spéciale leur garantissant le statut de SVT et ayant un compte à la Banque Centrale. De ce fait, le marché primaire d'émission des valeurs du Trésor est réservé uniquement aux SVT.

Le marché des titres publics à souscriptions libres offre principalement deux (2) types de titres, à savoir, les Bons du Trésor Assimilables (BTA) et des Obligations du Trésor Assimilables (OTA). Les premiers sont des titres à court terme avec des échéances de 13, 26 et 52 semaines. Ils permettent de pallier les décalages temporaires dans la trésorerie publique. Les seconds, quant à eux, sont des titres à moyen et long termes dont les durées sont supérieures à un an. Ils ont pour objectif principal de soutenir l'investissement.

TABLEAU N°13 : SYNTHESE DES INSTRUMENTS FINANCIERS DU MARCHE DES TITRES PUBLICS A SOUSCRIPTION LIBRE DE LA CEMAC

Instruments	BTA	OTA
Maturité	13,26 et 52 semaines	Plus d'un an
Fréquence	Hebdomadaire	Mensuelle
Valeur nominale unitaire	1 000 000 Francs CFA	10 000 Francs CFA
Paiement des intérêts	Précompté	Annuel

Les séances d'adjudications des BTA et OTA se font respectivement de façon hebdomadaire et mensuelle. Pour ce qui est de la valeur faciale d'une OTA, elle est fixée à 10 000 francs CFA afin de rendre ce type de titres accessible à la grande majorité des

souscripteurs. Quant aux BTA, leur valeur nominale unitaire pour les souscripteurs opérant sur le marché primaire a été fixée à un (1) million de francs CFA. Alors que les intérêts sur les BTA sont précomptés et versés immédiatement dès la souscription du titre sans attendre l'échéance, ceux des OTA sont payés par an.

Dans le cas du Gabon et selon la réglementation en vigueur, les bons et obligations du Trésor sont émis suivant un calendrier annuel indicatif arrêté conjointement par les Ministres en charge de l'Economie et Celui du Budget. Lors des séances d'adjudication, les SVT, en concurrence, soumissionnent en leur nom propre et pour le compte de leur clientèle selon la technique d'adjudication à prix demandé (technique d'adjudication « à la hollandaise »). Cela signifie que les ordres sont servis aux taux d'intérêt ou au prix proposés par les soumissionnaires. Sont servies en priorité jusqu'à concurrence du montant souhaité par le Trésor, les offres les plus intéressantes, notamment celles dont les taux d'intérêt sont les plus bas pour les BTA et celles dont les prix offerts en pourcentage du nominal sont les plus élevés pour les OTA.

Concernant les OTA, une campagne de communication régionale précède les séances d'adjudication. En dépit du coût induit, le Gabon a opté, dans un premier temps, pour ces campagnes. Ce choix résulte de la volonté du Trésor gabonais d'établir une relation de confiance avec les investisseurs locaux et régionaux. En outre, ces campagnes devraient se poursuivre jusqu'en 2019. Les étapes sélectionnées jusqu'à lors par le Gabon pour sa campagne de communication sont Libreville, Douala, Brazzaville et plus récemment Malabo. Ces villes ont été sélectionnées sur la base du réseau d'investisseurs dont elles bénéficient dans leurs pays respectifs.

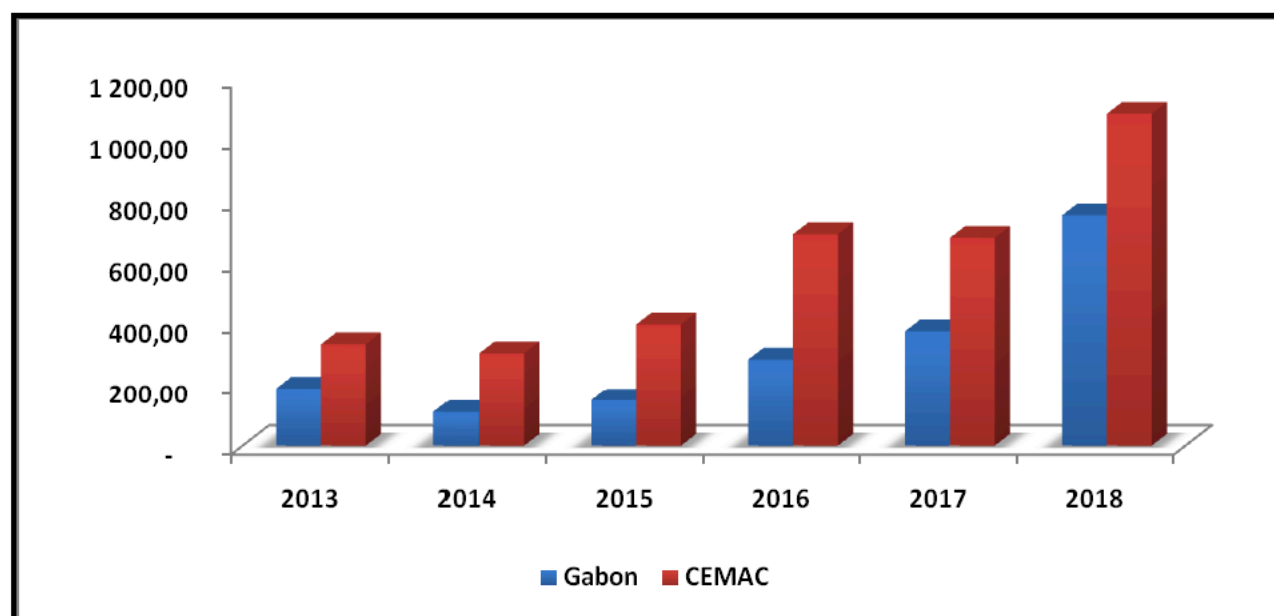
Des communiqués périodiques des résultats des adjudications sont publiés auprès des médias afin d'assurer la transparence des opérations sur le marché de la BEAC. Toutefois, pour garantir un bon suivi des engagements par le Trésor, celui-ci est tenu de détenir dans un compte courant à la BEAC un montant suffisant de trésorerie lui permettant de faire face aux échéances des titres émis.

2. Le volume des émissions du Gabon sur le marché des titres publics

Depuis sa première participation sur le marché des titres publics à souscription libre de la CEMAC en 2013, le Gabon est resté très actif sur ce dernier avec une mobilisation globale de 1874,5 milliards de francs CFA sur la période 2013-2018. En effet, ses émissions en Francs CFA se sont établies à 189,5 milliards en 2013, 111,0 milliards en 2014, 149,5 milliards en 2015, 284,7 milliards en 2016, 385,2 milliards en 2017 et 754,7 milliards en 2018. Après avoir enregistré une baisse de 41,4% sur la période 2013-2014, les émissions du Gabon sur le marché de la BEAC ont connu une hausse moyenne de 89,4% sur la période 2014-2018. La première évolution s'explique par le resserrement des plafonds d'endettement en 2014 à la suite de l'émission, en décembre 2013, d'un Eurobond d'un montant équivalent à 724,5 milliards de francs CFA sur le marché financier international. La seconde tendance, quant à elle, résulte d'un accroissement des besoins de trésorerie. Par ailleurs, les émissions de l'ensemble des pays de la CEMAC sur le marché de la BEAC se sont chiffrées à 254,5

milliards de francs CFA en 2013 contre 852,5 milliards de francs CFA en 2018, soit une augmentation de 27,4%.

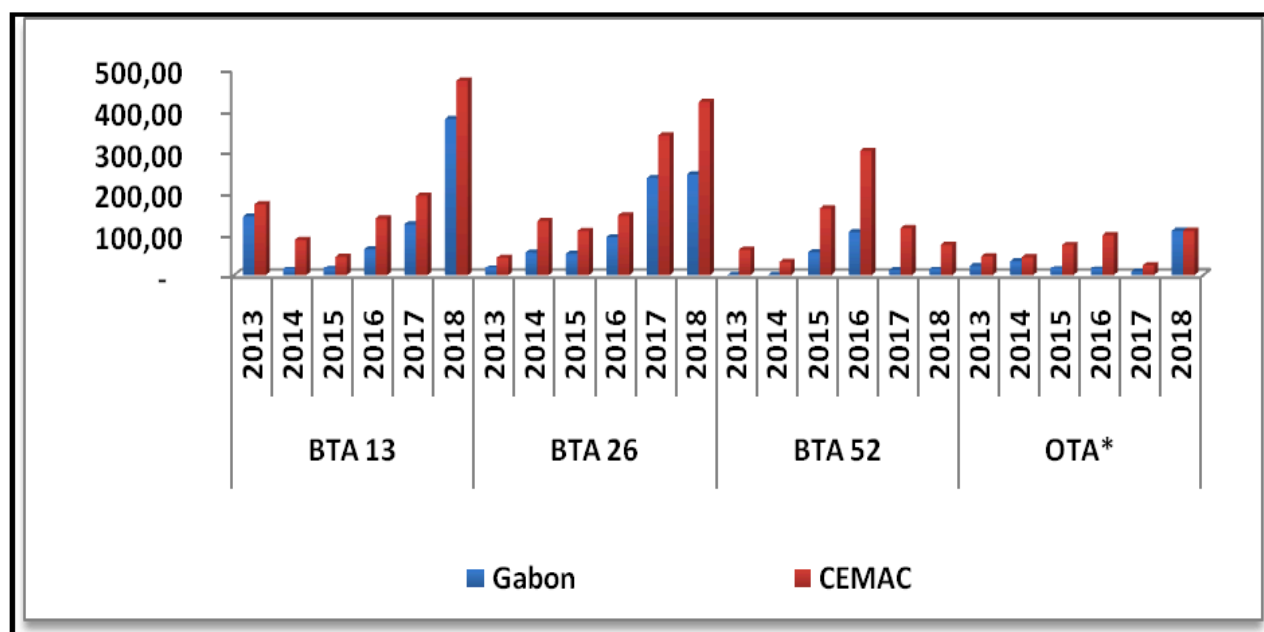
GRAPHIQUE N° 9 : VOLUME DES TITRES EMIS PAR LE GABON ET L'ENSEMBLE DES PAYS DE LA CEMAC DE 2013 A 2018 (EN MILLIARDS DE FRANCS CFA)



Le poids du Gabon sur le marché de la BEAC représente 74,5% du montant total des émissions en 2013 contre 52,5% en moyenne sur la période 2014-2018, soit une diminution de 22,0 points. Ce repli s'explique principalement par les interventions du Tchad, de la Centrafrique, du Congo et de la Guinée-Equatoriale sur le marché de la BEAC absents en 2013 et accessoirement par le faible niveau des mobilisations du Gabon en 2014, consécutivement à son excédent budgétaire. Toutefois, le Gabon demeure le plus grand émetteur du marché. En effet, à l'exception de l'année 2014 où il enregistre une baisse de ses émissions, la période 2015-2018 est marquée par une hausse constante de l'activité du Gabon sur ledit marché.

De 2013 à 2018, le Trésor gabonais a eu recours à six (6) instruments sous forme de BTA pour un montant global de 1659,4 milliards de francs CFA et d'OTA pour un montant total de 215,1 milliards de francs CFA. Concernant les Bons du Trésor Assimilables, les fonds levés ont été collectés pour 752,4 milliards de francs CFA en BTA 13 semaines, pour 713,4 milliards de francs CFA en BTA 26 semaines, et pour un montant de 193,6 milliards de francs CFA de BTA 52 semaines. S'agissant des Obligations du Trésor Assimilables, les ressources ont été mobilisées à hauteur de 117,1 milliards de francs CFA en OTA 2 ans, pour 88,0 milliards de francs CFA en OTA 3 ans et 10,0 milliards de francs CFA en OTA 5 ans. Pour ce qui est des BTA, ces instruments représentent 88,5% du montant total levé par le Gabon sur ce marché, soit 45,3% en BTA 13 semaines, 43,0% en BTA 26 semaines et 11,7% en BTA 52 semaines. Quant aux OTA, ils s'établissent à 54,4% pour les 2 ans, 40,9% pour les 3 ans et 4,7% pour les 5 ans, soit une part globale de 11,5%.

GRAPHIQUE N°10 : VOLUME DES TITRES EMIS PAR INSTRUMENTS PAR LE GABON ET L'ENSEMBLE DES PAYS DE LA CEMAC (EN MILLIARDS DE FRANCS CFA)



(*) : Les OTA prennent en compte les maturités de 2, 3 et 5 ans

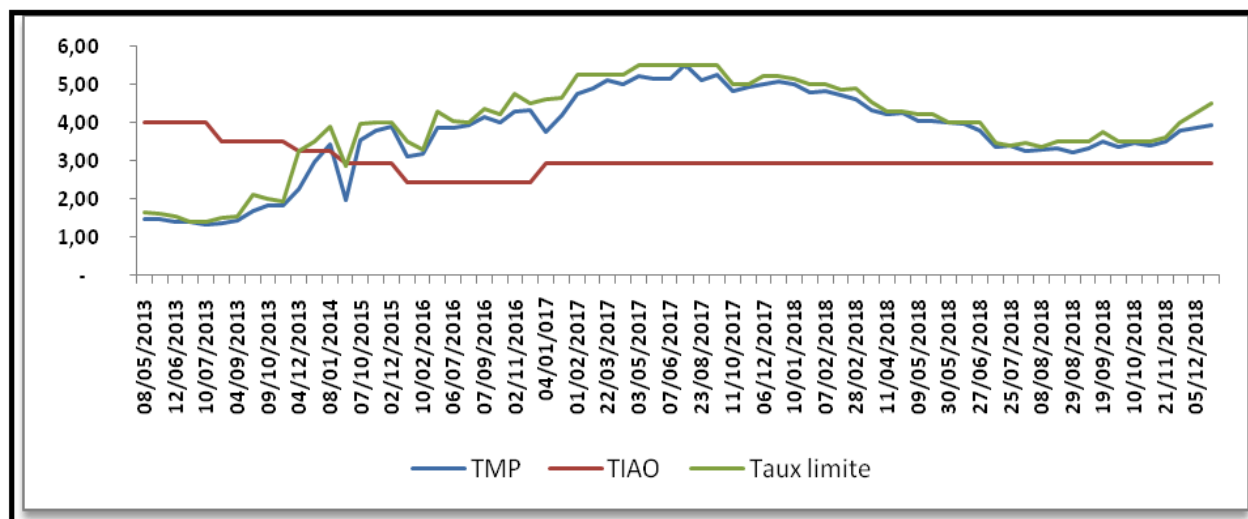
Sur la période allant de 2013 à 2018, l'activité de l'Etat gabonais sur le marché de la BEAC représente 60,0% du montant global des BTA, soit 27,2% pour les BTA 13 semaines, 25,8% pour les BTA 26 semaines et 7,0% pour les BTA 52 semaines. Sur le compartiment des OTA, le Gabon concentre 50,9% du montant global levé qui se résume en parts d'OTA à 2 ans, 3 ans et 5 ans pour respectivement 27,7%, 20,8% et 2,4%.

En somme, le volume des émissions du Gabon sur la période 2013-2018 s'élève à 1874,5 milliards de francs CFA avec un taux de croissance de 21,3% pour les BTA 13 semaines, 67,1% pour les BTA 26 semaines, -36,6% pour les BTA 52 semaines et 34,1% pour les OTA. De ce fait, les instruments à court terme demeurent prépondérants avec un pic observé en 2018 du fait de la dégradation de la signature du Gabon et de la crise financière. Toutefois, l'évolution des instruments à moyen terme reste relativement satisfaisante.

3. Les résultats des adjudications du Gabon sur le marché des titres publics

En 2013, le Gabon a enregistré un taux moyen pondéré (TMP) de 1,6 % sur les émissions de BTA à 13 semaines. Ce taux s'est établi respectivement à 3,7%, 3,7%, 3,8%, 4,6% et 3,9% sur la période 2014-2018, correspondant en moyenne à 3,9%, soit une augmentation de 232,0 points de base. Alors qu'en 2013, le TMP est inférieur de 210,0 points de base par rapport au Taux d'Intérêt des Appels d'Offres (TIAO) ou taux de référence de la BEAC, ce dernier est supérieur de 107,0 points de base par rapport au TIAO moyen de la période allant de 2014 à 2018, soit 2,9%. Cette tendance se justifie par l'accroissement du besoin de trésorerie de l'ensemble des pays et de l'arrêt complet des avances statutaires consenties aux Etats par la BEAC.

GRAPHIQUE N°11 : EVOLUTION DU TMP, DU TAUX LIMITE ET DU TIAO POUR LES BTA A 13 SEMAINES (EN POURCENTAGE)



De manière générale, le taux limite arrêté par le Trésor gabonais pour les BTA a augmenté sur la période d'étude. Pour ce qui est des émissions de BTA à 13 semaines, ce taux s'est établi à 3,8% en moyenne sur la période de 2013 à 2018.

S'agissant du taux moyen pondéré pour les BTA à 13 semaines, la tendance est haussière de façon générale. De 2013 à 2018, le taux moyen pondéré s'élève à 3,7% en moyenne alors que sur cette même période le taux directeur de la Banque Centrale diminue de 60 points de base.

TABLEAU N°14 : COMPARAISON DU TMP ET DU TAUX LIMITE DES BTA 13 SEMAINES DU GABON ET DE LA MOYENNE DES PAYS DE LA CEMAC DE 2013 A 2018 (EN POURCENTAGE)

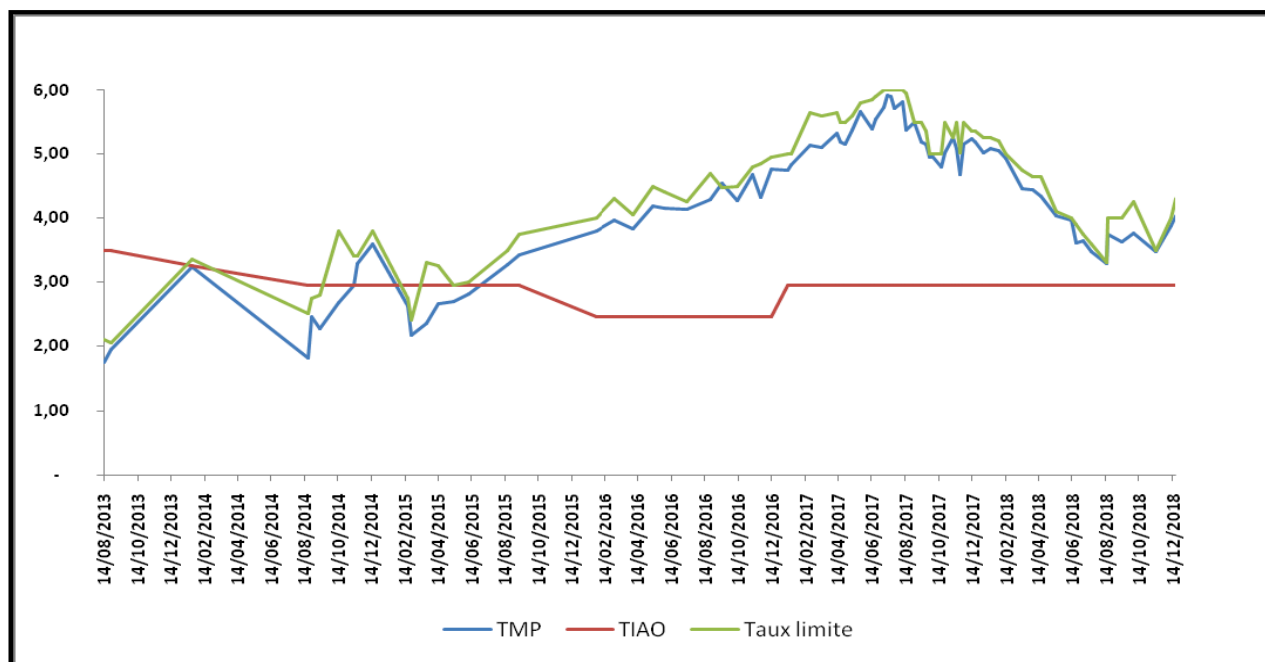
	2013		2014		2015		2016		2017		2018	
	Gabon	CEMAC	Gabon	CEMAC	Gabon	CEMAC	Gabon	CEMAC	Gabon	CEMAC	Gabon	CEMAC
TMP	1,63	1,65	3,07	2,54	3,74	2,83	3,84	3,33	4,61	4,34	3,86	3,70
Taux limite	1,85	1,93	3,65	2,66	3,98	3,05	4,13	3,76	5,23	4,62	4,02	3,85

Bien qu'à un niveau légèrement inférieur à celui de la CEMAC en 2013, soit 1,6% contre 1,7% pour ses émissions de BTA13 semaines, le TMP en moyenne du Gabon devient supérieur à celui de la CEMAC sur le reste de la période de l'ordre de 3,8% contre 3,4%.

Concernant le taux limite pour les émissions de BTA à 13 semaines du Gabon, il est inférieur à celui de la CEMAC en 2013 soit 1,9% contre 1,8%. En revanche, ce taux devient supérieur à celui de la CEMAC de 2014 à 2018 avec un taux limite moyen de 4,2% contre 3,6%.

Globalement, le taux moyen pondéré et le taux limite des BTA à 26 semaines émis par le Trésor gabonais ont enregistré une évolution à tendance haussière quasi identique sur la période revue.

GRAPHIQUE N°12 : EVOLUTION DU TMP, DU TAUX LIMITE ET DU TIAO POUR LES BTA A 26 SEMAINES (EN POURCENTAGE)



En ce qui concerne le taux moyen pondéré des BTA 26 semaines, il se situe à 2,6% en moyenne sur la période 2013 à mi-2015 contre 3,0% pour le TIAO sur la même période. Le TMP est donc en deçà du TIAO de 46 points de base sur ladite période. Sur la période allant de mi-2015 à 2018, le TMP passe à 4,6% en moyenne contre 2,9% pour le TIAO. Ce dernier est donc inférieur de 177 points de base par rapport au TMP sur la même période.

S'agissant du taux limite, il s'est établi à 3,0% en moyenne entre 2013 et mi- 2015 soit 6 points de base en dessous du taux de référence moyen de la BEAC qui se situe à 3,0%. A contrario, tout comme dans le cas du taux moyen pondéré, le taux limite moyen devient supérieur à celui du TIAO moyen et s'établissent respectivement à 4,9% et 2,9%, soit une augmentation de 200 points de base sur la période mi-2015-2018.

TABLEAU N°15 : COMPARAISON DU TMP ET DU TAUX LIMITE DES BTA A 26 SEMAINES DU GABON ET DE LA MOYENNE DES PAYS DE LA CEMAC DE 2013 A 2018 (EN POURCENTAGE)

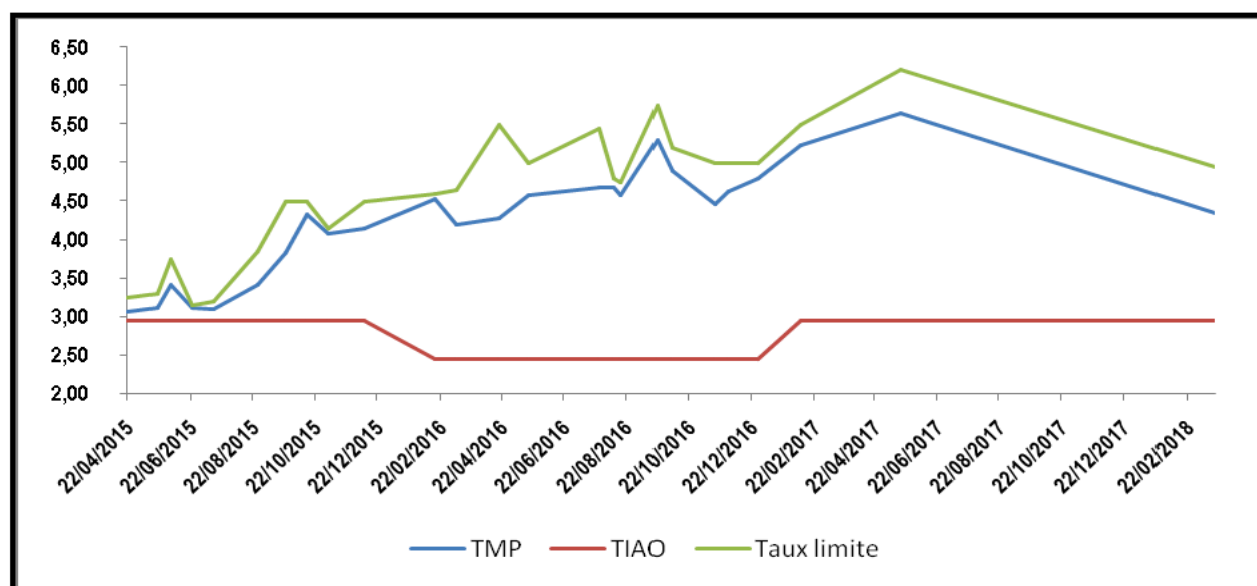
	2013		2014		2015		2016		2017		2018	
	Gabon	CEMAC	Gabon	CEMAC	Gabon	CEMAC	Gabon	CEMAC	Gabon	CEMAC	Gabon	CEMAC
TMP	1,84	2,07	2,69	2,16	2,75	2,67	4,27	3,86	5,24	4,90	4,04	3,83
Taux limite	2,08	2,63	3,19	2,41	3,14	3,90	4,51	4,06	5,51	5,15	4,23	4,31

Sur la période 2013–2018, le taux moyen pondéré des BTA à 26 semaines émis par le Gabon est supérieur à celui de la CEMAC dans l'ensemble, soit 3,5% contre 3,3%. Il est à noter que ce taux a été inférieur à celui de la moyenne de la CEMAC uniquement en 2013, avec 1,8% contre 2,1% avant de devenir supérieur sur le reste de la période d'étude.

De même que le TMP, le taux limite des émissions du Gabon sur le même instrument est inférieur à celui de la moyenne de la CEMAC seulement en 2013 où ils sont

respectivement de l'ordre de 2,1% et 2,6%. Ce taux devient supérieur à la moyenne de la CEMAC sur le reste de la période.

GRAPHIQUE N°13 : EVOLUTION DU TMP, DU TAUX LIMITE ET DU TIAO POUR LES BTA A 52 SEMAINES (EN POURCENTAGE)



Contrairement aux deux premières catégories d'instruments, l'émission des BTA à 52 semaines par le Trésor Public gabonais débute en 2015 avec un TMP de 3,6%. Ce taux croit ensuite de 2016 à 2017, passant respectivement à 4,6% et 5,4% puis s'établit à 4,4% en 2018, soit une augmentation de 79 points de base entre 2015 et 2018. Sur cette période, le TMP moyen est supérieur au TIAO avec 4,3% contre 2,7%, soit une différence de 160 points de base.

Pour ce qui est du taux limite moyen des BTA à 52 semaines, il s'établit respectivement à 3,8%, 5,1%, 5,8% et 5,0% sur la période de 2015 à 2018. Ce taux enregistre une moyenne de 4,6% contre 2,7% pour le taux de référence moyen de la BEAC, soit un gap de 190 points de base sur la période d'étude.

TABLEAU N°16 : COMPARAISON DU TMP ET DU TAUX LIMITE DES BTA A 52 SEMAINES DU GABON ET DE LA MOYENNE DES PAYS DE LA CEMAC DE 2013 A 2018 (EN POURCENTAGE)

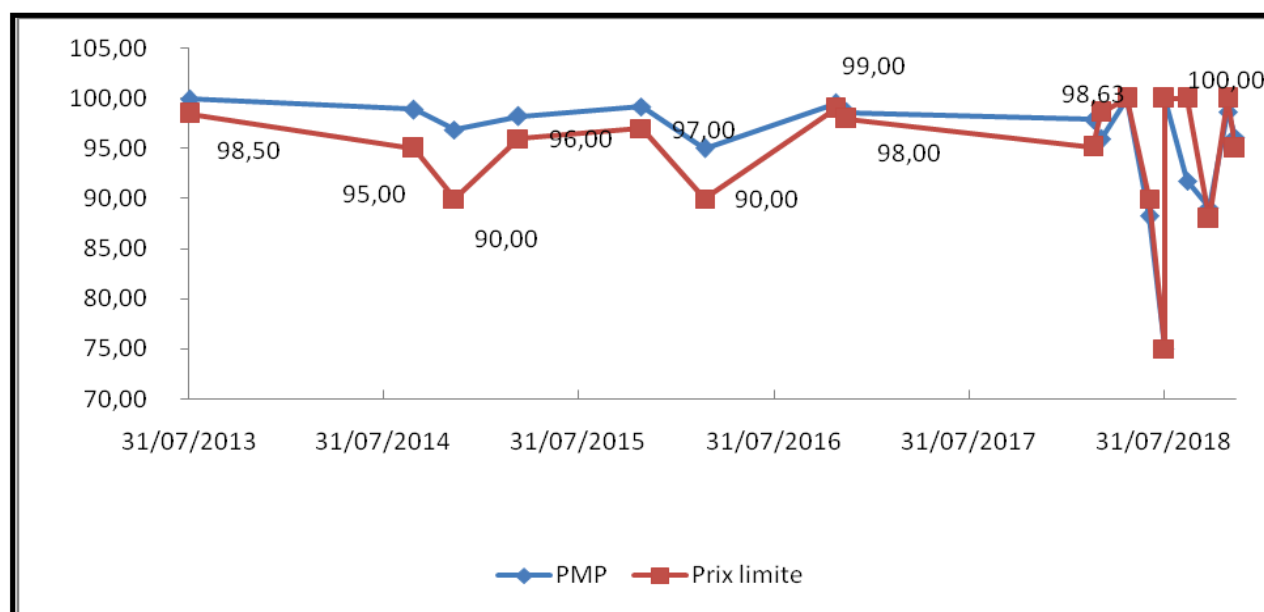
	2013		2014		2015		2016		2017		2018	
	Gabon	CEMAC	Gabon	CEMAC	Gabon	CEMAC	Gabon	CEMAC	Gabon	CEMAC	Gabon	CEMAC
TMP	-	-	-	-	3,56	3,1	4,68	3,97	5,47	5,99	4,35	6,97
Taux limite	-	-	-	-	3,81	3,31	5,14	4,39	5,91	6,12	4,95	5,54

Pour les BTA à 52 semaines, les TMP enregistrés par le Gabon sont supérieurs à ceux de la CEMAC de 2015 à 2016 respectivement de 3,6% et 4,7% contre 3,1% et 4,0%. En revanche, de 2017 à 2018, ce taux devient inférieur à celui de la CEMAC.

En 2015 et 2016, les taux limites des BTA à 52 semaines émis par le Trésor gabonais sont respectivement de 3,8% et 5,1%, supérieurs à ceux de la CEMAC qui s'établissent

respectivement à 3,3% et 4,4%. Par contre, en 2017 et 2018 ces taux deviennent inférieurs à ceux de la CEMAC et se situent respectivement à 5,9% et 5,0% contre 6,1% et 5,5%.

GRAPHIQUE N°14 : EVOLUTION DU PRIX MOYEN PONDERE ET DU PRIX LIMITE POUR LES OTA A 2, 3 ET 5 ANS (EN POURCENTAGE)



Sur la période de 2013 à 2015, seules les émissions des Obligations du Trésor Assimilables à maturité de 3 ans ont été enregistrées. Le Prix Moyen Pondéré (PMP) obtenu sur ces dernières s'est situé à 98,9% en moyenne sur ladite période. Le Prix limite des OTA à 3 ans s'est établi en moyenne à 96,1% sur la même période.

Au cours de la période 2016-2018, les émissions d'Obligations du Trésor Assimilables à maturité de 2, 3 et 5 ans ont été émises. Le PMP issue de cette période est de 99,1% en moyenne. Quant au prix limite moyen, il se chiffre à 95,9%, soit une différence de 320 points de base par rapport au prix moyen pondéré.

TABLEAU N°14 : COMPARAISON DU PRIX MOYEN PONDERE ET DU PRIX LIMITE DES OTA DU GABON AVEC LA MOYENNE DES PAYS DE LA CEMAC DE 2013 A 2018 (EN POURCENTAGE)

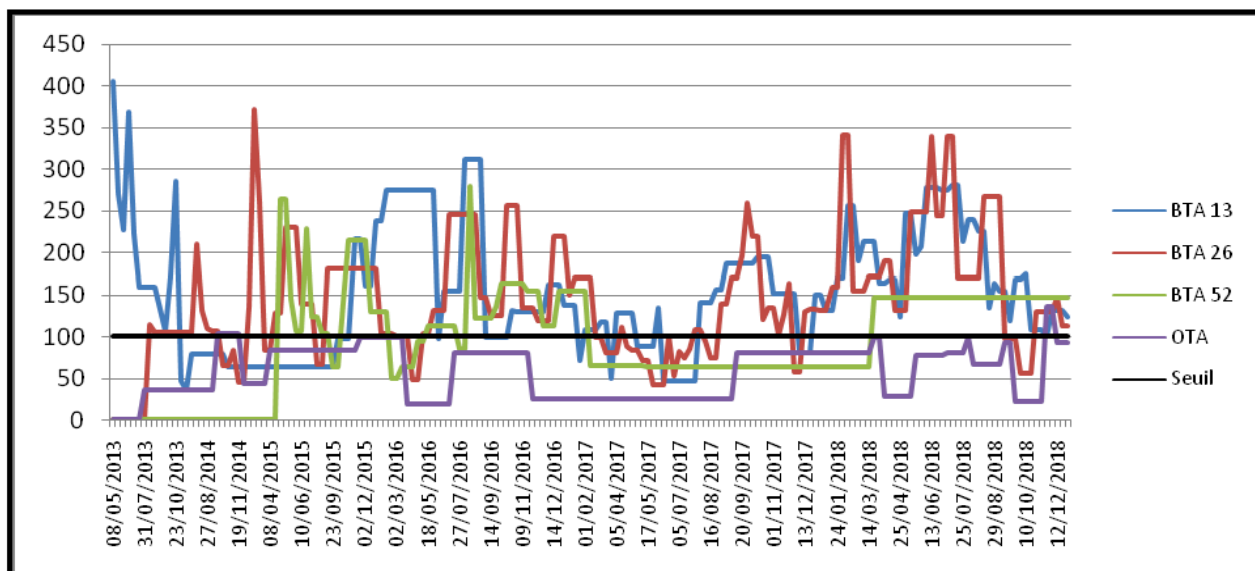
	2013		2014		2015		2016		2017		2018	
	Gabon	CEMAC	Gabon	CEMAC	Gabon	CEMAC	Gabon	CEMAC	Gabon	CEMAC	Gabon	CEMAC
PMP	99,92	99,95	98,31	104,4	98,51	95,97	98,6	98,78	99,38	99,86	99,37	99,37
Prix limite	98,5	98,76	93,51	100,62	96,29	94,03	97,67	98,71	95,0	98,85	95,0	95,0

Sur la période 2013-2018, les adjudications d'OTA émises par le Gabon ont un prix moyen pondéré inférieur à la moyenne de la CEMAC. Ces prix s'établissent respectivement à 99,0% contre 99,7% sur la ladite période.

Pour ce qui est du Prix limite des émissions d'OTA du Trésor gabonais, il est également inférieur à la moyenne de la CEMAC, se situant respectivement à 96,0% contre 97,7%, soit une différence de 170 points de base.

Globalement, de 2013 à 2018, le Gabon a obtenu de son réseau des SVT un montant à hauteur de 121,9% de celui demandé. Ce bon taux de couverture traduit la confiance que les investisseurs accordent aux titres émis par le Trésor public gabonais.

GRAPHIQUE N°15 : EVOLUTION DU TAUX DE COUVERTURE DES ADJUDICATIONS DES TITRES PUBLICS EMIS PAR LE GABON (EN POURCENTAGE)



De l'analyse de l'évolution du taux de couverture des adjudications des titres publics émis par le Trésor public gabonais, il en ressort un attrait important pour les BTA à 13 semaines et les BTA à 26 semaines de la part des investisseurs. En effet, les taux de couvertures moyens enregistrés sur ces deux catégories d'instruments sur la période 2013 à 2018, sont respectivement de 154,1% pour les BTA à 13 semaines et 141,3% pour les BTA à 26 semaines.

Pour ce qui est des BTA à 52 semaines, ils n'ont été émis que sur la période allant de 2015 à 2018 et affichent un taux de couverture moyen de 122,9%. Ce résultat indique un relatif enthousiasme sur ce type d'instruments de la part des investisseurs.

En ce qui concerne les OTA, contrairement aux autres types d'instruments, ces dernières présentent des résultats contrastés. En effet, sur la période de 2013 à 2015, les OTA à 3 ans ont été les instruments émis avec un taux de couverture moyen de 70,3%. Sur la période de 2015 à 2018, les types d'OTA émis sont ceux de 2, 3 et 5 ans et enregistrent un taux de couverture moyen de 75,2%. Ces résultats s'expliquent principalement par le caractère embryonnaire du marché, d'une part, et un intérêt prononcé des investisseurs pour les instruments de courtes maturités, d'autre part.

Par ailleurs, le Gabon et le Tchad sont les principaux émetteurs de ce type d'instruments dans la sous-région avec une parité quasi égale de vingt (20) émissions pour le Gabon et onze (11) pour le Tchad.

En général, le niveau relativement élevé du taux moyen pondéré des BTA sur la période d'étude peut être en partie imputable à un certain nombre de raisons parmi lesquelles l'assèchement de la liquidité sur le marché dû à l'intervention de nouveaux acteurs et la forte sollicitation par le Trésor public gabonais de son réseau de SVT en vue de faire face à ses besoins de financement croissants. De plus, l'organisation des Coupes d'Afrique des Nations, les difficultés relatives à l'exécution du budget 2013, l'organisation de l'élection présidentielle de 2016 y compris la crise financière liée à la baisse des cours du pétrole depuis 2015, ont contribué à amplifier le climat d'incertitude entraînant, par effet conjugué, la hausse du niveau du risque émetteur du Gabon.

Les résultats nuancés affichés par les adjudications des OTA tout au long de la période sous revue, s'expliquent par l'aversion des investisseurs vis-à-vis des placements de maturités longues et de la difficulté pour les SVT de replacer ces emprunts auprès de leur clientèle. A cela s'ajoute la pondération à 85% des engagements de l'Etat à partir 2017.

4. La répartition géographique des titres et de l'activité des SVT

Lors de son entrée sur le marché régional, en 2013, l'Etat gabonais a certifié onze (11) SVT. Ce nombre est passé à treize (13) en 2014, puis à seize (16) en 2018. L'ensemble du réseau des SVT du Gabon est donc composé de la Banque Internationale de l'Industrie et du Commerce au Gabon (BICIG), l'Union Gabonaise de Banque (UGB), BGFIBank Gabon, ECOBANK Gabon Afriland First Bank Cameroon, la Standard Chartered Bank Cameroon (SCBC), la Société Commerciale de Banque au Cameroun, l'Union Bank of Cameroon (UBC), United Bank for Africa Cameroun (UBA), ECOBANK Cameroun, Crédit du Congo (CDC), ECOBANK Centrafrique, Commercial Bank Centrafrique, Banque Populaire Morocco-Centrafricaine, BGFIBank Guinée Equatoriale et la CCEI BANK de la Guinée Equatoriale.

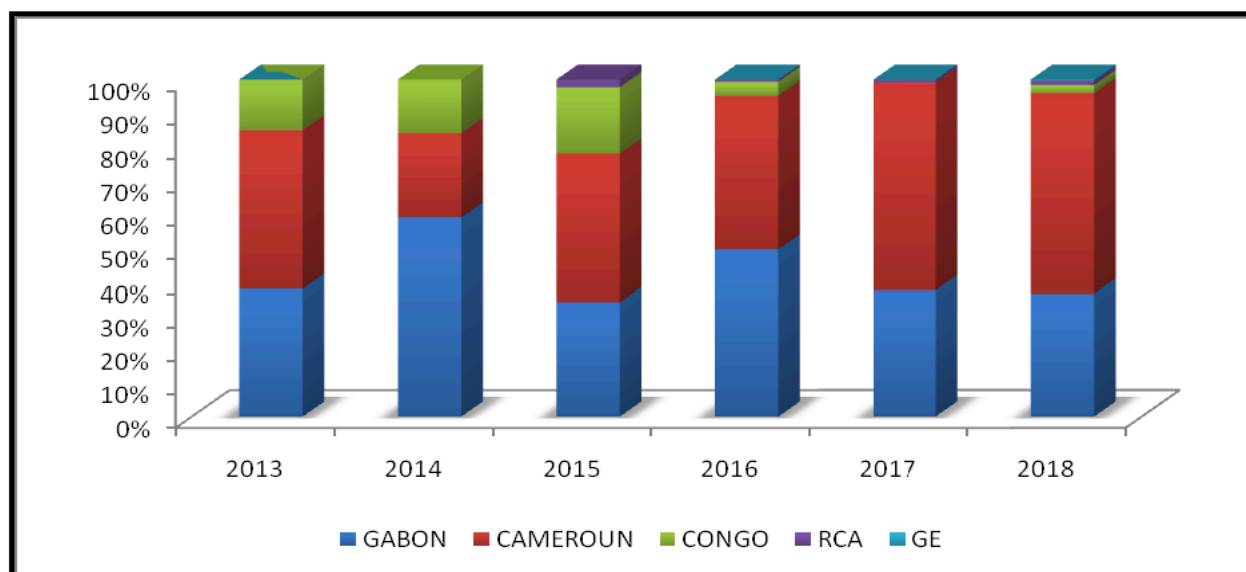
Cette extension du réseau de Spécialistes en Valeurs du Trésor du Gabon traduit l'intérêt que les investisseurs attachent au potentiel de développement de ce dernier. Le statut de SVT est, en effet, accordé à l'initiative de la banque tandis que le rôle des autorités gabonaises se résume à valider les candidatures et à suivre la participation de ces dernières à l'animation du marché.

Le réseau des SVT du Gabon se répartit comme suit : quatre (4) au Gabon, six (6) au Cameroun, un (1) au Congo, trois (3) en Centrafrique et deux (2) en Guinée Equatoriale. Cette répartition géographique des SVT traduit un bon niveau de représentation des partenaires du Trésor Public gabonais dans les pays de la CEMAC. En effet, à l'exception du Tchad, l'Etat gabonais dispose d'interlocuteurs financiers dans l'ensemble des pays de la sous-région.

Au cours de la période 2013-2018, un total de 1 890,9 milliards de francs CFA ont été levés par le Trésor gabonais. Ces fonds sont répartis géographiquement par pays de provenance du SVT. Ainsi, sur l'ensemble du montant total levé, 755,2 milliards de francs CFA proviennent des SVT gabonais, 1006,5 milliards de francs CFA sont détenus par les SVT du Cameroun, 107,5 milliards de francs CFA par les SVT du Congo, 19,1 milliards de francs

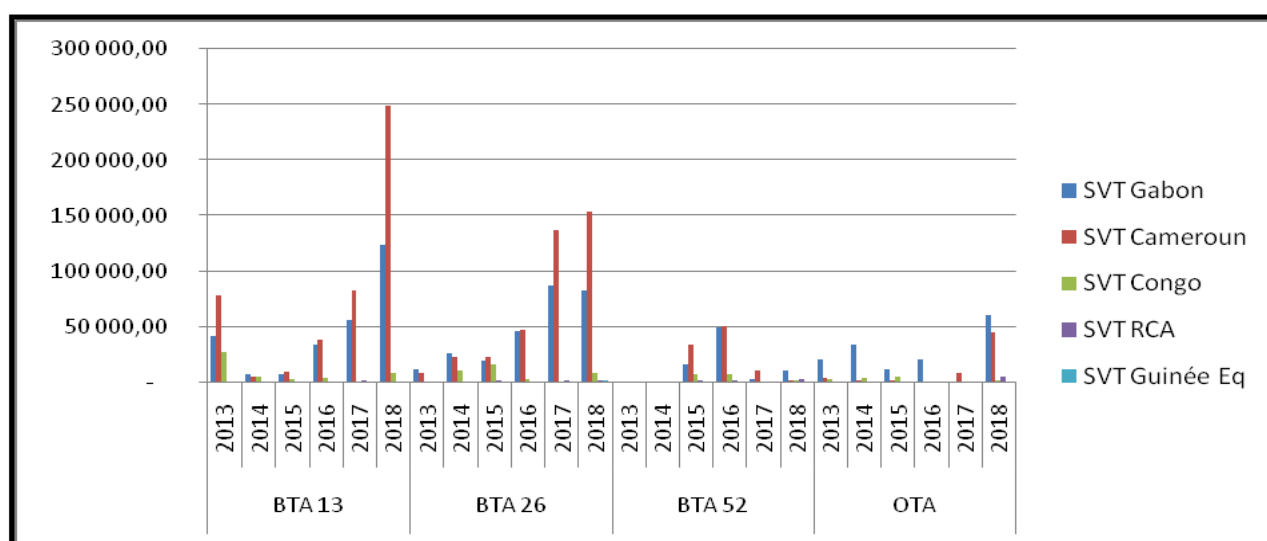
CFA par les SVT de Centrafrique et 2,5 milliards de francs CFA par les SVT de la Guinée Equatoriale.

GRAPHIQUE N°16 : REPARTITION GEOGRAPHIQUE DES TITRES EMIS PAR LE GABON (EN POURCENTAGE)



De manière globale, les souscripteurs situés au Cameroun se sont montrés plus actifs sur le marché des titres gabonais, avec 53,2% des titres collectés par le Trésor public gabonais auprès de ces derniers de 2013 à 2018. Les investisseurs installés au Gabon occupent la seconde place, avec 39,9% des titres émis par le Gabon. Ils sont suivis respectivement par les investisseurs du Congo, de la Centrafrique et de la Guinée Equatoriale, avec 5,7%; 1,0% et 0,1% des titres gabonais chacun sur la même période.

GRAPHIQUE N°17 : REPARTITION GEOGRAPHIQUE DES TITRES EMIS PAR LE GABON PAR INSTRUMENT (EN POURCENTAGE)



De 2013 à 2018, les Spécialistes en Valeurs du Trésor implantés au Gabon ont acquis 34,2% des BTA à 13 semaines, 38,4% des BTA à 26 semaines, 39,4% des BTA à 52 semaines

et 65,6% des OTA émis par le Trésor gabonais. En ce qui concerne les investisseurs camerounais, ils ont acheté 59,5% des BTA à 13 semaines émis par le Gabon, 55,5% des BTA à 26 semaines, 49,4% à 52 semaines et 27,1% des OTA. S'agissant des investisseurs congolais, ils ont obtenu 5,9% des BTA à 13 semaines, 5,1% des BTA à 26 semaines, 7,9% des BTA à 52 semaines et 5,0% des OTA émis par le Gabon. Quant aux investisseurs centrafricains, ils ont engrangé 0,3% des BTA à 13 semaines, 0,8% des BTA à 26 semaines, 3,4% des BTA à 52 semaines et 2,3% des OTA. Enfin, 0,1% des BTA à 13 semaines et 0,3% des BTA à 26 semaines ont été pris par la Guinée Equatoriale. Ces derniers n'ont enregistré aucune OTA sur la période.

De 2013 à 2018, les détenteurs de titres gabonais résidant au Cameroun enregistrent le meilleur taux lors des séances d'adjudication de titres gabonais, avec en leur possession 47,2% de titres en moyenne. Les souscripteurs installés au Gabon occupent le second rang, avec un portefeuille de titres émis par le trésor gabonais de l'ordre de 42,3% en moyenne sur la période. Les investisseurs implantés au Congo et ceux de Centrafrique viennent en troisième et quatrième position, avec respectivement 9,6% et 0,9% des titres gabonais. La Guinée Equatoriale occupe la dernière position avec 0,1% des titres gabonais.

Il convient de souligner que pour ce qui est des adjudications d'obligations assimilables du Trésor public gabonais, les souscripteurs résidant au Gabon se taillent la plus grande part avec 63,8% en moyenne sur la période 2013-2018, suivis respectivement de ceux du Cameroun et du Congo avec 27,9% et 7,6%. La République centrafricaine vient en quatrième position avec 0,8% en moyenne. La Guinée Equatoriale n'a souscrit à aucune obligation assimilable émanant du Trésor public gabonais.

En somme, après le repli observé sur la période 2013-2014, l'activité sur le marché de la BEAC s'est intensifiée au regard de la fréquence de ses émissions et des montants mobilisés au cours de ses dernières années. Cette situation s'explique d'une part, par le souci des Etats membres de la CEMAC de développer le marché financier local d'autre part, par la crise économique et financière, qui a entraîné la baisse drastique des recettes publiques. Le Gabon devient le principal acteur sur le marché financier régional avec un volume annuel d'émissions qui a quasiment quadruplé passant de 189,5 milliards de francs CFA en 2013 à 754,7 en 2018. Le volume des BTA est ainsi passé de 164,0 milliards de francs CFA, en 2013 à 644,0 milliards de francs CFA en 2018. Celui des OTA, pour les mêmes années est passé de 25,5 milliards de francs CFA à 110,3 milliards de francs CFA.

En dépit du redressement attendu dans la zone CEMAC, cette tendance devrait se poursuivre et serait soutenue par les perspectives qu'offre l'adoption de la réglementation sur les organismes de placement collectifs des valeurs mobilières (OPCVM), mais également par les réflexions en cours sur une réglementation adéquate facilitant une meilleure intervention des fonds de pensions et des compagnies d'assurance sur le marché financier régional.

Par ailleurs, la mise en œuvre des décisions fortes prises par les chefs d'Etat en 2017 portant sur la fusion des bourses et des régulateurs devraient permettre au marché de

bénéficier d'une meilleure fluidité dans la circulation des capitaux et de profiter du dynamisme interne du marché financier camerounais.

ANNEXES

TABLEAU N°18 : DECAISSEMENTS SUR PRETS PROJETS ET PRETS PROGRAMMES EN 2018

En Milliards de Francs CFA

	Montant
Tirages Prêts Projets	174,1
Route Port-Gentil Ombooué	100,1
Appui au Secteur Santé	0,3
Réhabilitation du Transgabonais	4,8
Employabilité des jeunes	0,3
Construction de salles de classe	0,7
Construction du stade OBO	2,7
Programme développement des infrastructures locales	10,0
Fibre optique régionale	8,7
Projet appui Employabilité des jeunes	4,6
Renforcement des capacités des services ruraux	4,7
Construction 3 centres de formation professionnelle	15,1
Dorsale de Communication Phase II	3,0
Promotion de l'Investissement et de la Compétitivité	3,6
E- GABON	1,4
Elargissement de la Route PK5-PK12	14,0
Tirages Prêts Programmes	321,2
Total décaissements extérieurs	495,3

TABLEAU N°19 : DECAISSEMENTS SUR PRETS PROJETS EN 2018

En Milliards de Francs CFA

	Montant
Infrastructures	159,2
Autres	15,0
Total Décaissements sur Prêts Projets	174,1

TABLEAU N°20 : SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE PAR CATEGORIES DE DETTE DE 2013 A 2017

En Milliards de Francs CFA

	2013	2014	2015	2016	2017
Dette Extérieure	614,5	279,2	349,2	376,3	448,8
<i>Principale</i>	484,2	185,3	227,4	244,1	308,7
<i>Intérêts</i>	130,3	93,9	121,8	132,2	140,2
Dette Bilatérale	28,6	38,3	50,4	71,8	62,1
<i>Principale</i>	17,2	23,8	36,6	49,3	43,9
<i>Intérêts</i>	11,4	14,5	13,9	22,5	18,3
<i>dont Club de Paris</i>	9,1	9,9	9,7	9,7	10,3
<i>Principale</i>	7,4	8,4	8,5	8,5	9,5
<i>Intérêts</i>	1,8	1,5	1,2	1,2	0,8
Dette Multilatérale	31,6	33,4	37,6	35,7	44,6
<i>Principale</i>	26,2	26,5	29,0	26,7	34,0
<i>Intérêts</i>	5,4	6,9	8,6	8,9	10,6
Dette Commerciale	141,9	150,3	160,4	180,9	143,0
<i>Principale</i>	122,1	135,0	139,0	168,1	119,5
<i>Intérêts</i>	19,7	15,2	21,3	12,8	23,5
Marché Financier International	412,4	57,4	100,9	87,9	199,2
<i>Principale</i>	318,7	0,0	22,9	0,0	111,4
<i>Intérêts</i>	93,7	57,4	78,0	87,9	87,8
Dette Intérieure	43,0	107,0	156,5	173,5	291,4
<i>Principale</i>	42,0	105,2	133,9	154,6	249,2
<i>Intérêts</i>	1,1	1,9	22,6	18,9	42,2
Bancaire	7,8	46,9	81,0	42,4	66,3
<i>Principale</i>	7,8	46,9	63,8	32,9	41,7
<i>Intérêts</i>	0,0	0,0	17,2	9,5	24,6
Divers	5,8	13,4	18,9	18,6	9,7
<i>Principale</i>	5,8	13,4	18,9	18,6	9,7
<i>Intérêts</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Moratoires	15,1	45,6	53,5	77,9	134,5
<i>Principale</i>	14,8	44,9	51,2	77,6	134,5
<i>Intérêts</i>	0,3	0,7	2,3	0,2	0,0
Marché Financier Régional	14,3	1,1	3,1	34,7	80,9
<i>Principale</i>	13,6	0,0	0,0	25,5	63,3
<i>Intérêts</i>	0,8	1,1	3,1	9,2	17,6
Total Service de la Dette Publique	657,5	386,3	505,7	549,8	740,2
<i>Principale</i>	526,1	290,5	361,3	398,7	557,9
<i>Intérêts</i>	131,4	95,8	144,4	151,1	182,4

TABLEAU N°21 : SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE PAR CLASSE DE DETTE DE 2013 A 2018

En Milliards de Francs CFA

	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Dettes Extérieures	614,5	279,2	349,2	376,3	448,8	308,6
<i>Principal</i>	<i>484,2</i>	<i>185,3</i>	<i>227,4</i>	<i>244,1</i>	<i>308,7</i>	<i>175,0</i>
<i>Intérêts</i>	<i>130,3</i>	<i>93,9</i>	<i>121,8</i>	<i>132,2</i>	<i>140,2</i>	<i>133,6</i>
Dettes Non Précédemment Rééchelonné (NPRD)	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0
<i>Principal</i>	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0
<i>Intérêts</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dettes Rééchelonnées Club de Paris (CP)	9,1	9,9	9,7	10,0	10,3	10,0
<i>Principal</i>	7,4	8,4	8,5	9,0	9,5	9,5
<i>Intérêts</i>	1,8	1,5	1,2	1,0	0,8	0,5
Club de Paris 5 (CP5)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Principal</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Intérêts</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Club de Paris 6 (CP6)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Principal</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Intérêts</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Club de Paris 7 (CP7)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Principal</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Intérêts</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Club de Paris 8 (CP8)	9,1	9,1	9,7	10,0	10,3	10,0
<i>Principal</i>	7,4	8,4	8,5	9,0	9,5	9,5
<i>Intérêts</i>	1,8	1,5	1,2	1,0	0,8	0,5
Dettes Post Date Butoir (PCOD)	103,2	102,1	119,0	144,8	107,2	95,8
<i>Principal</i>	86,2	86,0	100,3	131,4	86,3	76,0
<i>Intérêts</i>	17,1	16,2	18,6	13,5	20,9	19,8
Dettes Divers (Divers)	41,2	54,8	54,2	43,6	44,8	18,1
<i>Principal</i>	38,4	54,7	54,2	43,6	44,7	18,0
<i>Intérêts</i>	2,9	0,1	0,0	0,0	0,2	0,1
Dettes Autres Bilatérales	16,7	21,7	27,8	54,3	42,8	50,6
<i>Principal</i>	7,3	9,7	12,4	33,4	22,9	32,5
<i>Intérêts</i>	9,4	12,0	15,4	20,9	19,9	18,1
Dettes Multilatérales	31,6	33,4	37,6	35,7	44,6	53,4
<i>Principal</i>	26,2	26,5	29,0	26,7	34,0	39,0
<i>Intérêts</i>	5,4	6,9	8,6	8,9	10,6	14,5
Emprunt Obligataire USD	412,4	57,4	100,9	87,9	199,2	80,7
<i>Principal</i>	318,7	0,0	22,9	0,0	111,4	0,0
<i>Intérêts</i>	93,7	57,4	78,0	87,9	87,8	80,7
Dettes Intérieures	43,0	107,0	156,5	173,5	291,4	292,6
<i>Principal</i>	<i>42,0</i>	<i>105,2</i>	<i>133,9</i>	<i>154,6</i>	<i>249,2</i>	<i>219,6</i>
<i>Intérêts</i>	<i>1,1</i>	<i>1,9</i>	<i>22,6</i>	<i>18,9</i>	<i>42,2</i>	<i>73,0</i>
Bancaire	7,8	46,9	81,0	42,4	66,3	86,2
<i>Principal</i>	7,8	46,9	63,8	32,9	41,7	52,9
<i>Intérêts</i>	0,0	0,0	17,2	9,5	24,6	33,3
Divers	5,8	13,4	18,9	18,6	9,7	2,7
<i>Principal</i>	5,8	13,4	18,9	18,6	9,7	2,7
<i>Intérêts</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Moratoires	15,1	45,6	53,5	77,9	134,5	91,8
<i>Principal</i>	14,8	44,9	51,2	77,6	134,5	76,3
<i>Intérêts</i>	0,3	0,7	2,3	0,2	0,0	15,5
Emprunt Obligataire XAF	14,3	1,1	3,1	34,7	80,9	111,9
<i>Principal</i>	13,6	0,0	0,0	25,5	63,3	87,7
<i>Intérêts</i>	0,8	1,1	3,1	9,2	17,6	24,2
Total Service de la Dette Publique	657,5	386,3	505,7	549,8	740,3	601,2
<i>Principal</i>	<i>526,1</i>	<i>290,5</i>	<i>361,3</i>	<i>398,7</i>	<i>557,9</i>	<i>394,6</i>
<i>Intérêts</i>	<i>131,4</i>	<i>95,8</i>	<i>144,4</i>	<i>151,1</i>	<i>182,4</i>	<i>206,6</i>

TABLEAU N°22 : SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE PAR MONNAIES EN 2018

En Millions de Devises

	Principal	Intérêts	Total
Euros	173,1	37,4	210,5
Dollars US	58,3	169,5	227,8
JPY	134,7	1,6	136,3
IDI	1,5	0,9	2,4
CNY	114,9	46,7	161,6
DTS	0,3	0,0	0,3
GBP	0,0	0,0	0,0
KWD	0,2	0,0	0,2
CHF	0,0	0,0	0,0
XAF	235 312,9	80 108,3	315 421,3

TABLEAU N°23 : SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE PAR MONNAIES EN 2018

En Milliards de Francs CFA

	Principal	Intérêts	Total
Euros	113,5	24,5	138,0
Dollars US	33,3	97,0	130,3
JPY	0,7	0,0	0,7
CNY	10,0	4,2	14,2
IDI	1,2	0,7	1,8
CHF	0,0	0,0	0,0
DTS	0,2	0,0	0,2
KWD	0,4	0,0	0,4
XAF	235,3	80,1	315,4
Total Service de la Dette Publique	394,6	206,6	601,2

TABLEAU N°24 : SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE EXTERIEURE PAR PAYS ET TYPES DE PRÊT EN 2018

En Milliards de F.CFA

	Principal	Intérêts	Total
France	39,0	9,1	48,1
<i>Prêts gouvernementaux</i>	14,9	4,9	19,8
<i>Prêts commerciaux</i>	24,1	4,2	28,3
Allemagne	5,8	0,4	6,2
<i>Prêts gouvernementaux</i>	5,5	0,4	5,9
<i>Prêts commerciaux</i>	0,3	0,0	0,3
Etats-Unis	1,3	0,0	1,3
<i>Prêts gouvernementaux</i>	1,3	0,0	1,3
<i>Prêts commerciaux</i>	0,0	0,0	0,0
Royaume Uni	0,2	0,0	0,2
<i>Prêts gouvernementaux</i>	0,0	0,0	0,0
<i>Prêts commerciaux</i>	0,2	0,0	0,2
Chine	31,9	18,0	49,9
<i>Prêts gouvernementaux</i>	24,1	13,1	37,2
<i>Prêts commerciaux</i>	7,8	4,9	12,7
Espagne	15,4	2,8	18,2
<i>Prêts gouvernementaux</i>	0,0	0,0	0,0
<i>Prêts commerciaux</i>	15,4	2,8	18,1
Belgique	0,1	1,8	1,9
<i>Prêts gouvernementaux</i>	0,1	0,0	0,1
<i>Prêts commerciaux</i>	0,0	1,8	1,8
Suisse	12,9	0,0	12,9
<i>Prêts gouvernementaux</i>	0,0	0,0	0,0
<i>Prêts commerciaux</i>	12,9	0,0	12,9
Autriche	12,5	2,1	14,6
<i>Prêts gouvernementaux</i>	0,0	0,0	0,0
<i>Prêts commerciaux</i>	12,5	2,1	14,6
Israël	14,3	4,1	18,4
<i>Prêts gouvernementaux</i>	0,0	0,0	0,0
<i>Prêts commerciaux</i>	14,3	4,1	18,4
Autres Pays	2,6	0,0	2,6
<i>Prêts gouvernementaux</i>	1,8	0,0	1,8
<i>Prêts commerciaux</i>	0,8	0,0	0,8
Emprunt Obligataire USD	0,0	80,7	80,7
Organismes multilatéraux	39,0	14,5	53,4
Total Service de la Dette Extérieure	175,0	133,6	308,6
<i>Prêts gouvernementaux</i>	47,7	18,5	66,2
<i>Prêts commerciaux</i>	88,3	19,9	108,3
<i>Emprunt Obligataire USD</i>	0,0	80,7	80,7
<i>Organismes multilatéraux</i>	39,0	14,5	53,4

TABLEAU N°25 : SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE PAR MONNAIES EN 2018

En Millions

Monnaies	Imputations	Devises	Equivalent XAF
Euros	Principal	173,1	113 517,0
	Intérêt	37,4	24 531,1
	Total	210,5	138 048,1
Dollars US	Principal	58,3	33 269,3
	Intérêt	169,5	97 016,0
	Total	227,8	130 285,4
JPY	Principal	134,7	679,0
	Intérêt	1,6	8,1
	Total	136,3	687,1
IDI	Principal	1,5	1 156,6
	Intérêt	0,9	681,2
	Total	2,4	1 837,8
CNY	Principal	114,9	9 996,1
	Intérêt	46,7	4 200,8
	Total	161,6	14 196,9
DTS	Principal	0,3	216,5
	Intérêt	0,0	16,1
	Total	0,3	232,6
KWD	Principal	0,2	415,9
	Intérêt	0,0	28,8
	Total	0,2	444,8
CHF	Principal	0,0	0,4
	Intérêt	0,0	0,1
	Total	0,0	0,5
XAF	Principal	235 312,9	235 312,9
	Intérêt	80 108,3	80 108,3
	Total	315 421,3	315 421,3

TABLEAU N°26 : SERVICE PAR CATEGORIES DE L'ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE A FIN 2018

En Milliards de Francs CFA

		2019	2020	2021	2022	2023	2024
Dettes Extérieures	Principal	408,2	173,2	161,5	454,0	475,0	453,7
	Intérêts	142,7	134,6	130,2	124,2	99,3	76,0
	Total	550,9	307,8	291,6	578,2	574,3	529,7
Dettes Bilatérales	Principal	46,3	47,6	63,9	64,2	67,5	65,2
	Intérêts	16,7	15,8	14,8	13,3	12,0	10,6
	Total	63,0	63,4	78,7	77,5	79,5	75,7
Dettes Multilatérales	Principal	199,6	41,9	41,2	50,5	84,7	81,1
	Intérêts	26,5	24,8	23,3	20,7	18,7	16,3
	Total	226,0	66,7	64,5	71,2	103,4	97,4
Dettes Commerciales	Principal	162,3	83,7	56,4	52,8	36,2	28,9
	Intérêts	16,4	10,6	8,9	7,0	4,0	2,8
	Total	178,7	94,3	65,3	59,8	40,2	31,7
Marché Financier International	Principal	0,0	0,0	0,0	286,5	286,5	278,5
	Intérêts	83,1	83,4	83,2	83,2	64,7	46,3
	Total	83,1	83,4	83,2	369,7	351,2	324,8
Dettes Intérieures	Principal	253,9	282,9	202,4	164,9	119,9	45,3
	Intérêts	62,7	47,8	30,8	19,5	12,9	8,1
	Total	316,6	330,8	233,2	184,4	132,8	53,4
<i>Total Service sur Encours</i>	<i>Principal</i>	<i>662,0</i>	<i>456,2</i>	<i>363,9</i>	<i>618,9</i>	<i>594,9</i>	<i>499,0</i>
	<i>Intérêts</i>	<i>205,4</i>	<i>182,4</i>	<i>160,9</i>	<i>143,7</i>	<i>112,2</i>	<i>84,1</i>
	<i>Total</i>	<i>867,5</i>	<i>638,6</i>	<i>524,8</i>	<i>762,6</i>	<i>707,1</i>	<i>583,1</i>

TABLEAU N°27 : SERVICE PAR MONNAIES DE L'ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE A FIN 2018

En Milliards de F.CFA

		2019	2020	2021	2022	2023	2024
EUR	Principal	296,2	96,4	66,8	92,6	89,3	78,0
	Intérêts	19,3	12,2	10,6	9,3	7,4	6,3
	Total	315,5	108,6	77,4	101,9	96,7	84,4
USD	Principal	12,3	27,2	55,8	290,9	332,9	302,2
	Intérêts	118,1	116,1	111,4	106,2	85,3	62,0
	Total	130,3	143,3	167,2	397,1	418,2	364,2
IDI	Principal	14,2	14,2	14,2	11,7	10,3	9,2
	Intérêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Total	14,2	14,2	14,2	11,7	10,3	9,2
JPY	Principal	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Intérêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Total	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
CHF	Principal	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Intérêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Total	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
CNY	Principal	14,4	14,3	18,4	17,7	17,7	16,6
	Intérêts	4,0	3,8	3,5	3,2	2,8	2,5
	Total	18,5	18,1	21,9	20,9	20,6	19,1
SDR	Principal	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
	Intérêts	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
	Total	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
XAF	Principal	324,3	303,9	208,5	205,8	144,6	92,7
	Intérêts	64,0	50,3	35,4	24,9	16,6	13,2
	Total	388,3	354,2	243,9	230,8	161,2	105,9
Total	Principal	662,0	456,2	363,9	618,9	594,9	499,0
	Intérêts	205,4	182,4	160,9	143,7	112,2	84,1
	Total	867,5	638,6	524,8	762,6	707,1	583,1

TABLEAU N°28 : SERVICE PAR MONNAIES DE L'ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE A FIN 2018

En Millions de Devises

		2019	2020	2021	2022	2023	2024
EUR	Principal	451,6	147,0	101,9	141,1	136,1	119,0
	Intérêts	29,4	18,7	16,1	14,2	11,3	9,6
	Total	480,9	165,6	118,0	155,4	147,4	128,6
USD	Principal	78,9	60,1	75,4	575,1	568,7	550,3
	Intérêts	160,9	160,0	158,8	157,2	123,9	90,5
	Total	239,8	220,1	234,2	732,3	692,6	640,8
IDI	Principal	19,1	19,1	19,1	15,7	13,9	12,4
	Intérêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Total	19,1	19,1	19,1	15,7	13,9	12,4
JPY	Principal	81,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Intérêts	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Total	82,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
CHF	Principal	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Intérêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Total	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
CNY	Principal	173,3	171,9	220,8	212,7	212,7	199,2
	Intérêts	48,2	45,2	42,2	38,1	34,2	30,3
	Total	221,5	217,1	263,0	250,8	246,9	229,4
SDR	Principal	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
	Intérêts	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0
	Total	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
XAF	Principal	324 264,1	303 865,3	208 467,0	205 803,0	144 569,9	92 711,9
	Intérêts	64 046,9	50 285,6	35 398,1	24 949,8	16 614,0	13 221,8
	Total	388 311,1	354 150,9	243 865,1	230 752,7	161 183,9	105 933,8

TABLEAU N°29 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR CATEGORIE DE DETTE DE 2013 A 2017

En Milliards de Francs CFA

	2013	2014	2015	2016	2017
Dette Extérieure	2 039,0	2 454,1	2 884,2	3 107,0	3 355,8
Dette Bilatérale	461,8	573,3	695,9	742,8	678,9
<i>dont Club de Paris</i>	47,4	40,2	32,8	24,3	14,7
Dette Multilatérale	262,1	350,8	383,3	376,8	913,5
Dette Commerciale	496,4	602,7	496,3	641,4	566,5
Marché Financier International	818,7	927,2	1 308,7	1 346,0	1 196,9
Dette Intérieure	244,2	176,9	281,2	986,1	1 451,9
Dette Bancaire	76,4	44,5	0,0	358,2	826,4
Dette Diverse	14,5	13,4	41,3	20,0	14,0
Dette Moratoire	83,8	56,4	75,3	313,4	240,9
Marché Financier Régional	69,5	62,6	164,7	294,4	370,6
Total Dette Publique	2 283,2	2 631,0	3 165,4	4 093,1	4 807,6

TABLEAU N°30 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR CLASSES DE PRÊT A FIN 2018

En Milliards de Francs CFA

	Montant
Dette Extérieure	3 744,0
Dette Non Précédemment Rééchelonné (NPRD)	0,0
Dette Rééchelonnée Club de Paris (CP)	5,2
<i>Club de Paris 8 (CP8)</i>	5,2
Dette Post Date Butoir (PCOD)	521,5
Dette Divers (Divers)	160,8
Dette Autres Bilatéraux	588,6
Dette Multilatérale	1 215,2
Marché Financier International	1 252,8
Dette Intérieure	1 513,6
Bancaire	772,4
Divers	7,0
Moratoires	340,6
Marché Financier Régional	393,6
Dette Totale	5 257,6

TABLEAU N° 31 : ENCOURS DE LA DETTE EXTERIEURE PAR PAYS ET TYPES DE PRÊT DE 2013 A 2018

En Milliards de Francs CFA

	2013	2014	2015	2016	2017	2018
France	207,3	224,9	241,0	276,6	316,4	328,3
Prêts gouvernementaux	87,5	110,4	136,8	134,6	168,3	208,7
Prêts commerciaux	119,8	114,6	104,2	142,0	148,1	119,6
Allemagne	36,0	25,9	20,8	15,5	9,5	2,8
Prêts gouvernementaux	27,8	23,2	18,5	13,5	8,3	2,8
Prêts commerciaux	8,2	2,7	2,3	1,9	1,2	0,0
Etats-Unis	18,6	17,6	20,0	14,4	1,6	6,7
Prêts gouvernementaux	5,3	4,6	7,7	2,9	1,6	0,6
Prêts commerciaux	13,3	13,1	12,3	11,5	0,0	6,2
Grande Bretagne	52,8	93,4	53,3	48,1	38,5	0,0
Prêts gouvernementaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prêts commerciaux	52,8	93,4	53,3	48,1	38,5	0,0
Chine	331,6	426,1	524,7	659,5	581,2	676,3
Prêts gouvernementaux	328,8	423,7	521,9	582,0	494,4	587,8
Prêts commerciaux	2,8	2,4	2,8	77,5	86,9	88,5
Espagne	123,1	115,0	80,2	98,0	79,3	54,5
Prêts gouvernementaux	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0
Prêts commerciaux	122,9	114,9	80,0	97,9	79,2	54,5
Belgique	58,6	49,4	31,0	23,0	12,6	2,1
Prêts gouvernementaux	0,7	0,6	0,4	0,2	0,1	0,0
Prêts commerciaux	58,0	48,8	30,5	22,8	12,5	2,1
Canada	5,6	5,8	5,8	5,3	4,0	3,5
Prêts gouvernementaux	5,6	5,8	5,8	5,3	4,0	3,5
Prêts commerciaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autriche	68,6	111,5	128,0	131,2	107,5	94,9
Prêts gouvernementaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prêts commerciaux	68,6	111,5	128,0	131,2	107,5	94,9
Suisse	0,0	32,8	32,8	32,8	21,8	0,0
Prêts gouvernementaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prêts commerciaux	0,0	32,8	32,8	32,8	21,8	0,0
Israël	48,5	43,7	37,7	55,6	63,7	52,4
Prêts gouvernementaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prêts commerciaux	48,5	43,7	37,7	55,6	63,7	52,4
Autres Pays	7,4	29,8	16,9	4,8	9,4	55,6
Prêts gouvernementaux	6,0	4,9	4,7	4,2	2,2	1,2
Prêts commerciaux	1,4	25,0	12,2	0,6	7,2	53,3
Marché Financier International	818,7	927,2	1 308,7	1 346,0	1 196,9	1 252,8
Organismes multilatéraux	262,1	350,8	383,3	376,8	913,5	1 215,2
Total Dette Extérieure	2 039,0	2 454,1	2 884,2	3 107,0	3 355,8	3 744,0
Prêts gouvernementaux	461,8	573,3	695,9	742,8	678,9	804,6
Prêts commerciaux	496,4	602,7	496,3	641,4	566,5	471,4
Marché Financier International	818,7	927,2	1 308,7	1 346,0	1 196,9	1 252,8
Organismes multilatéraux	262,1	350,8	383,3	376,8	913,5	1 215,2

TABLEAU N° 32 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR TYPE DE TAUX D'INTERET A FIN 2018

En Milliards de Francs CFA

Fixe	3839,3
Variable	1 418,2
<i>Euribor-3 mois</i>	253,7
<i>Euribor-6 mois</i>	774,6
<i>Libor 3 mois</i>	328,5
<i>Libor 6 mois</i>	48,7
<i>TEC 10</i>	0,8
<i>Autres</i>	12,0
Total Encours de la Dette Publique	5 257,6

TABLEAU N° 33 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR NIVEAU DE TAUX D'INTERET A FIN 2018

En Milliards de Francs CFA

	Montant
0%	248,4
0,0 à 3%	2 066,5
3,0 à 6%	1 048,3
6,0 à 10%	1 894,4
Total Encours de la Dette Publique	5 257,6

TABLEAU N° 34 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR MATURITE RESTANTE A FIN 2018

En Milliards de Francs CFA

	Montant
0 à 2 ans	557,8
2,0 à 5 ans	674,5
5,0 à 10 ans	2 181,7
10,0 à 20 ans	1 840,4
Plus de 20,0 ans	3,1
Total Encours de la Dette Publique	5 257,6

TABLEAU N°35 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR SECTEURS A FIN 2018

En Milliards de Francs CFA

	Montant
Route	661,2
Santé	121,6
Eau	7,3
Electricité	293,4
Agriculture, Pêche et Elevage	16,7
Education et Formation Professionnelle	6,0
Communication et Télécommunication	51,6
Economie et Finances	3 825,7
Ports et Aéroports	8,4
Transport	6,5
Sports	136,0
Défense et Sécurité	33,9
Foret et Environnement	4,6
Formation et Emploi	8,9
Bâtiments et Travaux Publics	76,0
Total Encours	5 257,6

TABLEAU N° 36 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR AFFECTAIONS A FIN 2018

En Milliards de Francs CFA

	Montant
Emissions Obligataires	1 646,4
Rééchelonnements	5,2
Appui Budgétaire	948,6
Reprises de Dettes	1 187,7
Projets	1 469,6
Total Encours de la Dette Publique	5 257,6

LISTE DES TABLEAUX

TABLEAU N°1 : TERMES MOYENS DES NOUVEAUX ENGAGEMENTS DE 2013 A 2017

TABLEAU N°2 : DECAISSEMENTS SUR FINANCEMENTS EXTERIEURS ET INTERIEURS DE 2013 A 2017

TABLEAU N°3 : NOUVEAUX ENGAGEMENTS EN 2018

TABLEAU N°4 : DECAISSEMENTS SUR FINANCEMENTS EXTERIEURS ET INTERIEURS EN 2018

TABLEAU N°5 : TERMES MOYENS DES NOUVEAUX ENGAGEMENTS EN 2018

TABLEAU N°6 : TERMES MOYENS DES DECAISSEMENTS REALISES EN 2018

TABLEAU N°7 : INDICATEURS D'ENDETTEMENT PUBLIC EN 2018

TABLEAU N°8 : SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE PAR CATEGORIES DE DETTE EN 2018

TABLEAU N°9: ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR CATEGORIES DE DETTE A FIN 2018

TABLEAU N° 10 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR MONNAIES A FIN 2018

TABLEAU N° 11 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR NIVEAU DE TAUX D'INTERET A FIN 2018

TABLEAU N° 12 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR MATURETE RESTANTE A FIN 2018

TABLEAU N°13 : SYNTHESE DES INSTRUMENTS FINANCIERS DU MARCHE DES TITRES PUBLICS A SOUSCRIPTION LIBRE DE LA CEMAC

TABLEAU N°14 : COMPARAISON DU TMP ET DU TAUX LIMITE DES BTA 13 SEMAINES DU GABON ET DE LA MOYENNE DES PAYS DE LA CEMAC DE 2013 A 2018

TABLEAU N°15 : COMPARAISON DU TMP ET DU TAUX LIMITE DES BTA A 26 SEMAINES DU GABON ET DE LA MOYENNE DES PAYS DE LA CEMAC DE 2013 A 2018

TABLEAU N°16 : COMPARAISON DU TMP ET DU TAUX LIMITE DES BTA A 52 SEMAINES DU GABON ET DE LA MOYENNE DES PAYS DE LA CEMAC DE 2013 A 2018

TABLEAU N°17 : COMPARAISON DU PRIX MOYEN PONDERE ET DU PRIX LIMITE DES OTA DU GABON AVEC LA MOYENNE DES PAYS DE LA CEMAC DE 2013 A 2018

TABLEAU N°18 : DECAISSEMENTS SUR PRETS PROJETS ET PRETS PROGRAMMES EN 2018

TABLEAU N°19 : DECAISSEMENTS SUR PRETS PROJETS EN 2018

TABLEAU N°20 : SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE PAR CATEGORIES DE DETTE DE 2013 A 2017

TABLEAU N°21 : SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE PAR CLASSE DE DETTE DE 2013 A 2018

TABLEAU N°22 : SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE PAR MONNAIES EN 2018

TABLEAU N°23 : SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE PAR MONNAIES EN 2018

TABLEAU N°24 : SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE EXTERIEURE PAR PAYS ET TYPES DE PRÊT EN 2018

TABLEAU N°25 : SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE PAR MONNAIES EN 2018

TABLEAU N°26 : SERVICE PAR CATEGORIES DE L'ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE A FIN 2018

TABLEAU N°27 : SERVICE PAR MONNAIES DE L'ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE A FIN 2018

TABLEAU N°28 : SERVICE PAR MONNAIES DE L'ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE A FIN 2018

TABLEAU N°29 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR CATEGORIE DE DETTE DE 2013 A 2017

TABLEAU N°30 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR CLASSES DE PRÊT A FIN 2018

TABLEAU N° 31 : ENCOURS DE LA DETTE EXTERIEURE PAR PAYS ET TYPES DE PRÊT DE 2013 A 2018

TABLEAU N° 32 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR TYPE DE TAUX D'INTERET A FIN 2018

TABLEAU N° 33 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR NIVEAU DE TAUX D'INTERET A FIN 2018

TABLEAU N° 34 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR MATURITE RESTANTE A FIN 2018

TABLEAU N°35 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR SECTEURS A FIN 2018

TABLEAU N° 36 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR AFFECTAIONS A FIN 2018

LISTE DES GRAPHIQUES

GRAPHIQUE N°1 : REPARTITION PAR CATEGORIES DES EMPRUNTS SIGNES DE 2013 A 2017

GRAPHIQUE N°2 : SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE DE 2012 A 2017

GRAPHIQUE N°3 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE DE 2013 A 2017

GRAPHIQUE N°4 : DECAISSEMENTS SUR EMPRUNTS EXTERIEURS ET INTERIEURS EN 2018

GRAPHIQUE N°5 : SERVICE DE LA DETTE BILATERALE ET COMMERCIALE PAR PAYS EN 2018

GRAPHIQUE N°6 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR AFFECTATION A FIN 2018

GRAPHIQUE N°7 : ENCOURS PROJETS PAR SECTEUR A FIN 2018

GRAPHIQUE N°8 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR NATURE DE TAUX D'INTERET EN 2018

GRAPHIQUE N°9 : VOLUME DES TITRES EMIS PAR LE GABON ET L'ENSEMBLE DES PAYS DE LA CEMAC DE 2013 A 2018

GRAPHIQUE N°10 : VOLUME DES TITRES EMIS PAR INSTRUMENTS PAR LE GABON ET L'ENSEMBLE DES PAYS DE LA CEMAC

GRAPHIQUE N°11 : EVOLUTION DU TMP, DU TAUX LIMITE ET DU TIAO POUR LES BTA A 13 SEMAINES

GRAPHIQUE N°12 : EVOLUTION DU TMP, DU TAUX LIMITE ET DU TIAO POUR LES BTA A 26 SEMAINES

GRAPHIQUE N°13 : EVOLUTION DU TMP, DU TAUX LIMITE ET DU TIAO POUR LES BTA A 52 SEMAINES

GRAPHIQUE N°14 : EVOLUTION DU PRIX MOYEN PONDERE ET DU PRIX LIMITE POUR LES OTA A 2, 3 ET 5 ANS

GRAPHIQUE N°15 : EVOLUTION DU TAUX DE COUVERTURE DES ADJUDICATIONS DES TITRES PUBLICS EMIS PAR LE GABON

GRAPHIQUE N°16 : REPARTITION GEOGRAPHIQUE DES TITRES EMIS PAR LE GABON

GRAPHIQUE N°17 : REPARTITION GEOGRAPHIQUE DES TITRES EMIS PAR LE GABON PAR INSTRUMENT

TABLE DES MATIERES

AVANT - PROPOS	2
AVERTISSEMENT.....	3
SOMMAIRE.....	6
INTRODUCTION	7
1. RESUME DE L'EXECUTION DE LA DETTE PUBLIQUE DE 2013 A 2017	9
1.1. Evolution des nouveaux emprunts extérieurs et intérieurs de 2013 à 2017	9
1.1.1. Montant des nouveaux emprunts de 2013 à 2017	9
1.1.2. Affectation des nouveaux emprunts de 2013 à 2017.....	10
1.1.3. Termes moyens des nouveaux emprunts de 2013 à 2017.....	11
1.2. Evolution des décaissements de 2013 à 2017.....	12
1.2.1. Les décaissements sur financements extérieurs de 2013 à 2017	12
1.2.1.1. Les décaissements sur les emprunts bilatéraux et multilatéraux de 2013 à 2017	13
1.2.1.2. Les décaissements sur les emprunts commerciaux et le marché financier international de 2013 à 2017.....	14
1.2.2. Les décaissements sur financements intérieurs de 2013 à 2017	14
1.3. Evolution du service de la dette publique de 2013 à 2017	15
1.3.1. Evolution du service de la dette publique extérieure de 2013 à 2017	15
1.3.2. Evolution du service de la dette publique intérieure de 2013 à 2017.....	16
1.4. Evolution de l'encours de la dette publique de 2013 à 2017	16
1.4.1. Evolution de l'encours de la dette publique extérieure de 2013 à 2017	17
1.4.2. Evolution de l'encours de la dette publique intérieure de 2013 à 2017	18
1.4.3. Evolution de l'encours de la dette publique par monnaies, taux d'intérêt et maturités de 2013 à 2017	19
1.5. Evolution des indicateurs de viabilité de la dette publique de 2013 à 2017	19
1.5.1. Evolution du taux d'endettement public de 2013 à 2017	20
1.5.2. Evolution de la pression du service et des intérêts de la dette publique sur les recettes budgétaires de 2013 à 2017	20
2. MISE EN ŒUVRE DE LA STRATEGIE D'ENDETTEMENT PUBLIC EN 2018	21
2.1. Nouveaux engagements et décaissements sur financements extérieurs et intérieurs en 2018	22
2.1.1. Nouveaux engagements en 2018.....	22
2.1.1.1. Montant des nouveaux engagements en 2018.....	22
2.1.1.2. Répartition des nouveaux engagements en 2018	23
2.1.1.3. Répartition des nouveaux engagements extérieurs et intérieurs	23
2.1.2. Décaissements sur financements extérieurs et intérieurs en 2018	23
2.1.2.1. Montant des décaissements en 2018.....	23
2.1.2.2. Affectation des décaissements en 2018	25
2.1.2.3. Décaissements sur prêt-projets.....	25
2.1.2.4. Décaissements sur emprunts d'équilibre.....	27
2.2. Conditions d'emprunt en 2018.....	27
2.2.1. Nouveaux engagements en 2018.....	27
2.2.1.1. Nouveaux engagements en devises en 2018.....	27
2.2.1.2. Maturité et différé moyens des nouveaux engagements en 2018	28
2.2.1.3. Taux d'intérêt des nouveaux engagements en 2018	29
2.2.1.4. Couverture des risques du portefeuille des nouveaux engagements en 2018	29
2.2.2.1. Décaissements en devises en 2018.....	30

2.2.2.2. Maturité moyenne et différé moyen des décaissements sur FINEX et FININ en 2018	30
2.2.2.3. Taux d'intérêt moyen des décaissements en 2018	31
2.3. Indicateurs d'endettement public en 2018	32
2.3.1. Taux d'endettement public en 2018.....	32
2.3.2. Pression du service de la dette publique sur les recettes budgétaires en 2018.	32
3. SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE EN 2018.....	33
3.1. Service de la dette publique extérieure en 2018	34
3.1.1. Remboursement de la dette publique extérieure en 2018.....	35
3.1.2. Charges de la dette publique extérieure en 2018.....	36
3.1.3. Service de la dette publique extérieure par pays et monnaies en 2018.....	36
3.2. Service de la dette publique intérieure en 2018.....	37
3.2.1. Remboursement de la dette publique intérieure en 2018	38
3.2.2. Charges de la dette publique intérieure en 2018	39
4. ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE A FIN 2018.....	40
4.1. Encours de la dette publique par source de dette à fin 2018	40
4.1.1. Encours de la dette publique extérieure à fin 2018.....	40
4.1.2. Encours de la dette publique intérieure à fin 2018	41
4.2. Encours de la dette publique par affectation à fin 2018	42
4.2.1. Encours de la dette publique par projet à fin 2018.....	43
4.2.2. Encours de la dette publique hors projets à fin 2018.....	44
4.3. Encours de la dette publique par monnaie, maturité et taux d'intérêt à fin 2018.....	45
4.3.1. Encours de la dette publique par monnaie à fin 2018.....	45
4.3.2. Encours de la dette publique par taux d'intérêt à fin 2018.....	46
4.3.3. Encours de la dette publique par maturité à fin 2018	48
CONCLUSION	50
ETUDE THEMATIQUE : ACTIVITE DU GABON SUR LE MARCHE DES TITRES PUBLICS A SOUSCRIPTION LIBRE DE LA CEMAC DE 2013 A 2018	52
1. LE FONCTIONNEMENT DU MARCHE DES TITRES PUBLICS A SOUSCRIPTION LIBRE DE LA CEMAC.....	53
2. LE VOLUME DES EMISSIONS DU GABON SUR LE MARCHE DES TITRES PUBLICS	55
3. LES RESULTATS DES ADJUDICATIONS DU GABON SUR LE MARCHE DES TITRES PUBLICS.....	57
4. LA REPARTITION GEOGRAPHIQUE DES TITRES ET DE L'ACTIVITE DES SVT	63
ANNEXES	67
LISTE DES TABLEAUX	80
LISTE DES GRAPHIQUES.....	82
TABLE DES MATIERES.....	83

DIRECTION GENERALE DE LA DETTE

21 Rue Michel BIGOUNDOU

2^{ème} Arrondissement - Commune de Libreville

B.P. 912 Libreville (République Gabonaise)

Tél : (241)05047332 Fax : (241)01766790

E-mail : mecitdgd@gmail.com / mecitdgd@gouv.ga

Site Web : www.dette.ga